

DÉMOCRATIE & LIBERTÉ



MICHEL SCIFO

LE MAÎTRE RÉFLEUR
Libre penseur pansu terrien



Cet essai est un cri de colère & non une thèse universitaire, cela explique son ton polémique & sa virulence quasi-pamphlétaire. Cependant, il n'est pas un pamphlet, mais une tentative de compréhension & d'élaboration de moyens permettant de débloquer notre société.

Oubliez vos idées reçues, prenez le temps de penser à des notions que nous employons quotidiennement de façon approximative : démocratie, liberté, peuple français, identité nationale, laïcité.

Essayons de réfléchir en revenant aux définitions historiques, en regardant leur signification actuelle ! Interrogeons-nous sur les questions générées par le fonctionnement de nos démocraties libérales : rôle des technocrates & des bureaucrates, choix des représentants du peuple, sanction du travail de nos élus, choix rationnel des politiques, prise en compte des nouveaux pouvoirs, anticipation des pénuries prévisibles.

Analysons les problèmes qui en découlent : remise en cause de la laïcité, renoncement aux principes républicains, modalités de choix de nos représentants, critères de choix rationnels, accentuation des inégalités, féodalisation rampante, etc.

À partir de ces réponses & de ces analyses, nous pourrons repenser l'identité & la laïcité françaises. Il nous sera alors possible de redéfinir clairement les concepts cités, de proposer des ébauches d'explications & des pistes de solutions, tant il est évident que ce n'est ni en 135 pages, ni par un individu isolé, que l'on pourra répondre, exhaustivement, à ces questions, que l'on arrivera à annihiler ces obstacles à l'établissement d'une démocratie aussi réelle qu'indispensable.



Une offre historique : il s'agit du premier essai intégralement écrit en trichromie ; la couleur étant employée pour rompre la monotonie du gris typographique & diminuer la fatigue visuelle.

Anarchistes, royalistes, révolutionnaires, écologistes, verrons la vie de leur couleur préférée, même si cette lecture les fait rire jaune !

L'avertissement, qui le débute, est téléchargeable, gratuitement, à l'adresse www.scifo.fr/pages/reflexions/d&l/avert.pdf & la table des matières, également, à l'adresse www.scifo.fr/pages/reflexions/d&l/tdm.pdf.

Essai en auto-édition, vous pouvez apporter votre contribution de 9,00 €, par chèque ou par paypal.



DU MÊME AUTEUR

CHEZ L'AUTEUR

CULTURE, FAMILLE, LIBÉRALISME & UNICAUSALITÉ

ENVIRONNEMENTALISME & DÉCROISSANCE SOUTENABLE



LE MAÎTRE RÉFLEUR
Libre penseur pansu terrien



MICHEL SCIFO

DÉMOCRATIE & LIBERTÉ

Essai

LE MAÎTRE RÉFLEUR, auto-éditeur

Texte intégral
ISBN 1-95-307014-2

LE MAÎTRE RÉFLEUR
12, av Gal Roux
38800 Le Pont de Claix
04.76.99.29.66 (répondeur)
micHEL@le-maitre-refleur.fr
www.le-maitre-refleur.fr

LE MAÎTRE RÉFLEUR
Libre penseur pansu terrien



AVERTISSEMENT

Si vous admirez le génie politique du chef de l'UMP, si vous soutenez le Front National, si vous pensez la France de 2010 comme un pays socialiste, si vous estimez les immigrés responsables de tous nos maux, si vous croyez la crise terminée, si, enfin, vous êtes un intégriste juif, chrétien, musulman, libéral, marxiste, n'essayez pas de lire cet écrit : vous ne saisissez pas son message ! Il vous manque le cadre conceptuel autorisant la compréhension de ce plus que pamphlet.

Car ce texte, cri d'indignation plus que brûlot, en a la virulence, mais pas l'objet : il ne défend pas une cause ; il permet de fulminer : devant la gravité des problèmes qui nous attendent, on ne peut que hurler en voyant les mieux placés pour les résoudre, refuser d'anticiper des solutions, qui arriveront trop tard sinon.

L'égoïsme obtus de nos politocards, car se comporter ainsi implique une réelle nullité, *l'aveuglement* de nos intellectuels à prébendes obligés, par leurs œillères consommationnistes, à produire de la pensée, sans le recul nécessaire à son élaboration, *le cynisme éhonté* des grands patrons se considérant au-dessus des autres humains jugés méprisables, n'incitent pas à continuer la culture de son docte jardin, comme si tout allait pour le mieux, dans le meilleur des mondes libéraux.



Ce texte a pour thèmes la liberté, la démocratie, l'identité française & la laïcité, en bref, *la citoyenneté démocratique à la française*.

Depuis 1789, le mot *liberté*, largement galvaudé, semble avoir perdu du sens en gagnant des sens : de singulière, elle est devenue plurielle. La liberté est abstraite, les libertés sont concrètes. De fait, on comprend, par ce mot, l'ensemble des actions réalisables sans empiéter sur celle du voisin ; pour chaque pratique, le législateur a défini une liberté particulière lui correspondant.

Depuis 1789, de multiples formules institutionnelles ont été testées par diverses populations ; comme le disait CHURCHILL, la *démocratie* est le moins mauvais système, mais encore faut-il s'entendre sur sa définition !

L'intemporelle *identité nationale* ¹ sert à caractériser cette entité fictive nommée peuple, car, fondamentalement, c'est un « *ensemble d'humains vivant en société sur un territoire déterminé & qui, ayant parfois une communauté d'origine, présentent une homogénéité relative de civilisation & sont liés par un certain nombre de coutumes & d'institutions communes* » [TLFI] ; à notre époque, il peut n'avoir ni origine commune, ni territoire commun. La notion de *peuple* comme celle de *société* sont des constructions intellectuelles bien commodes, mais il s'avère absurde de croire que l'une évolue ou que l'autre pense. Ce sont les individus les composant, qui, par leurs actes & par leurs discours, évoluent ou pensent ². Mais je n'hésiterai pas à user de cette facilité de langage. Cette définition souligne la primauté de l'identité nationale sur la nationalité, dans la caractérisation d'un ensemble de personnes !

La laïcité a permis la cohabitation des catholiques, des protestants, des juifs, des agnostiques & des athées de ce pays, au grand dam de l'Église catholique ; elle est partie intégrante de notre identité nationale.



Ce texte vise plusieurs objectifs :

- ◆ inciter, tous ceux en prenant connaissance, à réagir à cette évolution malsaine, avant qu'il ne soit trop tard ;
- ◆ jeter les bases d'une pensée antilibérale pragmatique, n'oubliant pas les réalités contemporaines, sans trop d'idéalisme niais ;
- ◆ soulager l'auteur d'un poids moral.



Ce texte n'est ni une création *ex nihilo*, ni une réaction, à chaud, à certaines des affirmations débiles dont nos politocards nous abreuvent, ni une réponse définitive à ces questions, seulement un élément de réflexion !

Parce qu'il tire sa matière de mon expérience (*entretiens, lectures, auditions, méditations*), je n'ai pas souhaité en faire une thèse & je me suis abstenu de la corvée bibliographique qui lui aurait donné une assise plus solide, mais il n'aurait plus, alors, été le premier cri

d'une série, qui, je l'espère, en comportera plus d'un, car tonitruer soulage !

Si vous prenez la peine de consulter les deux livres accessibles sur le site www.scifo.fr ³, vous constaterez mon honnêteté scrupuleuse, & la mention systématique de mes sources, mention qui n'était pas nécessaire, ici ! Rédigé sans autres documents que des notes personnelles, cet ouvrage ne contient, presque, que des citations du TRÉSOR DE LA LANGUE FRANÇAISE INFORMATISÉ (TLFI) ou de Wikipédia ⁴, pratiquement tous les autres faits ou dires étant rapportés de mémoire.

Quitte à insister, il ne s'agit ni d'un essai universitaire ni de propos énoncés pour briller en société, ni de brèves de comptoir facilitant la dégustation de l'apéritif ; *ces réflexions* d'un libre-penseur, qui aimerait pouvoir libre-penser encore longtemps, *sont rigoureuses*, longuement *mûries*, nourries de lectures & d'entretiens divers : il s'agit de comprendre, d'expliquer & de susciter le débat, plus que de prouver ! Cet écrit d'humeurs & d'opinions ne contient pas de fictions : *chacune de ses définitions, chacune de ses affirmations* ⁵, *repose sur une donnée, corroborée la plupart du temps*, mais, étant faillible, ma vigilance peut avoir été prise en défaut & il n'est pas exclu que, dans le détail, l'une ou l'autre de ses assertions relèvent plus de la rumeur que de l'information ! Si elles vous déplaisent, contestez-les en cherchant sur Internet, dans des livres ou des revues, des éléments pour les infirmer & informer-m'en, mais ne les rejetez pas au seul motif de votre déplaisir.

Bien sûr, cet ensemble d'idées doit en comporter un certain nombre d'erronées ; j'ai la faiblesse de les penser peu nombreuses, & je laisse à d'autres, plus stimulés ou plus doués, le soin de les trouver & de les dépasser pour participer au redressement populaire moral & antilibéral souhaité, car aucun espoir n'existe ni ne dure, sans principes dignes de ce nom pour le soutenir.



Cette lecture peut donner l'impression de l'annonce de désastres. Contrairement à l'apparence, elle ne traite pas de catastrophisme. Celui-ci, aujourd'hui, consiste non seulement à prédire une catastrophe, mais à en fournir une cause, unique, le plus souvent, liée à

une activité humaine précise & à s'autoflageller en prônant de faire pénitence en l'attendant.

Ici, nous constatons, lucidement, que notre planète est finie & notre croissance, exponentielle, que nous ne pouvons pas augmenter, continûment, la consommation des ressources non renouvelables, & que, même s'il s'avère difficile de déterminer des dates exactes d'épuisement, il nous faudrait songer à penser aux problèmes que nous allons rencontrer. La réponse « *L'ingéniosité de l'esprit humain y pourvoira !* » équivaut à « *Après nous le Déluge !* ».

Quelques informations permettent de définir le contexte.

⇒ Amener tous les *homo sapiens sapiens* au niveau de vie d'un Smicard français (sans même envisager le cas d'un niveau de vie élevé !), nécessite plus de deux fois, les ressources de la Terre. Or la majorité des habitants pauvres du globe rêvent au prestige des milliardaires américains. Quatre possibilités s'offrent à nous :

- ◆ trouver quelques planètes, pas trop éloignées, nous fournissant les richesses indispensables ;
- ◆ montrer aux déshérités leur bonheur de ne pas subir les graves problèmes des nantis ;
- ◆ supprimer tous ces envieux malsains ;
- ◆ changer notre façon de vivre de manière à permettre d'une part, une amélioration du genre de vie des miséreux & d'autre part, une modification de leurs rêves & des nôtres.

⇒ Il nous reste de l'or noir pour moins de trente ans de la consommation annuelle de 2008. Même si on peut prévoir la baisse brutale de celle-ci, quand le prix du baril dépassera les 100 €, ce qui générera du chômage, l'inertie s'avère telle & la demande des pays émergents, si forte que nous pourrions difficilement reculer l'échéance ! & même si nous y arrivions, cela n'empêcherait pas l'épuisement à terme ⁶.

⇒ La population mondiale continue à croître, même si cette croissance ralentit significativement.

⇒ Les bancs de poissons se raréfient en raison de la surpêche & les terres arables s'appauvrissent à cause de leur exploitation intensive !

On pourrait allonger la liste des problèmes insolubles ou quasi insolubles auxquels nous nous heurtons, sans changer ce fait : si infi-

nies que soient les ressources du cerveau humain, nous courrons, allègrement, à une ou à des calamités !

Le catastrophisme ajouterait un zeste d'autoflagellation à ce constat ! Mon propos va plus loin, il cherche, à voir comment nous pourrions sauver les meubles ! ainsi que je l'expose dans « ENVIRONNEMENTALISME & DÉCROISSANCE SOUTENABLE » disponible, pour une somme modique, sur le site www.le-maitre-refleur.fr (J'insiste !), moyennant un mot de passe qu'il suffit de demander ! C'est une des raisons de la colère déjà citée : il ne s'agit plus de s'enrichir, de se disputer les hochets du pouvoir, de vivre en cultivant son jardin ou en glandouillant, mais de réagir à des problèmes d'une ampleur sans précédent. Sans renforcement de la démocratie, un chaos meurtrier s'installera d'ici vingt ans ; il faut, donc, établir le bilan de ce qu'elle est, avant de préciser ce que nous voudrions qu'elle soit, afin de rassembler nos talents pour remédier aux désastres. Ce premier volet, idéologique, sera complété, ultérieurement, par une analyse socio-économique, proposant des pistes palliatives.



Enfin, il a été reproché à certaines affirmations d'être populistes. En ce début de XXI^e siècle, le « *populisme* » désigne, péjorativement, les courants politiques démagogiques flattant les bas instincts des foules populaires ; alors qu'il connote, également, la volonté de redonner au peuple, le pouvoir confisqué par la haute bourgeoisie ; « *peuple* » étant le nom de l'ensemble composé, si possible majoritairement, par les citoyens prêts à se battre pour assurer la survie de l'espèce, & pas seulement la leur, par les citoyens consommationnistes⁷ démissionnaires & par les exclus. De fait, l'adjectif « *populaire* » paraîtrait plus approprié. De plus, les assertions émises dans ce livre, si elles concernent tous les citoyens, s'adressent à ceux disposés à réfléchir ; cela interdit de flatter les bas instincts d'individus ou de foules !



La forme de ce travail peut décontenancer, en raison du ton, souvent apparemment véhément, de redites pédagogiques, & du grand nombre de notes de fin de livret :

- ◆ mais cet emploi d'un vocabulaire outrancier, tenant lieu d'exutoire, ne doit pas masquer le bien-fondé des critiques ;
- ◆ mais ces reprises ne se produisent que dans des contextes différents ;
- ◆ mais ces remarques, servant, le plus souvent, elles aussi, de dictame, si elles ajoutent un petit plus, ne sont pas indispensables à la compréhension du texte ; de plus, leur groupement en fin d'ouvrage rend leur consultation plus facile & incite, également, à moins les regarder, en première lecture.



INTRODUCTION

M^r TODOROV a publié dans le journal LE MONDE du 15 NOVEMBRE 2009, un article intitulé « MENACES SUR LA DÉMOCRATIE ». Son contenu, ni choquant ni faux, paraît simplement, à côté de la plaque ! En effet, les *menaces sur la démocratie* ne sont pas liées à des événements récents, comme cet auteur semble le dire, mais au fonctionnement de notre société. C'est ce que je tenterai de montrer, en exposant ce que représentent la démocratie & la liberté, car l'une ne va pas sans l'autre, en analysant la situation & des pistes de remédiations à des maux actuels & futurs. Je réfléchirai, ensuite, à deux questions d'actualité proches de ces deux notions, celle d'identité nationale & celle de laïcité, à travers l'interdiction helvète de minarets.



Selon un mot célèbre, la démocratie est *le gouvernement du peuple, par le peuple & pour le peuple*, mais, avec un peuple trop nombreux, on substitue à la démocratie directe, une, indirecte, dans laquelle des élus du peuple remplacent le peuple, ou une autre, dite semi-directe, dans laquelle le système représentatif cohabite avec des décisions prises directement par les citoyens. Une première dérive se révèle commune à tous les pays libres modernes : ils sont devenus, pourrait-on dire, *le règne des représentants des électeurs, par eux-mêmes & pour eux-mêmes*, ou presque.

Les règles de fonctionnement de la démocratie sont définies dans un contrat passé, théoriquement, entre tous les citoyens : la Constitution. En principe, car on n'a pas plus sollicité mon avis que le vôtre, si vous ne votiez pas en 1958, & parce que si je n'approuve pas cette convention, mon seul recours s'avère l'exil & le renoncement à la nationalité française. De plus, la vie en société suppose l'adhésion à un certain nombre de normes que l'on désigne par l'expression de *contrat social*. Les constitutions ne fixent qu'une partie du contrat

social, celle relative au politique ; il faut encore agréer, même sans grand enthousiasme, des préceptes non formalisés de civilité, de civisme & de solidarité. Bien évidemment, personne n'est consulté pour avis, l'acceptation est tacite, le refus sans exil implique d'être hors la loi.

La séparation des trois pouvoirs traditionnels, exécutif, législatif & judiciaire, distingue un pays libre d'une dictature. Or dans notre société, cette segmentation disparaît, cela constitue un deuxième écart par rapport à la démocratie.

Une troisième déviation vient de l'apparition de chartes favorisant le pouvoir exécutif par rapport aux deux autres. Quand il existe des garde-fous, cas de la Constitution américaine, aucun problème ; sans leur présence, comme dans celle de la V^e République, cela peut se révéler dramatique, si l'exécutif n'est pas à la hauteur !

Les anglophones disent que, s'il n'y a pas de définition, universellement, acceptée de la démocratie, il y a deux principes communs à toutes : l'égalité & la liberté ; ils soutiennent que ces fondements se manifestent par l'égalité devant la loi & par celle dans l'accès au pouvoir, & qu'il y en a un troisième, plus difficilement appréciable : *tout citoyen a des droits & des privilèges garantis par la constitution*.

Il existe plusieurs traditions démocratiques : la grecque, l'anglaise, l'américaine & la française⁸. La plus ancienne, la *grecque*, nécessite la présence d'une classe de dominants libres & d'une classe de dominés servant les premiers, plus personne ne semble en vouloir, même si certains en rêvent. La seconde, *l'anglaise*, repose sur un État théocratique où le chef de l'État, pontife théorique de la confession d'État (*l'anglicanisme*), est tutoré par un laïc & s'appuie sur les possédants, pour maintenir l'ordre. La troisième, *l'américaine*, est laïco-religieuse : toutes les religions, dont le christianisme, y sont la base de l'État ; comme la seconde, elle semble mal adaptée à la coexistence de celui-ci avec deux autres religions révélées : le judaïsme & l'islam. Si la cohabitation avec la première des deux se passe plutôt bien, c'est parce qu'il s'agit d'un culte, fortement ethnique, basé sur des écrits communs. En revanche, si la dernière reconnaît l'autorité de la **TORAH** & des **ÉVANGILES**, elle n'en exploite que ce qui est cité dans son propre texte fondateur, le **CORAN**. De plus, même si son Dieu, omniscient, ne

comprend qu'une langue, l'arabe, elle se veut aussi interethnique que le christianisme qu'elle concurrence directement.

La quatrième, *la nôtre*, implique une conception laïque & républicaine de l'État, elle ne s'applique, à ce jour, qu'en France & en Turquie. L'épithète « *républicaine* » recouvre la devise programmatique du pays « *Liberté, Égalité, Fraternité* », l'adjectif « *laïque* » masque la volonté, non pas de permettre à chacun d'exercer la religion de son choix, comme il l'entend, mais de confiner les cultes à l'espace privé, de façon à éviter que les sectateurs d'une confession puissent dicter leur loi. Le contresens provient, historiquement, de la rédaction universaliste d'un article de la Déclaration des Droits de l'Homme & du Citoyen, visant à empêcher le renouvellement de la condamnation à mort pour blasphème (affaire du chevalier DE LA BARRE qui fut décapité pour n'avoir pas ôté son chapeau lors du passage d'une procession catholique). Comme les religions monothéistes ne peuvent ni cohabiter dans l'espace public, ni tolérer l'agnosticisme & l'athéisme, il s'avère indispensable de les cantonner au domaine privé, même si cela se révèle inacceptable pour les intégristes.



Quand on analyse la situation présente, plusieurs points paraissent inhérents aux démocraties, dites libérales, dans lesquelles nous vivons :

- ◆ le rôle des technocrates & des bureaucrates,
- ◆ le choix des représentants du peuple,
- ◆ le travail des ses élus à travers ses résultats, les décrets (*exécutif*), les lois (*législatif*), les jugements (*judiciaire*),
- ◆ l'adéquation entre ces travaux & ses intérêts,
- ◆ ses moyens d'aide à la décision,
- ◆ ses moyens de contrôle des parlementaires,
- ◆ la prise en compte des nouveaux pouvoirs : économique (*patronats*), informatif (*médias*), contestataire (*protestataires, alternatifs & Internet* °).

L'interconnexion de ces points laisse apparaître dix problèmes à résoudre :

- 1) le renoncement aux principes républicains ;

- 2) la remise en cause de la laïcité ;
- 3) la coupure entre la population & ses élus, & de façon plus générale, avec toutes les élites ;
- 4) les modalités de choix des représentants du peuple & le système électif ;
- 5) leur responsabilité dans la fabrication des lois & des décrets ; ainsi que les moyens dont disposent les citoyens pour les sanctionner ou pour les contrôler ;
- 6) le désaccord entre les idées, ou les intérêts du peuple ou d'une nombreuse fraction du peuple, & les lois & les décrets ;
- 7) les moyens dont bénéficie la population pour pouvoir statuer rationnellement ;
- 8) la régulation de l'importance prise par les technocrates & par les bureaucrates (*conseillers, dignitaires administratifs*) ;
- 9) l'application d'une décision démocratiquement votée ;
- 10) la prise en compte des nouveaux pouvoirs, économique (*patronats*), informatif (*médias*), contestataire (*protestataires, alternatifs ou internautes*).



Ces constatations relèvent d'une même problématique, accélérée par l'effondrement de l'Union Soviétique, contrepoids au libéralisme. Les patrons se trouvent, aujourd'hui, dans une situation *presque analogue* à celle d'avant 1917 :

- ◆ parce que la contestation idéologique est devenue marginale ;
- ◆ parce que la plupart des syndicats se sont embourgeoisés, en se transformant en partis politiques honteux ; cela est encore plus vrai pour les deux grands alliés du MEDEF, la CGT & la CFTD, les deux suppléants patronaux, la CFE-CGC & la CFTC se trouvant promis à une absorption par la CFDT ; certains responsables de cette dernière corporation se sont vantés de ne plus avoir besoin d'adhérents pour payer leurs charges, car avec l'argent détourné de l'action syndicale, elle a pu investir dans des entreprises & réaliser de fructueux placements financiers ; mais ils sont devenus des partis politiques honteux, parce qu'ils refusent d'assumer de ne plus vivre pour défendre les salariés, si ce n'est, corporatistement, par leurs naïfs militants à la base, mais pour obtenir aux élections professionnelles, des scores leur assurant les res-

sources pécuniaires & humaines grâce auxquelles ils consolideront leur fortune ; il ne leur vient même pas à l'esprit de constituer des caisses d'aides aux travailleurs en luttés ; & quand cela arrive leurs sections syndicales contrôlent, si parfaitement ces actions, que la lutte échoue, car les non-syndiqués, écœurés par la récupération, s'en détournent ;

- ◆ parce que la combativité ouvrière s'est volatilisée en raison :
 - » du consummationisme, mode de vie dans lequel, il faut consommer pour être ; impulsé par le capitalisme industriel depuis 1945, il a favorisé la croissance économique, au détriment du bien-être & de la culture, mais aussi le surdéveloppement de l'endettement afin de satisfaire la frénésie d'achat ;
 - » de la quasi-disparition de l'adversaire, pas parce qu'il n'y a plus de patrons ou de bourgeois, mais parce qu'ils sont de deux sortes : les petits qui vivent comme vous & moi, les grands, invisibles, masqués par les marionnettes de la *jet-set* ;
 - » & de l'absence de conception valorisante : l'effondrement de l'Union soviétique, la conversion au néolibéralisme des caciques du PS & des intellectuels dits de gauche, le postcommunisme chinois ont réduit en miettes la philosophie socialiste ; d'autant que, dans les pays industrialisés, le sort de la classe moyenne n'est pas trop désagréable, malgré les développements exponentiels de la précarité & de l'insécurité, d'autant que les exclus sont trop anéantis pour réfléchir (*C'est pourquoi il faut reconstruire une pensée gratifiante permettant de redonner un espoir aux victimes du libéralisme contemporain, les motivant pour lutter, sur des bases du xxi^e siècle & non du xix^e ; cette nécessité devrait animer les analystes politiques de la gauche, dite antilibérale !*) ;
 - » de plus, le seul ennemi identifiable : le capitalisme financier, complètement déconnecté de la vie des gens ordinaires, s'avère difficilement repérable ; les patrons & les riches se cachent, quand ils ne s'enferment pas dans des camps protégés de la racaille par des milices armées ; les responsables ont disparu, il n'y a plus que des victimes du mythique Marché, quand cela échoue, & des conquérants performants quand ça réussit ;
- ◆ parce que la pression idéologique, intense & permanente, se révèle sans commune mesure avec celle qui pouvait exister en 1914, où la presse

réactionnaire, & ses idéologues, laïcs ou religieux, étaient fortement contestés ; parce que les omniprésents médias de masse sont omnipotents & qu'ils anesthésient les individus bien plus que ne pouvaient le faire des églises qui parlaient plus de devoirs que de soimêmeisme & de rêve consommationniste.

Bien sûr, l'existence rappelle, chaque jour un peu plus, aux fauchés que le rêve s'estompe, de moins en moins accessible, mais il est plus facile de continuer à espérer que de lutter contre des événements dont on a admis l'inéluctabilité. La lutte ne se déclenche que lorsque la réalité devient inacceptable, mais comme il est trop tard, elle échoue le plus souvent, renforçant ainsi le sentiment d'inexorabilité.

À cette ambiance, peu propice à des élans révolutionnaires, s'ajoutent, depuis peu, les effets pervers de la crise du capitalisme financier. Assez paradoxalement, c'est à l'heure où **MARX** se trouve le plus oublié, que certaines de ces analyses commencent à gagner en pertinence. Car une chose se révèle sûre, le libéralisme contemporain cherche sans cesse à s'appropriier une part plus grande de la plus-value produite par les salariés, réduisant ainsi leur possibilité de consommer les produits, ce qui génère les délocalisations, les fermetures d'usines & le chômage grandissant d'abord, dans les États les plus riches, puis, dans un second temps, dans les pays émergents. La crise financière aggrave le phénomène : pour pallier cette baisse tendancielle de la consommation, on a incité les travailleurs à s'endetter au-delà du raisonnable ; comme ils ne peuvent plus rembourser leurs dettes, les établissements de crédit, privilégiant leurs actionnaires & leurs cadres, restreignent les crédits à la production & à la consommation, empirant les problèmes économiques & sociaux au détriment des plus pauvres, toujours assez cons¹⁰, pour élire des politocards, qui aideront les banques à les enfoncer. Il est peu probable que cette évolution puisse continuer très longtemps, d'autant qu'elle ne peut se perpétuer qu'avec une croissance forte & que celle-ci risque de disparaître durablement, sous l'effet des premières pénuries de matières premières, des pollutions industrielles & des modifications climatiques.



Dans ce contexte de déliquescence idéologique, car la pensée triomphante, le libéralisme, n'est pas un corpus théorique construit, mais une série de justifications *a posteriori* de comportements honteux selon les normes morales judéo-chrétiennes &, car la doctrine socialiste a été durablement assimilée à ses ersatz russes & extrême-orientaux, il importe de se poser à nouveau les questions qui, depuis le Siècle des Lumières, ont fondé cette philosophie altruiste & sociale, qui semble avoir disparu.

- 1) Qu'est-ce qu'un être humain ?
 - 2) Qu'est-ce qu'un citoyen ?
 - 3) Que signifient les mots de la devise « *Liberté, Égalité, Fraternité* » ?
 - 4) Qu'est-ce que la démocratie ?
 - 5) À quoi sert la laïcité ? & par conséquent, comment la définit-on ?
 - 6) N'a-t-on que des droits ? Ou bien faut-il ajouter à ces prérogatives des devoirs ? & lesquels ?
 - 7) Quels sont les rôles respectifs de l'individuel & du social ? de l'égoïsme & de l'altruisme ?
 - 8) Qu'est-ce qui est bien ou mal ? Bref, où en est la morale ? Quelle différence y a-t-il entre éthique & morale ?
 - 9) Quelle est la fonction des inégalités ? Doit-on les réduire ? Ou bien les rendre inhérentes ?
 - 10) Comment va-t-on gérer les pénuries prévisibles ? les pollutions qui augmentent ? les modifications climatiques qu'on nous annonce ?
- ◆ Les réponses à ces interrogations existentielles sont essentielles, pour bâtir, s'il le faut, une idéologie progressiste assez forte pour faire chuter l'égoïsme libéral & ses inéluctables lois du Marché tout puissant, du trône flamboyant, mais illusoire, où il a été installé, par les journalistes & les intellectuels médiatiques, qui, tous, prennent, toujours, position sans avoir pris le temps de réfléchir.

Qu'il s'agisse des problèmes ou des questions, les médias publient des tas de solutions simples ou même simplistes, mais les correctes y paraissent très rarement, car elles demandent plus de réflexion & plus de travail.

Ces quelques pages ne les donneront pas plus, mais elles fourniront des éléments pouvant inciter d'autres, plus intelligents ou

plus savants, à les trouver, car ce qui semble manquer aux chercheurs, c'est la perspective !



Il est un troisième volet, dans la compréhension des notions de « *liberté* » & de « *démocratie* » : le comportement des acteurs ; pas pour revenir sur les droits & les devoirs des citoyens & des non-citoyens, mais pour comprendre les impedimenta générés par des institutions, des lois, des règlements ou des usages, conçus pour être appliqués par, & à, des personnes intelligentes & rationnelles, lorsqu'ils sont infligés par, & à, des cons, ou par & à, des imbéciles, ou par, & à, des fanatiques, sans parler des cons imbéciles & fanatiques.

Définir l'imbécillité ou l'idiotie ne pose pas de problèmes : elles se caractérisent par un manque d'entendement ¹¹ ! En revanche, délimiter l'intelligence, dans ces multiples dimensions ¹², n'est pas à la portée d'un imbécile.

Expliciter le fanatisme ne se révèle pas plus délicat : c'est *une adhésion passionnée & inconditionnelle à une cause, un enthousiasme durable & presque monomaniaque [Il y a des fanatiques multimaniques !] pour un sujet quelconque, ou un attachement opiniâtre, aveugle & parfois violent.* [Wikipédia].

Cerner la connerie est plus complexe, car elle est inséparable de la notion de « *con* », car ces notions sont floues.

« *Connerie* » signifie « *bêtise* ». « *Con* » est une insulte utilisée en français, pour identifier une personne comme étant stupide, naïve ou désagréable. Or, ces mots, pris dans un sens légèrement différent, mais restant dans le même champ sémantique, peuvent nous aider à saisir une composante essentielle de l'être humain.

La notion de « *bêtise* », action bête, supposait au départ que celui qui la commettait manquait d'intelligence. Aujourd'hui, une bêtise est devenue une erreur, le plus souvent répréhensible, qui manifeste soit un manque de discernement, soit une faute due à une mauvaise information, soit une transgression. Mais, si la traiter d'ineptie la connote péjorativement, la qualifier de connerie introduit une appréciation franchement méprisante.

Mais, les concepts de « *con* » & de « *connerie* » ne sont plus, de nos jours, exclusivement, liés à celui de « *bêtise* ». Le film de VEBER, « *LE DÎNER DE CONS* », en est une illustration frappante, puisque les héros

de ces repas ne sont pas des imbéciles, mais des monomaniaques ne réalisant pas à quel point ils paraissent ridicules à leurs hôtes.

De plus en plus souvent, nous parlons de connerie pour désigner non pas une erreur, mais la perception d'une action comme étant une faute. Nous sommes, de fait, dans une appréciation subjective qui justifie l'adage « *On est toujours le con de quelqu'un.* »

Objectiver ces notions permettra de les intégrer dans l'analyse des débats démocratiques ou non & de mieux comprendre les enjeux de la remise au pas des médias, du harcèlement des contestataires que l'on peut observer en cette fin de 2009, parallèlement au développement d'une crise que son ampleur & sa complexité rendent ingérable sans remise en cause des fonctionnements économique & social de nos sociétés.

Pour arriver à ce résultat, il faut examiner le sens général avant d'exposer des cas particuliers complétant ou renforçant les premières approches.

△△△

LA CONNERIE EN GÉNÉRAL

Toutes les théories relatives à la prise de décision supposent des acteurs parfaitement rationnels, ce que nous ne sommes pas. Cette irrationalité se manifeste de plusieurs façons :

- ◆ méconnaissance d'une partie des informations, dans la plupart des cas, il nous manque la glanure pour décider & comme chercher les manquantes fatigue, peu le font ;
- ◆ connaissance de données fausses, quand beaucoup mentent pour se protéger &, à cette fin, diffusent des affirmations erronées comme des vérités, il faut savoir démêler le vrai du faux ;
- ◆ méconnaissance partielle des enjeux, trop souvent, on nous demande de choisir sans nous informer de toutes les incidences de nos choix, qu'il s'agisse des clauses en lettres nanoscales¹³ des contrats ou des mensonges par omission des politiciens & des technocrates ;
- ◆ incompréhension de la question, quand ni notre culture ni notre système de réflexion ne nous permettent de comprendre la sélection ou le dilemme proposé, ce qui nous amène à opter avec de mauvaises raisons ;

◆ *je-m'en-foutisme* du responsable, convaincu de la futilité du problème & du peu de conséquences de sa résolution.

Dans toutes ces occasions, la délibération peut être, pour le décideur :

- ◆ *nuisible* (ouvrier métallurgiste ayant voté Sarkozy) ;
- ◆ *avantageuse*, au moins à court terme, mais illicite (infractions au Code de la Route, patrons employant des sans-papiers) ;
- ◆ *profitable*, mais néfaste pour la majorité de la population (pollueurs, politiciens votants des dispositions législatives iniques comme le bouclier fiscal ou la loi HADOPI ¹⁴).

À chaque fois, des témoins qualifieront le choix de connerie, mais l'actant ne considérera que la première des trois comme en étant une. Une connerie implique une nuisance, son objectivation, nécessite qu'elle soit constatable par des observateurs neutres.

Cette définition permet d'enlever une grande partie de la subjectivité liée à ces notions, mais elle ne peut l'enlever toute, puisque d'une part, il n'est pas toujours évident, que ce soit pour soi-même ou pour un tiers, de définir ses intérêts, & que d'autre part, on peut continûment arguer que d'un mal à brève échéance naîtra, dans un avenir radieux, un bien plus grand.

En pratique, il semble que nous agissions, souvent, connement, sans pour autant être niais, car :

- ◆ nos informations s'avèrent incomplètes ;
- ◆ notre avantage à court terme nous cache celui à long terme ;
- ◆ notre intérêt personnel nuit, gravement, au collectif ;
- ◆ notre cadre de réflexion est inadapté à la situation particulière ;
- ◆ ou nous nous révélons temporairement abrutis (maladie, drogue, bourrage de crâne).



LA CONNERIE EN PARTICULIER

En matières politique, économique & sociale, la connerie est omniprésente pour plusieurs raisons :

- ◆ le système dans lequel nous vivons est très complexe, il y est difficile d'appréhender, toutes les interactions des différents acteurs ;
- ◆ les œillères idéologiques sont fortes ;
- ◆ la recherche de l'intérêt personnel est, trop souvent masquée derrière celle du général ;

◆ la conjonction aléatoire d'évènements fortuits, de circonstances inhabituelles, d'informations tronquées, de processus décisionnels obsessionnels, qui génère des décisions absurdes.

De fait, les arguments justifiant les actes sont habituellement ineptes.

Il est une autre explication à l'apparition de conneries : *le manque de courage dans l'affirmation de ses opinions ou de ses choix*, qui amène fréquemment à énoncer des phrases ou à faire des choses pas très honorables pour leurs auteurs. Excepté les rares parfaits salauds, peu d'entre nous osent annoncer de mauvaises nouvelles résultant de nos actions (*licenciements par exemple*), à des êtres humains connus, alors que cela ne pose aucun problème avec des numéros de matricule.

Autrement dit, raisonner sociologiquement, économiquement, ou politiquement en comptant sur des humains rationnels est une vaste escroquerie intellectuelle.

△△△

Un autre élément limitant, notre rationalité, s'avère la force de nos croyances. Aucun homme ¹⁵ ne peut vivre sans un ensemble d'opinions lui permettant de donner une signification au monde. Il y a des tas d'explications à cela, mais trois paraissent plus pertinentes que d'autres :

- ◆ *l'imperfection de nos sens* nous oblige à nous contenter d'une approximation des réalités physiques ;
- ◆ *la fragilité de nos organismes*, source d'humilité, & son résultat : notre forte interdépendance, les uns avec les autres ;
- ◆ *la, si difficilement acceptable, absurdité de la vie.*

La conséquence de cette situation s'avère la nécessité impérieuse, pour certains d'entre nous, de remettre, dans les mains d'autrui, la définition du bien & du mal, de ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Les lexicographes religieux ne manquant pas, mais ne se coordonnant pas, ce qui paraît censé dans une croyance peut se révéler complètement insensé à ceux qui ne la partagent pas.

△△△

De plus, dans nos sociétés, les personnes regardant la télévision & écoutant la radio régulièrement sont soumises à un conditionnement fort, qui oriente leurs prises de décision qu'elles soient rebelles ou asservies.



Tout humain est membre de plusieurs groupes, au minimum : le sexe (en langue de bois, on dit le genre), la famille, les groupes de pairs, les groupes territoriaux, ou encore, l'ethnie ou le peuple & la nation ; le groupe effectif est celui pour lequel on ressent le plus fortement l'appartenance à un instant donné ; il change selon les situations. Notre instinct grégaire nous incite souvent à suivre l'avis de la bande tangible, plutôt qu'à penser par nous-mêmes, ce qui nous conduit à pratiquer la loi du silence pour ne pas démeriter du troupeau ; il est notre dernière limitation, mais elle n'est pas la moindre !



S'il s'avère si difficile d'apprécier le poids de ces obstacles déraisonnables, au sens propre du terme, c'est que chacun les pratique, en totalité ou en partie seulement, à des degrés divers variant d'une situation à l'autre.

On peut distinguer quatre types de décisions : celles purement rationnelles, celles majoritairement rationnelles, celles minoritairement rationnelles, & celles totalement irrationnelles. Les premières impliquent une connaissance parfaite de la problématique & des critères de choix objectivés, les dernières sont prises sans intelligence de la question ou avec des critères flous ou farfelus.



Parler de liberté & de démocratie, sans tenir compte de ces différents éléments, qui limitent notre liberté de penser, notre liberté de choisir, qui biaisent le débat démocratique, relève de la malhonnêteté intellectuelle, tout comme les réflexions s'abritant derrière la connerie, l'incompréhension ou la mauvaise information, supposées d'électeurs ayant plébiscité des options désapprouvées, pour revenir sur leur vote ! Cela disqualifie, en outre, toutes les utopies !

Par la suite, le vocable « *con* » & ses dérivés auront, toujours, le sens venant d'être ébauché, en relation avec une rationalité très limitée, nuisible à une majorité de citoyens, à une exception près : quand ces mots seront placés dans la bouche d'autrui.



Mon propos se limite à l'ouverture de pistes de réflexion, car aucun individu isolé ne peut avoir l'information complète nécessaire à l'élaboration d'analyses solides.

Après avoir suggéré, en intégrant ces deux notions, des éléments de réponses aux questions précédentes & y avoir apporté mes propres suggestions de façon à alimenter un débat, j'essaierai d'envisager, parmi les solutions généralement complexes des problèmes évoqués plus haut, celles qui ont ma préférence, avec, là encore, la volonté de nourrir des discussions plus que de fournir des recettes toutes faites.



LES QUESTIONS EXISTENTIELLES

Elles sont, en réalité, inexistentielles pour la majorité de la population, hélas ! Pourtant, leurs réponses s'avèrent essentielles pour comprendre notre société, pour définir notre position en son sein, pour affronter ou pour prévenir les problèmes qui vont se présenter dans les prochaines années.



QU'EST-CE QU'UN ÊTRE HUMAIN ?

Nous sommes des *homo sapiens sapiens*, c'est-à-dire, des singes nus, des primates sociaux. Les éthologues ont observé, chez nos différents cousins simiens, la plupart de nos comportements, généralement moins développés ou moins systématiques, mais nous ne devons pas oublier cet état expliquant l'origine de certains de nos problèmes. Comme tous les autres simiens, & même comme la plupart des bestioles, nous saccageons, joyeusement, notre espace de vie.

⇒ Première différence entre nous & les autres bêtes, *nous étendons notre espace vital à l'ensemble de la planète & nous n'en avons pas de rechange*. L'observation de l'évolution d'autres populations animales montre leur régulation par les prédateurs & par les ressources. Les premiers en mangent une partie, la pénurie des secondes en tue encore plus. Sans prédateurs, avec juste quelques parasites, nous commençons à voir poindre les perspectives de manque : pétrole, terres rares, fer, plomb, poissons, eau potable, etc. Si nous ne réagissons pas intelligemment, nos morts ne se compteront pas en dizaines d'individus, mais en milliards ; & les survivants, même très riches & très bien protégés dans leurs QHS pour milliardaires, seront mal.



⇒ La seconde, *l'élaboration d'une société complexe & mondialisée, extrêmement consommatrice de ressources, s'avère mal perçue par la majorité d'entre nous*, parce qu'en tant que primates nous avons du mal

à sortir du cadre conceptuel de notre harde. Évidemment, cette consommation se répartit, inégalement, entre les individus, entre les groupes d'humains (nation, ethnie, peuple, tribu, horde, harde, clan, famille, bande). À l'exception de quelques populations isolées, l'épuisement rapide du pétrole nous affectera tous. De même, dans l'impossibilité de changer d'espace de vie, l'interconnexion forte de notre communauté humaine la fragilise en cas de changements climatiques importants.

△△△

⇒ La troisième s'avère *l'importance de l'esprit*¹⁶ & de la culture dans les modes de vie des êtres humains.

◆ Le premier, *l'esprit ou l'âme*, résulte de l'activité des neurones & des synapses surnuméraires, c'est-à-dire, ceux dont nous n'avons pas l'usage à un instant donné pour vivre ; elle nous oblige à réhabiliter notre nature de chasseur-pêcheur : beaucoup d'entre nous ayant du mal à faire la différence entre abattre un autre être vivant afin de s'en nourrir, comme le font tous les prédateurs (geste sain), & tuer un membre de sa propre espèce, pour quelques motifs que ce soit (fait malsain). Le raisonnement paraissant abscons, développons-le :

- ◆ notre esprit éprouve le besoin de justifier notre prédation ;
- ◆ à cette fin, il nous prétend supérieur aux bêtes que nous immolons pour nous alimenter ; presque toutes les religions le soulignent ;
- ◆ pour des raisons différentes, le judéo-christianisme, l'hindouisme, le bouddhisme & la mauvaise conscience occidentale, nous culpabilisent de manger des bestiaux ;
- ◆ nous sommes, donc, pris entre des pratiques ascétiques, pour ne pas dire masochistes, nous poussant au végétarisme, & une praxis épicurienne, nous inclinant à assumer notre condition animale (*Quelle présentation objective !*) ;
- ◆ toute personne, saine d'esprit, refuse le masochisme ;
- ◆ mais l'obtention de nourritures bestiales coûte plus que celle d'aliments végétaux.

Moralité : mangeons des animaux, modérément, pendant que nous le pouvons ; & espérons que d'ici que nous devons nous convertir au végétarisme, nous aurons trouvé des succédanés plus

que goûteux des viandes & des poissons, car les vivres végétaux actuels, même excellentement cuisinés, n'auront jamais leurs sublimes saveurs !

△△△

- ◆ La seconde, *la culture*, a trois acceptions :
 - ◆ celui de dépassement de soi, de volonté de mieux comprendre, de mieux connaître, de mieux faire, dont le résultat est la deuxième signification du mot ;
 - ◆ l'ensemble des connaissances résultant de l'effort pour aller au bout de ses capacités ou pour les dépasser ;
 - ◆ la civilisation d'une société.

La culture, prise comme nécessité d'autodépassement, explique, conjointement avec le besoin de dominance, la répartition des rôles entre les individus & l'autoconstruction des personnes ; ces dernières autorisent la création d'un sens du monde nous donnant la place la plus valorisante possible, sous peine de troubles comportementaux.

△△△

⇒ La quatrième apparaît dans *la prise en charge des démunis & des faibles*. D'une part, dans notre espèce, nous accédons tous à la reproduction, y compris les femelles & les mâles dominés (*sauf cas particulier*), ce qui nous permet d'enrichir notre patrimoine génétique ; d'autre part, nous essayons de mener à l'âge adulte des enfants chétifs que d'autres primates abandonneraient, nous soignons les blessés & les malades & nous entretenons les vieux.

△△△

⇒ La cinquième est *l'usage d'artefacts*, c'est-à-dire d'objets n'existant pas naturellement ; nous en créons même certains impossibles à confectionner sans l'emploi d'autres produits fabriqués. L'exacerbation de ce point, dans tous les groupes humains, nous empêche de vivre sans prothèses techniques ; c'est une source de problèmes !

△△△

⇒ *L'emploi d'un langage articulé élaboré s'avère la sixième.* Cette utilisation influant sur notre développement & sur notre vie quotidienne, même, si cette influence est moindre que ne le supposent les psychanalystes lacaniens, pour qui le langage détermine l'individualité ; si c'était le cas, nous retrouverions des personnalités différentes, en fonction des idiomes, ce qui se révèle faux, & le Français moyen, l'Allemand moyen, l'Italien moyen ne seraient pas des fictions statistiques. De nombreuses études l'ont constaté, quels que soient notre langue maternelle & notre lieu de résidence, nous éprouvons des émotions identiques, même si nous ne les manifestons pas de façons similaires, & nous en ressentons certaines dans des circonstances inchangées & d'autres, dans des situations différentes.

⇒ Il en existe une septième : *notre capacité unique de détruire toutes les formes de vie animale*, dites évoluées (*mammifères, oiseaux, reptiles & poissons*) & *d'une grande partie des formes végétales, de la planète.*

⇒ Huitièmement, *notre organisation en sociétés complexes sans déterminations génétiques*, contrairement aux sociétés d'hyménoptères, introduit dans la répartition du pouvoir, un facteur aléatoire que n'apprécie pas ses détenteurs ! mais il constitue le fondement de la citoyenneté.



QU'EST-CE QU'UN CITOYEN ?

La notion de *citoyen* s'appuie sur celle d'*humain* : un citoyen est un individu humain, membre d'un groupe autrefois baptisé cité, aujourd'hui, État-nation.

Selon le **TLFI**, dans l'Antiquité, on le définissait comme « *celui ou celle qui, jouissant du droit de cité, prenaient part à la vie politique & religieuse de la contrée* » ; de nos jours, la notion de devoir, incarnée par la participation à la vie de la cité, aurait disparu, le citoyen, « *membre d'un État jouit, de ce fait, des droits civils & politiques garantis par cet État* ». Il est plus juste de dire que ce concept d'*obligation* s'est atténué.

WIKIPÉDIA propose une définition plus volontariste, incluant toujours les devoirs, en commençant par définir l'état de citoyen : « *la citoyenneté [est ...] le fait pour une personne, pour une famille ou pour un groupe, d'être reconnu*

comme membre d'une cité (aujourd'hui d'un État)-nation, une nation se définit comme un groupe d'humains souhaitant vivre ensemble, le plus souvent dans un lieu géographiquement précis, en ayant des institutions politiques communes ; un État se définit comme une entité politique créée par & s'imposant à, tous les habitants d'un territoire ; l'État-nation est, donc, un État dont les citoyens constituent une communauté nationale !) nourrissant un projet commun & [à laquelle] ils souhaitent prendre une part active. La citoyenneté comporte des droits civils & politiques, & des devoirs définissant le rôle du citoyen dans la cité & relativement aux institutions. [...] »

De ce fait, « un citoyen est une personne qui relève de l'autorité & de la protection d'un État & qui, par suite, jouit de droits civiques & a des devoirs envers cet État. Chaque citoyen exerce à sa façon la citoyenneté telle qu'elle est établie par les lois & intégrée dans l'ensemble des mœurs de la société à laquelle il appartient. La citoyenneté est aussi une composante du lien social. C'est, en particulier, l'égalité de droits associée à la citoyenneté qui fonde le lien social, dans la société démocratique moderne. Les citoyens d'une même nation forment une communauté politique [rougi par nos soins] ».

Tout citoyen est membre de la communauté politique formant l'État-nation ; de fait, tout développement d'une communauté partielle se fait au détriment de l'État-nation, & entraîne une destruction, plus ou moins perceptible, du lien social national.

*De nos jours, nous ne parlons plus que des droits & jamais des devoirs. Lorsqu'on fait une remarque à un jeune, sur le fait par exemple qu'il fait une chose interdite, comme fumer dans un autobus, inmanquablement, on s'attire : soit une réflexion du style « *Je ne savais pas* », alors qu'il a des pictogrammes bien visibles sous les yeux, soit une réponse agressive du style « *Tu me parles pas comme ça tu me dois le respect.* » Effectivement, on doit à cet énergumène le respect dû à tout être vivant qu'il s'agisse d'un de ces poireaux dont on peut déplorer la lente agonie, ou d'un de nos congénères. S'il est majeur, on lui doit, en outre, celui dû à tout membre de notre société, mais il en existe une troisième forme, qu'il aimerait avoir & qu'il ne peut avoir, parce que celle-ci se mérite & qu'il n'a rien fait pour l'obtenir : celle provenant des actes ; le respect que nous devrions*

tous acquérir par notre concours à la vie publique, pour notre apport à la collectivité (travail, sciences, arts, spectacles, sports, social, politique, vie quotidienne), & dont si peu d'entre nous sont dignes.

Le citoyen antique, homme libre, dans une société d'esclaves, participait, car la non-participation pouvait entraîner la perte de la citoyenneté ¹⁷, de ce fait, il savait qui décidait & pourquoi ! Il savait défendre ses intérêts ! Aujourd'hui, nous n'avons plus d'effort à faire pour garder notre citoyenneté, & nous ne l'exerçons plus : nous confions à des charlots, ne pensant qu'à préserver leurs privilèges, la défense des nôtres, sans songer à les contrôler ! Cette démission collective est l'origine de nombreux disfonctionnements des démocraties, car, presque, assurés de leur réélection, les représentants d'eux-mêmes se croient tout permis, même s'ils affirment le contraire aux naïfs.

Mais il est d'autres devoirs que nous méprisons, comme celui de respecter la loi. Comme les règlements, il en existe d'iniques ¹⁸, c'est-à-dire, faites pour favoriser un petit nombre ; les dispositions du bouclier fiscal, la loi HADOPI, ou la plus honteuse, celle sur l'interdiction d'aider son prochain en situation irrégulière, en sont des exemples récents ; mais il en est de justes, conçues pour faciliter, sinon l'existence de tous, du moins de la majorité, dont les lois antipollution, le code de la Route ou le Code du Travail, même dans sa version libérale. Les iniques relèvent de la désobéissance civile, chacun doit y désobéir. En revanche, tout citoyen se doit de respecter les justes. Or, des quidams inconscients de la dégradation du tissu social, à laquelle ils participent, bafouent, quotidiennement, la loi, la moins nocive : le Code de la Route. Ne parlons même pas de ces imbéciles qui affirment être moins dangereux en pilotant à 180 km/h qu'en conduisant à 50 km/h, oubliant qu'ils ne sont pas seuls sur la route ¹⁹ ! Non, parlons de ces piétons traversant en dehors des passages protégés ou quand le feu piéton est rouge, de ces cyclistes ignorant des signalisations routières. Certes, ils provoquent rarement des accidents, mais les enfants de leur entourage intègrent qu'il n'est pas grave d'enfreindre les lois ; arrivés à l'âge adulte, ils manifesteront, envers toutes, du mépris, ne respectant que celles générant des sanctions graves, nous entraînant vers une

société de plus en plus policière ; précédé dans cette voie par ces adultes, qui, n'appréciant pas les transgressions dont ils sont victimes, réclament toujours plus de répression sans vouloir en assumer le coût. Évidemment, rien n'est mécanique : de tous les enfants assistant à ce navrant spectacle, très peu deviendront des délinquants ou des criminels, majeurs ou mineurs, mais presque tous dépriseront les lois. Dans un monde :

- ◆ où les balises vertueuses ont disparu ;
- ◆ où des médias godillots, appartenant à quelques milliardaires, tentent de conditionner les cerveaux à consommer, & uniquement à cela ;
- ◆ où les parents ont démissionné ;
- ◆ où des politocards & des pédagogues imbéciles bâillonnent les enseignants ;
- ◆ où les seules valeurs sont l'*Argent facile* & le *pouvoir puéril* ;
- ◆ où la disparition du signifié ouvre la porte à tous les sectarismes & à tous les communautarismes ;

il importe de recréer du sens & de remettre des bornes morales : ce n'est faisable que par l'exemple ! Cela ne veut pas dire que les adultes doivent se comporter, angéliquement, en toutes circonstances, mais qu'ils doivent limiter les transgressions aux situations contraintes, qu'ils doivent donner de la dignité à leurs actes quotidiens, pas seulement à titre d'exemple, mais parce que c'est le meilleur moyen de se désaliéner. Plus, prendre le temps de vivre, surtout civiquement, se révèle l'atout souverain pour redonner une signification au monde !

Les intellectuels de gauche éprouvent une forte répulsion, envers les notions de *civisme* & de *morale*, déconsidérées par le pétainisme & par l'extrême droite. Cependant, *respecter un ensemble de règles de comportement*, à condition d'accepter une certaine déviance, à condition d'éviter le respect imbécile, bref, *à condition d'apporter de la souplesse, de l'intelligence & de l'humanité dans l'application du code peut s'avérer excellent*. Mais auparavant, nous devons le définir, car le traditionnel apparaît

d'une part, inadapté à notre société & d'autre part, inapplicable, car bafoué par ceux le prônant le plus vigoureusement.

Si le citoyen possède des droits politiques & civiques liés à sa nationalité & à sa majorité, il doit, aussi, adhérer à trois valeurs fondamentales (définitions tirées de www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/citoyennete/definition/definir/quelles-sont-valeurs-attachees-citoyennete.html) :

◆ « la **civilité** [...]graisié par nos soins] attitude de respect, à la fois à l'égard des autres ressortissants (ex. : politesse), mais aussi à l'égard des bâtiments & lieux de l'espace public (ex. : transports en commun) ; c'est une reconnaissance mutuelle & tolérante des individus entre eux, au nom du respect de la dignité de la personne humaine, qui permet une plus grande harmonie dans la société » ;

◆ « le **civisme** consiste, à titre individuel, à respecter & à faire respecter les lois & les règles en vigueur, mais aussi à avoir conscience de ses devoirs envers la société ; de façon plus générale, le civisme est lié à un comportement actif du citoyen dans la vie quotidienne & publique ; c'est agir pour que l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers » ;

◆ « la **solidarité** est importante, en effet, dès lors que les citoyens, dans une conception classique, ne sont pas de simples individus juxtaposés, mais un ensemble d'hommes & de femmes attachés à un projet commun ; elle correspond à une attitude d'ouverture aux autres qui illustre le principe républicain de fraternité ; dans ces conditions, la solidarité, qui consiste à venir en aide aux démunis, directement ou par le biais des politiques publiques (ex. : impôt redistributif) est très directement liée à la notion de citoyenneté. »

« Ces trois valeurs donnent à la citoyenneté tout son sens en ne la limitant pas à l'exercice du droit de vote ²⁰ ».

Seuls les libéraux contestent ces trois composantes de la citoyenneté, puisque :

- ◆ ils ne veulent pas de la solidarité, s'ils n'en bénéficient pas ;
- ◆ ils refusent la notion d'intérêt général, base du civisme ;
- ◆ ils subordonnent la civilité à leurs intérêts particuliers.

△△△

Il reste à définir les obligations du citoyen.

La version minimale de ces devoirs, libérale, « *Ne fait pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'ils te fassent, surtout si c'est inscrit dans la loi ! Fait en sorte qu'il y ait le moins de choses possibles inscrites dans la loi.* », nie une des deux facettes de tout être humain : l'altruisme & ses épiphénomènes, la solidarité & le civisme.

Dans la version maximale, collectiviste, l'individu n'existe que par & pour la société, pour la communauté nationale, & en nos temps de dégénérescences, pour des communautés moindres. Elle nie la seconde facette : l'égoïsme & sa manifestation, l'individualisme.

Entre les deux, une citoyenneté respectant ces deux aspects de l'humanité a sa place : tout citoyen a le devoir de s'épanouir égoïstement, tout en participant activement & solidairement au développement des autres, symbolisés par la notion de société. Chercher à atteindre notre célèbre devise est un moyen d'y arriver.



QUE SIGNIFIENT LES MOTS DE LA DEVISE « Liberté, Égalité, Fraternité » ?

L'expression « *Liberté, Égalité, Fraternité* » n'a plus aujourd'hui, le sens qu'elle avait au XVIII^e siècle. À cette époque, elle représentait égalité entre membres des trois états ou ordres, liberté pour ceux du Tiers-État de servir ses intérêts au mieux & fraternité entre ceux de chaque classe. En 1789, les ouvriers d'industrie, d'artisanat ou d'agriculture n'étaient pas complètement, concernés par ces vocables, leur objectif semble avoir été, prioritairement, *survivre*. Au départ, idiots utiles²¹ du Tiers-État, ils le seraient restés, sans l'agression des royautes européennes.

Aujourd'hui, ces notions sont, théoriquement, appliquées à tous les citoyens & tous les individus majeurs, ayant le droit de voter, sont considérés comme tels. En pratique :

- ◆ les inégalités sont plus développées qu'au Siècle des Lumières & la société se stratifie rapidement ;
- ◆ la fraternité est méprisée par l'individualisme libéral, comme un frein au consummationisme ;

◆ & les libertés, car elles sont multiples, sont menacées par la paranoïa sécuritaire inhérente au libéralisme triomphant ; depuis 20 ans, la grande bourgeoisie grignote toutes les licences, un iota par ici, un chouïa par là, jamais toutes tout d'un coup, afin d'éviter des réactions violentes ; elle trouvera toujours un idiot utile benévole ou un crétin nuisible, mais stipendié, pour nous prouver que les dictatures contemporaines faisant pires, nous avons tort de nous plaindre : nous vivons libres.



QU'EST-CE QUE LA DÉMOCRATIE ?

C'est un « *régime politique, [un] système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé [...] par l'ensemble des citoyens* » [ILFI] & quelques fois par le peuple.

Sommes-nous encore en démocratie ? Mais une autre question se pose avant celle-ci : l'avons-nous déjà été ? Si on se réfère au sens antique du mot, préalablement cité, pas de problème, une aristocratie de citoyens gouverne une plèbe d'esclaves²² qu'elle abuse en les traitant de *citoyens* afin d'en obtenir le paiement annuel des impôts & des taxes & l'élection quinquennale de la portion de l'élite, qui va prospérer pendant le lustre suivant. Car, au moins dans les pays occidentaux & assimilés, il y a deux grandes fractions dans ce petit groupe, composé des plus aisés de la classe moyenne & de la haute bourgeoisie, qu'il ne faut surtout pas appeler « *bourgeoisie* » :

- ◆ les égoïstes, dits conservateurs ou libéraux selon leur irritabilité,
- ◆ les altruistes, dits sociaux-démocrates, écologistes ou révolutionnaires trotskysants selon leur empathie.

Le système électoral, présenté comme la base de la démocratie, en est une perversion : *seul le tirage au sort des représentants assure une représentation populaire réellement démocratique*. Cette proposition entraîne, immanquablement, des sourires condescendants, qui prouvent, avant tout, le manque de réflexion de ceux qui jugent sans comprendre.

Réfléchissons : *quels sont les inconvénients des systèmes électoraux ?*

- ◆ *primo*, le coût des élections & des campagnes électorales ;
- ◆ *secundo*, le cumul des mandats, successivement ou simultanément, avec son corollaire, l'apparition de dynastie de politiciens ;
- ◆ *tertio*, les politiques partisans au service, prioritairement, de ceux qui financent les partis ;
- ◆ *quarto*, la corruption sûre par le pouvoir & probable par l'argent.

Quels en sont les avantages ?

- ◆ *primo*, l'autorité est confiée à des hommes compétents (en quoi ?) ;
- ◆ *secundo*, la continuité politique est profitable (à qui ?) ;
- ◆ *tertio*, les différentes factions ne préconisent pas les mêmes mesures (ah bon !) ;
- ◆ *quarto*, les technocrates sont écartés du pouvoir (si ! si !).

Quels sont les atouts du tirage au sort ?

⇒ Le coût est nul.

⇒ Il n'y a aucun cumul, tous les citoyens peuvent devenir représentants du peuple, ce qui les oblige à s'intéresser pendant au moins une mandature à la chose publique.

⇒ Le quidam tiré aléatoirement n'a aucun intérêt à avantager tel ou tel parti, puisqu'il ne leur doit rien ; & même s'il en privilégie un, rien ne dit que son successeur favorisera le même ; de plus, les membres de la représentation populaire seront plus justement répartis entre les différents courants d'opinion, la plupart appartenant à cette majorité silencieuse qui ne peut jamais s'exprimer dans les démocraties contemporaines.

Quels en sont les inconvénients ?

⇒ Certains y mettront de la mauvaise volonté ; la menace de sanctions lourdes, privation de la liberté, de la citoyenneté & des biens (intolérable atteinte au droit de propriété, le seul qui importe !), devrait suffire à motiver les plus récalcitrants.

⇒ Des incompetents seront choisis ! cela ne fera pas une grande différence ! plus, le choix aléatoire de personnes ayant une compétence technique (ouvriers qualifiés, techniciens, ingénieurs) permettra de contrer certains délires fumeux des technocrates. De plus, au cours d'un

mandat, les représentants de la population pourront être assistés de conseillers, ceux-ci n'exerçant pas dans une seconde mandature.

⇒ Cela renforcera la puissance des technocrates, des bureaucrates & autres conseillers dispendieux. En fait, elle est déjà énorme, & les délégués du peuple pourront toujours congédier les consultants trop arrogants, même hauts fonctionnaires. En outre, la certitude d'une non-reconduction empêchera la main-mise d'un groupe, économique ou religieux, sur les institutions ou les faits du prince, tel que l'on peut les observer dans les régimes bananiers ²³.

△△△

Ce système n'est pas une utopie : il est en vigueur dans la République de San Marino ; cet État est petit, tant par la superficie que par la population, mais cela ne signifie pas que le tirage au sort soit inapplicable à un pays comme le nôtre : nos juristes technocrates ont su résoudre des problèmes plus complexes. La seule difficulté sérieuse est celle du reclassement de tous ces politiciens incapables de faire autre chose que de se la couler douce aux frais des contribuables, & celui, de leurs employés ayant pris goût aux fastes du pouvoir.

Ce système se combinera avec la laïcité pour interdire la main-mise d'un groupe religieux sur les institutions, car il est peu probable que quelques milliers de personnes tirées au sort soient composés, majoritairement, d'intégristes.

△△△

À QUOI SERT LA LAÏCITÉ ? & COMMENT LA DÉFINIT-ON ?

L'article *laïcité* de WIKIPÉDIA, cite l'HISTOIRE DE LA LAÏCITÉ : GENÈSE D'UN IDÉAL d'HENRI PENA-RUIZ, il y soutient qu'elle se définit comme la conjugaison de « *la liberté de conscience, qui permet aux options spirituelles de s'affirmer sans s'imposer, [de] l'égalité de droits de tous les hommes sans distinction d'option spirituelle, & [de] la définition d'une loi commune à tous visant le seul intérêt général, universellement partageable.* »

Comme toutes les libertés, celle de conscience est limitée par celle des voisins. C'est pourquoi nous devons restreindre ces pratiques à la

vie privée ! La laïcité ne permet pas que chacun pratique sa confession sans aucune contrainte, mais elle empêche le contrôle de la vie sociale par un ou des groupes fanatiques : *la coexistence pacifique de cultes exclusifs comme les monothéismes n'est possible que s'ils restent dans la sphère privée*. C'est, aussi, *le seul moyen de permettre la cohabitation de ces religions dogmatiques* (Elles sont sectaires parce qu'elles donnent la priorité à leurs dogmes, prétendument divins, sur les lois de la République !), *avec les indifférents, les agnostiques & les athées*.

Ni la *burka*, ni le voile, ni le refus de la mixité, ni les appels à la prière du haut des minarets, ne sont admissibles dans les lieux publics ouverts ou fermés, pas plus que ne le sont, les exhibitions de croix chrétiennes ou de parures judaïques & les sonneries de cloches catholiques ou protestantes. La paix sociale sera à ce prix, car interdire les premiers, sans proscrire les seconds, ne peut que favoriser les communautarismes islamistes, les plus dangereux pour la démocratie contemporaine. *Il ne s'agit, aucunement, de nier l'héritage historique judéo-chrétien ou l'apport des musulmans*, sans lesquels, entre autres, notre pays ne serait pas ce qu'il est, mais de les dépouiller d'accessoires anachroniques, freinant la nécessaire symbiose culturelle d'une nation. Il n'y a là aucun jacobinisme : même un pays fédéral, comme les États-Unis, recherche l'unification civilisationnelle, mais cette synthèse, pour se faire, dans le respect de la diversité, nécessite un outil fédérateur, **la laïcité**.

Cette acception du mot ressort de la séparation de l'Église & de l'État en 1905 : ce dernier *n'intervient pas dans la religion du citoyen*, pas plus que la religion ne se mêle à son fonctionnement. Il ne la soutient que *si elle est persécutée* (article 1 de la loi de 1905 : « l'État garantit l'exercice des cultes. ») [Wikipédia]. Garantir l'exercice des cultes signifie permettre à chaque confession des lieux de cultes (*synagogues, églises, temples, mosquées & autres salles de prières*), mais aucunement les financer, les entretenir²⁴ ou accepter l'empiétement des pratiques religieuses sur l'espace public & sur la chose publique. Cette forme de laïcité radicale, spécifiquement française, résulte du sectarisme de l'Église Catholique Apostolique & Romaine. Or, ce fanatisme n'a pas

disparu, s'il s'est atténué en France, cette église soutient toujours les commandos anti-IVG ; & en regardant ce qui se passe, en Espagne, en Italie, au Portugal & en Amérique Latine, on constate la force de son intransigeance doctrinale actuelle. *La laïcité française s'avère la seule efficace* contre une intolérance aussi forte que l'islamique²⁵ appuyée par la ghettoïsation banlieusarde & par les injustices émanant de la mondialisation libérale ; *cela devrait inciter, tous les citoyens lucides, à se battre, afin de la renforcer comme premier moyen pour unir tous les Français, par delà les différences religieuses ou culturelles.* Hélas, il se trouvera toujours des politocards & des intellectuels débiles pour l'affaiblir ; ils ont, généralement, en commun, de confondre faiblesse d'esprit & tolérance, pratiques sectaires & libertés, de préférer leur foi à leur citoyenneté, oublieux de leurs devoirs de citoyens pour mieux revendiquer leur bêtise ou leurs droits de croyants !

Il existe deux autres formes de laïcité, moins radicales, &, l'Histoire le prouve, moins efficaces, l'américaine & la turque. Dans la première l'État n'est pas religieux, mais il soutient également toutes les religions sans en subventionner aucune, seul l'athéisme y est mal vu, car il n'est pas une confession ; la religiosité profonde des émigrants, qui peuplèrent le pays, explique le reflux de la laïcité (*Seulement 37 états sur 50 sont laïques !*) & la méfiance envers les athées. Dans la seconde, l'État contrôle la religion, mais des intégristes peuvent arriver à le contrôler-lui ! Il en existe une dernière, uniquement théorique, celle de l'État d'Israël. En effet dans ce pays la laïcité est inscrite dans la constitution, mais seuls les pratiquants de la religion juive sont des citoyens à part entière ; l'existence de l'État est légitimée par le livre saint, la Torah & une mythique histoire raciale, on dit maintenant ethnique.

En l'absence d'intégristes chrétiens, musulmans, juifs ou autres, il serait tout à fait admissible d'admettre un empiétement minimal des pratiques religieuses sur l'espace public ! Jusqu'au milieu du xx^e siècle, seules les femmes *de mauvaise vie* sortaient sans un fichu ou un chapeau sur la tête, sans que cela choque. De nos jours, même si l'on s'interroge sur la santé mentale des porteurs de cha-

peaux, de bérets, de foulards ou de turbans, cela ne traumatise personne ! Chacun peut s'habiller comme il le souhaite à condition que sa tenue ne trouble pas d'autres citoyens ! Mais, des imbéciles sont choquées par une passante nue quand ils en tolèrent une en *burka*, alors que la seconde viole une loi (Le Code Civil *interdit de dissimuler son identité* !) & que la première enfreint, éventuellement, un édit municipal ; l'une ne heurte que quelques puritains & quelques constipés ou, quelquefois, l'esthétique, l'autre, une majorité de citoyens ; pourtant, il faut proscrire les deux pour maintenir la paix sociale. Mais ni dans un cas ni dans l'autre, il n'est nécessaire de légiférer, utiliser le code civil & les arrêtés y suffirait ! Mais cela nécessiterait :

- ◆ de se redonner les moyens de les faire appliquer ;
- ◆ de remettre la laïcité au centre de la vie républicaine ;
- ◆ de rappeler leurs devoirs aux citoyens !



N'A-T-ON QUE DES DROITS ? OU BIEN FAUT-IL AJOUTER À CES PRÉROGATIVES, DES DEVOIRS ? & LESQUELS ?

Les citoyens n'ont pas que les droits énumérés ou oubliés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme & du Citoyen (DUDHC, *par la suite*), ils ont aussi des devoirs ; certains ont déjà été évoqués.

Les manquements aux devoirs ne sont pas, tous, sanctionnés par la loi :

- ◆ le premier consiste à *se former & à s'informer, sur les lois proposées au vote référendaire ou à celui du Parlement* ; aujourd'hui, vous ne pouvez y parvenir qu'en vous intéressant à un seul texte alors que le Journal Officiel publie, quotidiennement, plus d'une centaine de lois, de décrets, d'arrêtés, d'édits, de débats ;
- ◆ le second est *l'assistance à personne en danger* ; si une personne peut secourir quelqu'un qui court un risque pour sa vie, elle doit le faire, si elle ne met pas sa propre vie en péril pour cela ;
- ◆ le troisième nous force à témoigner *lorsqu'on nous le demande* ; tout refus est une obstruction à la justice, tout comme le faux témoignage, ils

sont sévèrement réprimés, excepté pour les puissants, cette inégalité de traitement devant la loi étant une remise en cause directe de la démocratie ; cette obligation s'étend à l'employeur qui ne peut ni interdire à un salarié de comparaître, ni le punir pour l'avoir fait ; mais il ne suffit pas de s'exprimer, il faut encore dire la vérité comme le précise le serment prêté par toute personne attestant en justice ;

◆ le quatrième s'avère *le respect de l'environnement & du patrimoine communs* ; « *les richesses naturelles de la Terre ne sont pas illimitées & des comportements, qu'ils soient le fait d'individus (surconsommation d'énergie ou d'eau) ou d'entreprises (pollution des rivières) les mettent en danger ; de même, le patrimoine mondial de l'humanité (monuments, paysages) constitue un héritage à protéger afin de le transmettre sans dégradation ; dans ces conditions, leur préservation devient, lentement, une priorité nationale & internationale* » ;

◆ le cinquième est *l'obligation de payer ses impôts*, « *il a été établi par la Déclaration des droits de l'homme & du citoyen du 26 août 1789 : « Pour l'entretien de la force publique, & pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés (art. 13) » ; en effet, la participation à l'effort commun est nécessaire, sinon aucun service public ; ([Un service public est « une activité d'intérêt général prise en charge par une personne publique ou par une personne privée, mais sous le contrôle d'une personne publique. On distingue les services publics d'ordre & de régulation (défense, justice...), ceux ayant pour but la protection sociale & sanitaire, ceux à vocation éducative & culturelle & ceux à caractère économique ; le régime juridique du service public est défini autour de trois principes : continuité du service public, égalité devant le service public & mutabilité (adaptabilité). [page web déjà citée] »] exemple police, justice, éducation, hôpitaux, ramassage des ordures...) ne pourrait être financé ; une société sans impôt impliquerait d'accepter une société dans laquelle tout service serait privé, éventuellement fort coûteux & inégalitaire en fonction des revenus ou de la localisation géographique de chacun* » ;

◆ le sixième, *l'obligation de déclarer ses revenus* relève d'un autre principe : le consentement à l'impôt ; l'adoption de la *Loi des finances* par les parlementaires nous représentant vaut consentement à l'impôt ;

◆ le septième, *celui de défense du territoire* est lié à la citoyenneté : « *tout Français de sexe masculin est donc susceptible d'être mobilisé afin de*

défendre le territoire national, ou, plus largement, de se battre pour son pays (y compris sur un théâtre d'opérations extérieur à la France) [Rien ne justifie, aujourd'hui de se limiter, au sexe masculin : tous les citoyens sont concernés quel que soit leur sexe !] ; la personne mobilisée, refusant de se rendre là où elle a été affectée, ou quittant le combat, peut être poursuivie pour fait de désertion ; à l'origine passible de la peine de mort, la désertion est aujourd'hui sanctionnée par la réclusion criminelle à perpétuité ; de même, les faits de trahison font aussi l'objet de sanctions pénales lourdes ».

△△△

Nos élites bafouent, allègrement, ces droits :

- ◆ elles se permettent de faire revoter des lois jusqu'à ce qu'elles soient adoptées ;
 - ◆ elles s'assoient sur le principe d'égalité devant l'impôt ;
 - ◆ inaptés, elles s'autorisent à juger la citoyenneté des personnes en situation irrégulière & même régulière ;
- nous indiquant, ainsi, le degré de déliquescence démocratique auquel nous sommes parvenus.

Le comble du ridicule étant atteint avec le septième devoir inchangé depuis la Révolution ; cette actualisation nécessiterait d'*enseigner à tous les citoyens comment se défendre & comment s'armer*, puisque les civils désarmés, malgré tous les beaux discours relatifs à la guerre propre, ou limitée aux seuls militaires, sont les principales victimes de tous les conflits modernes, les exemples de la Palestine, de l'Irak & de l'Afghanistan nous le rappellent assez. On ne parle pas, ici, d'une apologie de l'autodéfense, mais de *l'intégration dans les cursus, secondaire & tertiaire, de cours de défense à mains nues ou avec des armes, de stages de techniques de survie, etc. afin d'apprendre à riposter avec les moyens appropriés à une agression* ; les activités physiques avaient pour but, dans la Grèce Antique, d'entraîner les citoyens soldats, pas d'occuper les loisirs de riches oisifs ; mais, ce serait apprendre aux manants à se battre, &, donc, prendre le risque de les voir se révolter de façon dangereuse, pour la haute bourgeoisie & pour ceux qu'on est obligés d'appeler ses larbins (politocards, artistes, journalistes, publicitaires, & autres person-

nages médiatiques), car, alors que le métier de domestique n'a, en soi, rien de méprisable, ils arrivent par leur bassesse à l'avilir.



Paradoxalement, le droit de vote, en France, n'est qu'un droit, mais pas un devoir, si ce n'est moral. L'intérêt est double : on culpabilise, en les traitant de mauvais citoyens, ceux qui refusent de voter, & on évite d'intégrer les suffrages nuls & les abstentions qui invalideraient 90 % des élections & dont la menace obligerait les politocards élus à respecter leurs engagements. Les arguments contre l'obligation de voter, que vous trouverez sur le site gouvernemental déjà cité, sont ridicules & ils illustrent cette crainte.

Si l'on rejette le seul système démocratique, le tirage au sort, il importe de rendre le vote obligatoire & de prendre en compte les bulletins nuls, en annulant les scrutins où le candidat en tête a moins de la moitié des électeurs en sa faveur, un tirage au sort ou une gestion administrative pouvant être instaurés en attendant une nouvelle élection.

Il est un huitième & dernier devoir des citoyens : « **celui de résister à un pouvoir non démocratique** en vertu de l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme & du citoyen du 26 août 1789 qui dispose que : "Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels & imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté & la résistance à l'oppression". "La déclaration des droits", faisant office de préambule à la constitution de 1793, faisait de cette résistance à un pouvoir arbitraire un devoir de chaque citoyen ».

Mais « il existe des moyens de s'opposer à un pouvoir non démocratique : droit de manifestation, publications, clandestines le cas échéant, possibilité pour les fonctionnaires de désobéir à des ordres manifestement contraires à la loi & de nature à compromettre gravement un intérêt public (art. 28 de la loi du 13 juillet 1983 définissant le statut général des fonctionnaires), **désobéissance civile ou civique** [rougi & ita-lisé par nos soins] » ; ces « moyens ont été définis par un pouvoir démocratique qu'une autorité arbitraire, par nature, ne respecte pas, d'autant qu'elle dispose de pouvoirs (forces armées, contrôle éventuel des médias...) qui lui permettent de se maintenir

en place & d'empêcher le développement d'une opposition. La résistance à l'oppression peut donc être difficile à mettre en pratique ».

C'est un site gouvernemental qui le dit ! Mais il n'a plus été mis à jour depuis 2006 ! D'ici 2012, une nouvelle rédaction incitera, probablement, à appliquer surtout les lois iniques & une autre, inédite, punira la désobéissance civile & ceux qui l'encouragent !

De plus en plus de citoyens constatent l'accélération du processus de mise hors jeu des institutions & des règles républicaines & de leur remplacement par le népotisme, le copinage, la corruption, la délégitimation du judiciaire & les restrictions de liberté, qui, avec la complicité des médias, s'installe dans notre pays. Cette bananiérisation de notre république, ils ont, hélas, des faits pour la certifier, contrairement aux malades, ignares & insanes, persuadés que la France est devenue un pays socialiste en 1981 (Alors que le Sénat, la majorité des régions, des départements, des communes & des hauts commis de l'État, civils & militaires, étaient de droite !), ou qu'elle l'est encore (Il en existe !)

L'importance de la restauration de la citoyenneté s'avère, donc, cruciale, d'autant que cette dernière fonde, avec la culture, l'identité nationale. Cette réfection ne peut se faire qu'en redéfinissant les parts respectives de l'individuel & du social dans nos comportements.



QUELS SONT LES RÔLES RESPECTIFS DE L'INDIVIDUEL & DU SOCIAL ? CEUX DE L'ÉGOÏSME & DE L'ALTRUISME ?

En toute logique animale, il est malsain de s'immoler pour sauver autrui. Pourtant : si les armées révolutionnaires ne s'étaient pas battues pour le pays & pour sauvegarder leurs idéaux ; si des millions de soldats & de civils ne s'étaient pas dévoués, au cours de deux guerres meurtrières, pour faire triompher une certaine conception de la liberté & de la démocratie, nous ne serions pas là, nous, les Français, pour en discuter. De même, certains ont sacrifié une partie de leur existence à la propagation d'idées qui ont changé le monde ! Le problème n'est donc pas simple !

Même si beaucoup, la couardise leur tenant lieu de politique de survie, préfèrent s'enfuir la tête dans le sable tant qu'ils ne sont

pas concernés, les nombreuses remises en cause de libertés inquiètent de plus en plus de citoyens lucides ! Que ce soit au nom :

- ◆ du manque à gagner d'entreprises réalisant des bénéfices confortables, mais pas assez pour leurs actionnaires gloutons ;
- ◆ du respect des idées religieuses chrétiennes, juives ou musulmanes ;
- ◆ de la vie privée de personnes publiques ;
- ◆ de la protection des mineurs, des majeurs, de la société, de la nature ;
- ◆ ou encore, au nom de ce principe de précaution, qui nous aurait interdit d'inventer la roue, de monter sur un cheval ou de rouler à bicyclette ;

la multiplication des lois liberticides, pour la plus grande joie des imbéciles & le bonheur de la haute bourgeoisie, qui s'assoit dessus sans complexe, *devrait inquiéter tous les citoyens conscients qu'ils soient ou qu'ils ne soient pas concernés par ces liberticides*. N'oublions pas la morale de « MATIN BRUN » de FRANCK PAVLOFF, chez CHEYNE ÉDITEUR, en 1998 !

La compassion & la prise en charge des faibles sont des caractéristiques inhérentes à notre espèce, seuls quelques malades aussi prétentieux qu'inconscients s'exemptent de ces devoirs humains ; notre altruisme se manifeste, de fait, de deux manières différentes : *directe*, par les dons ou les aides que nous apportons à des individus, à des familles ou à des groupes ; ou *indirecte*, par le biais d'oboles aux associations humanitaires ou caritatives, ou par celui d'impôts & de taxes que nous payons afin de financer des interventions nationales, régionales, départementales & locales. Le niveau de cette contribution médiate institutionnelle est fixé par nos représentants, il devrait, s'ils suivaient la DUDHC, être proportionnel aux ressources de chacun. Un foyer aisé, qui économise chaque mois les deux tiers de ses revenus, pourrait donner 90 % de son épargne sans changer de train de vie, inversement un ménage pauvre qui doit s'endetter pour survivre ne devrait pas être imposé. Dans notre pays, non seulement les 850 familles les plus fortunées payent peu d'impôts, mais, en plus, ils reçoivent de scandaleux remboursements ! À l'inverse, les foyers les moins riches voient les leurs diminuer peu ou pas du tout, alors

que leurs taxes augmentent spectaculairement. Il faut croire que nos dirigeants ont raison puisque plus de 20 % des inscrits envisagent, encore, de voter pour eux !

L'exercice de la solidarité nationale achoppe sur le fait que les élus oublient, rapidement, qu'ils sont censés représenter le peuple tout en entier, pour ne se soucier que de leurs proches ! Même s'ils se trouvent toujours des idiots immoraux pour affirmer qu'à leur place ils feraient pareil, ce n'est pas, heureusement, le cas de tout le monde ! Bref, nos représentants se doivent d'être plus altruistes que la moyenne, puisqu'on leur confie la responsabilité de la redistribution de notre impôt. Cette absence d'exemplarité engendre une déliquescence morale sans équivalent dans le passé, excepté, peut-être, lors de la décadence de l'Empire Romain d'Occident. La présence de ministres irresponsables faisant voter des lois anticonstitutionnelles ou violant la DUDHC, la veulerie des parlementaires, l'insanité de certains autres, provoquent une chute de confiance, qui s'ajoute aux effets d'une crise économique mal gérée par des incompetents notoires ne songeant qu'à enrichir leurs amis banquiers.

Les politocards en place qu'ils soient de droite ou de gauche sont incapables de restaurer cette allégeance : les premiers parce qu'ils paraissent ne vouloir que profiter au maximum de la situation pendant qu'ils ont le pouvoir & les seconds, le reprendre pour faire de même, mais en abusant un peu moins.

Malheureusement, leurs successeurs autoproclamés semblent, eux aussi, gangrénés par le pouvoir.

Seuls, nous, les citoyens de base, pouvons changer le cours des choses en adoptant des comportements incitant, fortement, nos élites à modifier les leurs²⁶. Bref, nous devons donner l'exemple de conduites altruistes constructives, ne se faisant pas aux dépens de leurs auteurs, autrement dit d'*habitus* généreux gagnants pour tous. La vie sociale n'est pas le jeu à somme nulle²⁷, dont les libéraux nous rebattent les oreilles depuis quarante ans.

Quoi qu'il en soit pour décider de comportements individualistes ou altruistes, il faut définir les mauvais & les bons, le bien & le mal, bref refonder une morale.



QU'EST-CE QUI EST BIEN OU MAL ? OÙ EN EST LA MORALE ? QUELLE DIFFÉRENCE Y A-T-IL ENTRE ÉTHIQUE & MORALE ?

Le bien équivaut au respect des préceptes divins & le mal à leur transgression. L'origine religieuse des notions de *bien* & de *mal* pose problème dans une société désacralisée. Elle explique la présence d'autant de définitions que de cultes, à une exception près, qui fait l'unanimité, celle du mal absolu : *ne pas croire* ! Tout est moins grave : tuer, violer, pratiquer l'inceste ou la pédophilie, massacrer, réduire en esclavage, avilir ; tous les méfaits sont plus ou moins pardonnables & plus ou moins expiables, selon les confessions, sauf *l'athéisme* & *la mécréance* ; il importe de distinguer ces deux concepts, car :

- ◆ d'une part, il existe des religions athées comme, par exemple, le bouddhisme *theravada* répandu dans l'Asie du Sud & du Sud-Est ;
- ◆ & d'autre part, alors que certaines formes d'athéisme sont proches du religieux, la mécréance se désintéresse ou se moque de tous les rites culturels, différant en cela des pratiques non autorisées qui relèvent de l'hérésie.

Comme de plus, les dignitaires cléricaux sont les premiers à pratiquer ce qu'ils interdisent aux autres, la crédibilité des représentations mentales religieuses de *bien* & de *mal* a disparu peu à peu. Elle a été remplacée par un système complexe, dans lequel coexistent des idées avouables, mais secondaires & d'autres, inavouables, mais essentielles. La vertu primordiale, innommable, est de gagner beaucoup d'argent & son pendant mauvais, d'en perdre beaucoup. Mais très peu ont le cynisme d'avouer la bassesse de leurs ambitions ; la plupart masquent cela par des prétentions plus valorisantes : exercer le plus beau métier du monde ; apporter du bonheur par de merveilleux spectacles sportifs ou artistiques ; nourrir ses employés ; réaliser un rêve d'enfance ; protéger la nature en la parsemant de vapeurs de kérosène²⁸ ; etc. Pour le

vice, ce sera : le pendant des précédents ; ou les versions matérialistes du péché parfait : attenter à la propriété, pire, ne pas consommer ou, horreur absolue, être solidaire, car cela suppose un partage de temps, d'activités, de biens, souvent, non rémunéré.

Redéfinir ces notions implique de caractériser :

- ◆ *comme bien*, ce qui profite à l'individu, aux différents groupes auxquels il appartient, y compris à l'humanité ;
- ◆ *comme mal*, ce qui nuit à tous ;
- ◆ & *d'examiner au cas par cas*, ceux où les uns perdent & les autres gagnent.

Il faudra reconstruire une morale sur ces bases.



La morale est un ensemble de règles concernant les actions permises & défendues dans une société, qu'elles soient ou non confirmées par le droit.

L'éthique est soit la science de la morale, soit plus simplement la somme des conceptions morales d'un mortel. C'est ce second sens qui nous intéressera.

Fonder une morale sans référence religieuse nécessite de revenir à notre nature animale : d'une part, est *bien* tout ce qui facilite la survie de l'espèce & celle des personnes la composant ; d'autre part, la survie d'un individu est *mauvaise* si elle met en cause celle de l'espèce. Cette approche soulève des problèmes évidents : quelles sont les actions favorisant l'espèce ? celles lui nuisant ? *Exemple, on peut penser que le massacre de l'environnement n'est pas nécessairement nuisible à notre survie, mais que, en revanche, la consommation inconsidérée de ressources épuisables sans envisager leur disparition, est, foncièrement, catastrophique !* De même, quels sont les actes profitables ou néfastes à un individu ? *Exemple, est-ce que s'abrutir devant la télévision est nocif ? On peut le penser, mais à voir le nombre de ceux, pas bêtes du tout, se livrant à cette activité, il semble que non !* ***Aux moralistes d'œuvrer !***

Plus, que doit-on faire en constatant qu'une décision démocratiquement adoptée est contraire à son intérêt ?



En clair, les représentants du peuple votent une *loi juste*. Donc, le peuple entier doit la suivre, c'est la base de démocratie représentative. Une incompréhension de la notion de centralisme démocratique amène à confondre la pratique de la démocratie & le centralisme démocratique, qui a rarement été démocratique ; selon Lénine, inventeur de l'expression, *il se caractérise par une liberté d'expression totale & une unité d'action totale* ; en pratique, il a consisté à faire appliquer par tous les membres du parti, les décisions élaborées, dans certains cas, avec une totale liberté d'expression, par les dirigeants ; de cet excès naquit, sûrement, l'idée que la démocratie consistait à obliger les autres à faire ce que nous voulons & à ne pas faire, nous, ce qu'eux voulaient ; d'une part, le centralisme démocratique ne s'applique que dans des organisations où n'existe qu'un seul centre de décision ; d'autre part, *appliquer des décisions que nous n'approuvons pas est une pratique quotidienne de la vie démocratique ; la preuve, a contrario, on appelle, selon le cas, désobéissance civile, crime, délit ou contravention, le fait de refuser d'appliquer une loi que l'on n'approuve pas.*

Cette *loi juste* ne convient pas à un Monsieur Untel, parce que, par exemple, elle dit de garer son véhicule du côté droit de la rue, les semaines impaires & du côté gauche, les paires. Il veut le parquer devant chez lui en permanence. S'il est un démocrate, il mettra en œuvre cette loi & il garera sa voiture comme indiqué. S'il est un *pseudodémocrate*, *il décrètera cette loi inique, augmentant la pollution, créant des risques d'accident, car obligeant à traverser une rue très fréquentée, alors que les passages protégés sont aux extrémités & qu'il habite au milieu, etc. & il refusera de l'appliquer*²⁹. Les *pseudodémocrates* se comportent comme des libéraux honteux qui, ne voulant pas admettre que seul leur intérêt compte, se cachent derrière la recherche de l'intérêt général, pour parvenir à leurs fins. Mais, bien plus que des libéraux, ce sont des détenteurs de vérité : eux seuls savent ce qui est bon pour eux, pour leur organisation, pour leur pays. C'est pourquoi ceux qui pensent autrement se trompent ! & il n'y a que deux solutions possibles : soit leur compréhension du problème est insuffisante, soit ils poursuivent un but nuisible. Dans les deux cas, il faut leur répéter les explications jusqu'à ce qu'ils les comprennent & au besoin les faire revoter

jusqu'à ce qu'ils prennent la bonne décision. Vous réalisez, maintenant, la raison du préfixe « *pseudo* » accolé au mot « *démocrate* » : comme les autoocrates qui nous gouvernent, ils méprisent la démocratie.

Exemple, un syndicaliste donnant, régulièrement des leçons de démocratie, déclara qu'il passerait outre les décisions démocratiques d'une assemblée, car il ne les approuvait pas. Il réagissait comme si elles étaient iniques, ce qui n'était pas le cas, car il s'agissait de questions de forme. En cette occurrence, il s'inscrivait dans un processus de désobéissance civile dérisoire, pour ne pas perdre la face, mais il aurait, aussi bien, pu refuser d'appliquer une autre décision sans le dire, faisant, ainsi, preuve de malhonnêteté ! Ces pseudodémocrates sont légion parmi les militants de gauche, que ce soit dans les syndicats, les partis ou les groupuscules politiques, ou encore dans les associations à but non lucratif. Les effets pervers de ces démarches malsaines déconsidèrent la démocratie, démobilisent les autres militants & développent, trop souvent & honteusement, les inégalités que leurs auteurs prétendent combattre, afin d'obtenir ce qu'ils veulent.

Ces inégalités favorisent-elles le développement de l'espèce ? Celui des personnes ?



QUELLE EST LA FONCTION DES INÉGALITÉS ? DOIT-ON LES RÉDUIRE ? OU BIEN LES RENDRE INHÉRÉDITAIRES ?

Chez les chimpanzés & même dans tous les autres groupes d'animaux, les inégalités existent, elles régissent l'accès à la reproduction & la rôle social de chaque individu. L'impact de la culture, dans notre développement & dans notre fonctionnement sociétal, pourrait permettre de les atténuer, mais il est peu probable qu'elles disparaissent. Ce ne sont pas elles qui posent problèmes, mais la rigidification collective, ou si on préfère la création de castes informelles presque aussi rigides que les indiennes. La volonté de perdurer & la peur de la mort, amplifiées dans notre monde basement matérialiste, se combinent pour renforcer l'héritage, seul moyen de nous assurer une survie après notre mort, en l'absence d'un paradis

forcément bien mérité. De plus, l'accroissement de l'écart entre riches & pauvres (*écart réel dont ne peuvent rendre compte des statistiques, qui, ne concernant que les revenus, ignorent le patrimoine*) rend plus difficile l'ascension sociale ; l'autisme culturel des plus aisés consolide les blocages sociaux ; ayant le sentiment de ne plus avoir besoin du peuple que lors des élections, la bourgeoisie veut, uniquement, vérifier que de dangereux utopistes ne viendront pas troubler sa fête permanente.

De ce point de vue, la société française donne l'impression de reproduire celle de l'Ancien-Régime, avec cependant une différence, aucun Tiers-État ne mène le bal !

Ce n'est pas qu'il n'y a plus de lutte des classes ³⁰, mais qu'elle est devenue plus subtile : *seule une quasi-caste lutte pour maintenir ses privilèges, la haute bourgeoisie*. Les membres de la classe moyenne, bien plus nombreuse, ne rêvent que d'accéder à la haute, toujours convaincus que cela est possible, tout en craignant de se retrouver parmi les exclus s'ils contestent trop ! Les exclus ne pensent qu'à retrouver la classe moyenne quand ils ont encore la force de penser. Le conditionnement médiatique (*émissions de télévision, livres, films, revues, chansons, sports de haut niveau, loteries*) est conçu pour inciter les citoyens à croire à la possibilité de gagner le pactole. Autrefois, les romans à l'eau de rose parlaient de manants & de princes ou de princesses ; aujourd'hui ³¹, ils parlent de membres de la classe moyenne qui arrivent à faire leur trou dans la haute bourgeoisie (« **BLONDE ATTITUDE** » de PILUM SYKES, « **LES PETITS SECRETS D'EMMA** » de SOPHIE KINSELLA, etc.)

La condition impérative pour entretenir ce rêve est la croissance économique (*Ce rêve récurrent s'avère le premier obstacle à la diffusion des idées décroissancistes !*) Hélas, elle bute sur quatre obstacles : la *connerie des banquiers*, l'*augmentation de la population*, les *changements climatiques* & la *raréfaction croissante de certaines matières premières*. Le quatrième est, sans doute, impossible à surmonter & des trois autres, le plus difficile à surmonter sera probablement le premier !



COMMENT VA-T-ON GÉRER LES PÉNURIES PRÉVISIBLES ? LES POLLUTIONS QUI

AUGMENTENT ? LES MODIFICATIONS CLIMATIQUES QU'ON NOUS ANNONCE ?

Avant de répondre à ces questions, notons qu'aucune des difficultés précédentes ne sera simple à traiter. Même un idiot ou un libéral peuvent comprendre que, la planète ne changeant pas de taille, un jour ou l'autre nous épuiserons les ressources non renouvelables ou se renouvelant très lentement ; ce sera bientôt, si la croissance économique exponentielle perdure ; plus tard, si nous la ralentissons fortement ; & beaucoup plus tard, si nous modifions notre façon de vivre. Des experts, plutôt optimistes, ont estimé, en 2008, qu'il restait du pétrole pour 34 années d'une consommation égale à celle de 2006. Depuis elle a augmenté de 10 %. Bref dans le meilleur des cas, il nous reste de l'or noir pour moins de 30 ans, s'il n'y a pas d'augmentation & probablement moins de 20 ans si son utilisation continue à croître. Les optimistes fous nous racontent qu'il faut penser aux schistes bitumineux, que l'on pourrait transformer du charbon en pétrole : ils ont raison ! mais ils oublient un détail : ces techniques élèvent le coût de production ; donc, moins de gens peuvent payer, comme on l'a vu lors de la dernière flambée spéculative des prix de l'or noir. Très rapidement, la consommation s'est mise à baisser, faiblement, créant suffisamment de problèmes pour que les spéculateurs soient priés d'arrêter leurs spéculations à la hausse. C'est la seule explication possible de son interruption subite alors qu'elle aurait pu durer deux mois de plus.

Ceci étant, le pétrole ne sert pas que de combustible, il est vital dans la plupart de nos industries, & même dans notre vie quotidienne. Nous utilisons, journellement, les 15 % des barils qui ne servent pas de carburant & nous aurons bien du mal à les remplacer rapidement. Il faudrait dès maintenant commencer à s'en inquiéter ! Mais au lieu d'investir dans la recherche de succédanés, ce qui pourrait nous mettre la puce à l'oreille & nous amener à réfléchir, on nous incite à consommer aveuglément, en nous faisant croire qu'il n'y aura jamais de pénurie ! & le pétrole n'est pas le seul matériau se raréfiant, le plomb, le fer, l'aluminium, le titane, le platine, l'uranium seront épuisés en moins de 50 ans³². Pourquoi cette cécité ? Elle ne

peut être que volontaire, de la part de nos élites, sinon, il faudrait admettre leur complet abrutissement !

Arrivé au bout de ces questions existentielles, il semble qu'il y ait anguille sous roche. Nous devons, donc, bâtir un cadre conceptuel permettant de la découvrir. Pour y arriver, nous essaierons, d'abord de comprendre les points critiques du fonctionnement politique de nos sociétés.



LES POINTS CRITIQUES

Il s'agit des points paraissant essentiels, cités dans l'introduction, il n'est pas complètement exclu que certains ne le soient pas ou qu'il en existe d'autres ! Bien que disjoints pour les besoins de l'analyse, tous sont interconnectés, y compris le premier, la coupure entre le peuple & les élites.



LA COUPURE ENTRE LE PEUPLE & LES ÉLITES

Depuis plus de 25 ans, un fossé s'élargit entre la grande bourgeoisie & la classe moyenne. Depuis quelques mois, un mur, aussi infranchissable, révélé par les affaires **POLANSKI & MITTERRAND**, se dresse, également, entre la majorité des intellectuels médiatiques & le reste de la classe moyenne à laquelle ils appartiennent, pratiquement, tous. À l'instar des hauts bourgeois qui les nourrissent, peut-être par mimétisme, les larbins copiant souvent leurs maîtres, ils se veulent au-dessus des lois républicaines. Ces deux autismes culturels ont la même incidence : renforcer le mépris pour ceux qui font semblant de nous gouverner & pour ceux qui parodent dans les médias !

Cela crée trois effets délétères :

- ◆ un *sentiment d'impuissance* dévalorisante & résignée devant ces injustices criantes, pour la majorité ;
- ◆ un *repli sur soi*, communautaire, quand c'est possible, hyperindividualiste, quand ça ne l'est pas, pour une forte minorité ;
- ◆ & le développement d'*une sensibilité révoltée*, chez encore trop peu de citoyens.

1) L'impression d'impuissance accroît la désespérance :

- ◆ de ceux qui semblent assommés ;
- ◆ de ceux qui épuisent leurs revenus avant la fin du mois, ou dès le début ;
- ◆ de ceux dont l'entreprise rentable ferme, afin de distribuer toujours plus de dividendes aux actionnaires de leurs donneurs d'ordres ;

- » de ceux qui cherchent un travail qualifié même mal payé quand on ne leur propose que des postes déqualifiés, misérablement rémunérés, avec des frais de déplacement importants ;
- » de ceux que l'on prive de leurs indemnités de chercheurs d'emplois pour des motifs ubuesques, parce que des technocrates & des politocards, imbéciles, ont décidé de fusionner dans l'urgence deux organismes, au lieu de les fondre, progressivement, l'un dans l'autre.

2) Le repli sur soi remplit d'aise les hauts bourgeois : lui, seul, leur laisse les mains libres pour continuer la démolition du tissu social, qui a permis, à ce pays, de résister, à la première vague de la crise, mieux que les champions du libéralisme, malgré un nombre de victimes trop élevé.

Le développement du communautarisme, essentiellement islamique, y est perçu comme un bienfait. Dans les années 30, les capitalistes allemands s'appuyèrent, avec le même aveuglement, sur le nazisme ! Tous comme les nazis, les islamistes condamnent toutes les libertés contraires à leurs ukases qui n'ont, souvent, qu'un rapport très lointain avec le Coran.

Celui de l'hyperindividualisme permet de remettre en cause, sans difficulté, tous les acquis sociaux du siècle dernier. La haute bourgeoisie rêvant de retrouver cette époque idéale où l'on pouvait mitrailler des grévistes sans encourir la prison, pour ces assassinats.

3) Le sentiment de révolte croît ; de plus en plus de personnes soutiennent la nécessaire réactivation de la guillotine & l'indispensable remise en état des *kalachnikovs*, pour s'occuper de tous ces criminels. Ceux-là bougent peu ! D'autres, moins bavards, s'investissent dans des associations, dites alternatives, afin d'essayer de lutter : contre les injustices, contre la détérioration des relations sociales, contre les pollueurs outranciers & inconséquents, contre la mondialisation économique & culturelle libérale ; bref, pour une société un peu plus juste, un peu plus saine, centrée sur les êtres humains & non sur l'argent.

Pour y arriver, nous aurons à abattre cette féodalité qui se constitue sous nos yeux, dont notre *pseudomonarque* s'avère la caricature. À cette fin, nous devons restaurer les principes républicains systématiquement & intelligemment attaqués, depuis 2007.



LA REMISE EN CAUSE DES PRINCIPES RÉPUBLICAINS

Ces principes républicains, que nous résumons dans notre devise, sont :

- ◆ *la liberté, déclinée en facettes distinctes, dont nous jouissons, plus ou moins depuis 1789*, celles de circulation, de pensée, de culte, d'expression, d'autres étant restées à l'état d'idéal comme celle d'employer sa langue régionale ;
- ◆ *l'égalité d'êtres, tous physiquement, intellectuellement & émotionnellement différents*, en parler, dans ces conditions, nécessite des explications : quand nous pointons une caractéristique (*défaut ou qualité*), certains en ont plus & d'autres moins ; un traitement égalitaire nivellerait ces écarts, à l'aide de traitements différenciés les réduisant par le haut, en particulier, dans notre système éducatif ; mais l'égalité en question se révèle plus matérialiste, moins ambitieuse : elle se limite d'une part, à l'équité : de moyens entre les sexes ; devant la loi & devant l'impôt ; d'accès aux emplois publics par concours pour éliminer le clientélisme traditionnel ; & d'autre part, à l'interdiction des discriminations ; elle impliquait l'instauration théorique d'une méritocratie ; de fait, cette impartialité aggrave les inégalités qu'elle prétend combattre, en conjonction avec ce défaut, spécifiquement occidental, consistant à refuser d'admettre les différences de niveau en général & ses propres limitations en particulier ;
- ◆ *la fraternité, elle ne consiste pas à fraterniser avec tous les individus rencontrés !* certains se plaignent de l'absence de rapports avec leur voisinage ; ils raisonnent encore, comme si nous vivions en tribus concentrées en un espace réduit ; aujourd'hui, nos hordes sont éclatées, nous possédons, au moins, autant de relations que nos ancêtres, & avec des personnes dont la proximité dépasse la coïncidence géographique pour atteindre la communauté des centres d'intérêt ; mais dès qu'un problème survient, la curiosité pour les voisins & le coude à

coude avec eux s'affirment. ; donc, *la fraternité se manifeste par la solidarité* : nos impôts, nos taxes, nos cotisations sociales financent les générosités étatiques & territoriales ; à cela, nous ajoutons une charité institutionnelle (financement d'ONG, ou de syndicats, téléthon, etc.) & de bonnes actions individuelles (vie associative, aumônes, entraide de voisinage, entre amis, entre parents).

Les trois sont, depuis 2007, fortement remis en question. En toute rigueur, ils sont, depuis longtemps, honnis par les libéraux, qui ne percevant que leur intérêt à court terme, contestent tout ce qui peut contrarier leur bon vouloir ; leur aveuglement leur interdisant de réaliser que, sans la liberté, l'égalité & la fraternité des autres, ils ne pourraient pas se comporter comme des imbéciles !

△△△

⇒ En ce début de XXI^e siècle, la liberté d'expression est systématiquement remise en cause : on n'a plus le droit de rire d'autrui sans risquer un procès, de blasphémer, sans encourir la mort, de critiquer les représentants officiels sans les outrager. Pire, les seules contestations admises ne doivent pas récuser le système économique, politique, social, culturel en place : tant que l'écologie ne générerait pas de bénéfices, elle était une monstrueuse ineptie ! Aujourd'hui, douter de la religion de la croissance & de la consommation obsessionnelle se révèle inadmissible ; cela manifesterait la volonté de créer du chômage, alors que cette croyance nous mène à une catastrophe qui dépassera, en dégâts, une envolée du nombre de chômeurs. Affirmer que la crise n'est pas terminée s'avère, encore, plus criminel : car cela pourrait affecter la propension à dépenser de nos consommateurs &, quelle honte, faire baisser la rentabilité des multinationales du CAC40 ! Pourtant, il faut être, particulièrement, insane pour penser possible, dans un monde fini, une augmentation infinie de la population & de la consommation ! ou pour ressortir les vieilles lunes malthusiennes, s'inquiétant d'un accroissement des pauvres ! alors que l'on constate :

◆ que les ressources s'épuisent : dans, approximativement, trente ans, ou il n'y aura plus de pétrole, de plomb, de poissons, de nickel,

de platine, d'uranium, ou, seule, la haute bourgeoisie pourra payer ces moyens rarissimes !

◆ que durant cette période, il nous faudra affronter les variations climatiques, la croissance de la pauvreté & de la malnutrition & à court terme, une crise économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Ferons-nous face à ces changements :

◆ en poursuivant l'utilisation aveugle de ce que l'on nous dit de consommer : voitures propres, télévisions moins énergivores, appareils photo numériques moins polluants que les argentiques, téléphones portables à changer tous les six mois ?

◆ en continuant une vie de pollueur joyeux, car un citoyen occidental pollue, au moins 20 fois plus, qu'un citoyen africain ?

◆ en accélérant la destruction des liens sociaux pour exacerber ce culte des individualités, générateur de stress & de frustrations ?

Nous pouvons en douter !

En outre, au nom d'un principe de précaution mal compris, afin d'accroître la répression, on interdit de plus en plus de comportements : les fumeurs, par exemple, sont criminalisés. Or s'il semble normal de considérer les tabagistes comme des toxicomanes, ce n'est pas pour qu'on les traite comme des camés dégénérés, mais pour faire subir aux autres drogués leur sort privilégié.

Au nom de la lutte contre une insécurité, amplifiée à cette fin, on réduit, ou on supprime des libertés & on restreint l'exercice des droits à l'exception de celui sacro-saint, de propriété, le seul important, pour un libertarien.

⇒ La méritocratie partielle, qui a fait la force de notre pays, en permettant le renouvellement de ses élites, est piétinée par le chef de file des libéraux politiques, **NICOLAS SARKOZY** ; il en parle dans tous ses discours, mais ne l'applique pas à sa famille ! Mais, il n'est pas le seul : il vaut mieux avoir un parent médecin pour le devenir soi-même ; cela s'avère, également, pour les acteurs, les politiciens, les musiciens, les dirigeants d'entreprises, etc. sans oublier ces gens dont on nous disait qu'ils avaient disparu à tout jamais : les rentiers. De plus, la ghettoïsa-

tion des défavorisés dans des *zones de non-droit*, comme on dit, crée une forme d'exclusion explosive justifiant le recours à une répression accrue de façon à réduire de plus en plus de libertés ; elle participe à la disparition du concept d'égalité de nos mentalités.

⇒ La démolition de la solidarité nous atteint tous :

- ◆ réduction des prestations étatiques,
- ◆ exonération de remboursements pour de plus en plus de médicaments,
- ◆ franchise sur les actes médicaux,
- ◆ chute des secours aux plus démunis,
- ◆ remise en cause des régimes de retraite par répartition, alors même que celui par capitalisation est en faillite,
- ◆ désorganisation des systèmes d'assistance pour restreindre les dépenses ou satisfaire des intérêts privés ³³.

Mais le chiffon de la baisse d'impôts suffit pour faire avaler la pilule aux naïfs ; depuis 2007, les diminutions d'impôt nationales se résument à des transferts d'impôts & de taxes, vers des taxes nationales, régionales, départementales & municipales au grand dam des régions, des conseils généraux & des mairies contraints d'endosser des mesures impopulaires. De même, le problème de la Sécurité Sociale pourrait être résolu si : les sociétés du CAC40 acceptaient de réduire leurs dividendes pour régler leurs cotisations ; l'État payait les siennes ; & si chacun des régimes était indépendant, les commerçants & les agriculteurs s'autofinçant comme les salariés, etc. Cela n'enlève rien à notre consommation excessive de médicaments, mais avant de vouloir minimiser le coût de ces prescriptions, interrogeons-nous sur leur raison d'être ? & avant de pénaliser les malades, taxons les laboratoires pharmaceutiques & les spécialistes, qui en profitent tant.

⇒ Il existe, en outre, des motifs institutionnels de rupture de l'égalité entre les citoyens : les traitements régionaux particuliers : les autoroutes gratuites en Bretagne, la laïcité bafouée en Alsace du fait de la signature, entre l'Église Catholique & l'État français, d'un Concordat dénonçable !

⇒ Mais il est une remise en cause des valeurs républicaines, plus grave encore : *la lâcheté de notre exécutif face aux dictatures, afin de pouvoir leur*

vendre nos produits. Recevoir un quelconque dictateur, avec les honneurs, qu'il soit Lybien, Arabe, Noir-Africain ou Chinois, c'est nous dire : *les principes, on n'en a rien à faire ! seul l'argent compte ! faites comme nous !* La multiplication des affaires de copinages, de parrainages, de détournement du code des marchés publics, d'emplois fictifs, ne contribue pas à redorer le blason de nos gouvernants, en dépit de leurs rodomontades relayées & appuyées par la quasi-totalité des médias. Malgré ces prévarications, il reste, encore, trois soutiens au pouvoir politique actuel : le conditionnement médiatique, l'absence d'une opposition crédible & la peur. La corde sécuritaire sera beaucoup pincée ou frappée dans les mois qui viennent, avec l'appui des menaces d'attentat des islamistes, encouragés par la pusillanimité du gouvernement à leur égard.

Cela nous ramène au problème de la laïcité.

△△△

LA REMISE EN CAUSE DE LA LAÏCITÉ

Le concept de laïcité positive est une absurdité créée par des religieux, pour justifier leur nouvelle croisade : « *Tous unis contre le matérialisme athée !* » Car les trois cultes les plus destructeurs de notre histoire s'allient, aujourd'hui, pour lutter, non pas contre le matérialisme, aucun prince des monothéismes ne vivant dans la pauvreté, mais contre les mécréances que l'on veut dévaloriser en les associant à la poursuite outrancière du bien-être matériel. Paradoxalement, les fanatiques de cette recherche, les libertariens, en particulier, se prétendent, majoritairement, croyants ; il semble même que des libéraux athées financent largement des religieux de toutes obédiences. En fait, les cibles sont *la mécréance³⁴ (sous ses trois formes : l'indifférence, l'athéisme & l'agnosticisme) philosophique ou militante* qui remet en cause le fondement même des confessions monothéistes : *la détention de vérités, dites divines par les clercs³⁵* . L'anticléricalisme se montre dangereux parce qu'il s'attaque à la fois à la foi³⁶ & au gagne-pain de personnes qui ne raisonnent plus quand on attende simultanément à leur survie & à leur représentation du monde. Avec la complicité de politocards, ne brillant ni par l'intelligence ni par la rationalité, les calotins essaient de faire croire que le but de la laïcité serait d'autoriser chacun à exercer sa religion sans entraves ; *cela permettrait d'interdire*

la mécréance qui, areligieuse, s'avère un blasphème permanent &, par conséquent, une obstruction à la pratique religieuse pour tous les cultes, même multithéistes ! Alors que la laïcité introduit deux restrictions majeures aux usages confessionnels :

- ◆ l'une, spécifique aux religions monothéistes, **l'idée de la coexistence de plusieurs vérités divines également valides** ;
- ◆ l'autre, commune à toutes, **le respect des convictions, y compris des mécréants, en limitant les rites à la sphère privée**, afin d'éviter les heurts de croyances.

De ce fait, les offensives se déroulent sur deux fronts :

- ◆ sur celui global, la reconnaissance, par notre système éducatif, de diplômes privés délivrés par des institutions culturelles est une atteinte grave à la fois à la laïcité & à l'égalité de traitement, au nom d'une liberté religieuse empiétant sur le domaine public ;
- ◆ sur celui individuel, les reculades devant le voile ³⁷ dans les lieux publics, puis celles devant la *burka*, commencent à être suivies d'un refus de la mixité sportive, auquel succédera une autre exigence, les détenteurs de vérités divines ³⁸ ne s'arrêtant que lorsqu'elles sont toutes admises par toute la population ; cela constitue, sous prétexte d'affirmation identitaire, une atteinte à la dignité des femmes & à la laïcité, les manifestations religieuses devant rester dans le domaine privé.

Mais le financement des partis politiques, par des fonds étrangers religieux, des églises & des sectes, limite leur volonté de défendre la laïcité. Ce qui pose le problème des représentants & de leurs modalités de choix.

△△△

LES MODALITÉS DE CHOIX DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE & LE SYSTÈME ÉLECTIF

La concussion des partis politiques & des confédérations syndicales n'est, hélas, plus à démontrer ; entre les millionnaires, ou le MEDEF, parrainant les factions ou les syndicats, protégeant leurs intérêts, aux dépens des citoyens ou des salariés, & les effets pervers des subventions liées aux postes ³⁹ la tentation est trop forte. Le pire étant ces sommes importantes, afin d'assurer l'indépendance des représen-

tants par rapport au pouvoir économique, si ridicules, en rapport des rémunérations des grands patrons, que, très rapidement, elles s'avèrent insuffisantes pour les plus avides.

L'accaparement des mandats dans le temps crée un second problème, connecté à la difficulté de s'opposer à la corruption du pouvoir. Celle-ci se manifeste de deux façons :

- ◆ les têtes les plus fragiles ne résistent pas aux honneurs qui leur échoient & elles finissent par s'estimer investies d'une mission quasi divine les autorisant à tout se permettre ;
- ◆ les esprits les plus endurants en viennent après plus d'une dizaine d'années passées au pouvoir, sans trop se tromper, à oublier leurs échecs & à se croire infaillibles, se transformant rapidement en autocrates infernaux de gauche, du centre ou de droite.

Le cumul de mandats simultanés ne génère que le premier effet, mais il ne le produit pas que chez des faibles !

Quels que puissent être leurs avantages, nous devons les proscrire. *Le manque de vocations, s'il existe, pouvant être pallié par le tirage au sort.* Pour les partis politiques, la carence provient, beaucoup plus, d'une dissuasion inconsciente opérée par les chefs en place qu'à un manque véritable des prédispositions. Pour les syndicats, le réel problème de l'apostolat provient, à la fois de l'écœurement dû à la compromission de certains dirigeants & des pressions dissuasives gouvernementales & patronales, incarnées par le Code du Travail, depuis 2008 & par la discrimination syndicale.

Le mode électoral est, à chaque charcutage électoral, l'objet d'après discussions. Pourtant, aucun des deux systèmes connus, le scrutin à représentation proportionnelle & le scrutin de liste uninominal ne donne une image correcte du corps électoral. Ainsi, aux dernières législatives, le Front National comptait plus de voix que le Parti Communiste Français, mais aucun siège, contrairement à celui-ci. Même si, je me dis qu'en être réduit à voter pour ce groupe protestataire de ringards indique un profond désespoir, il n'est pas décent que ses électeurs n'aient pas de représentants. De même aux élections européennes, il n'est pas

sain qu'avec moins de trente pour cent des votes, l'UMP récolte plus de trente pour cent des élus (*Cela reste vrai quel que soit le parti concerné !*).

La délégation est inique, le système génère la corruption des champions populaires, son coût est élevé & son seul avantage, la fourniture aux médias d'heures de programmes gratuits. Il devient urgent de passer au tirage aléatoire des *élus*, tel que je l'ai décrit dans l'introduction. D'autant que le problème de la régulation des technocrates pourra y être traité plus facilement, une fois les partis politiques légèrement écartés.

△△△

LE CONTRÔLE DES TECHNOCRATES & DES BUREAUCRATES

Il faudrait ajouter, celui des eurocrates. Ces trois groupes humains s'avèrent informels, puisque la plupart de leurs membres n'ont pas le sentiment d'en faire partie, puisqu'ils ne sont, heureusement, pas organisés. Ils se révèlent trois plaies des sociétés contemporaines. Les derniers résultent de la nature antidémocratique de la construction européenne. Les deux premiers s'avèrent des perversions sociétales dues, pour l'essentiel, à la croissance exponentielle du nombre d'opérations réalisées, quotidiennement, & à la complexité de chacune. En effet :

- ◆ la population de notre pays a augmenté de plus de 50 % depuis 1945 ;
- ◆ les activités de loisirs étaient très limitées à cette époque ;
- ◆ la consommation, au sortir de la guerre était restreinte à un point inconcevable pour ceux ne l'ayant pas vécu, même en ayant lu force documents sur ce thème ;
- ◆ les opérations bancaires étaient approximativement 200 fois moins nombreuses qu'aujourd'hui ;
- ◆ il n'y avait pas ou très peu de télévisions, de voitures & de téléphones ;
- ◆ la durée hebdomadaire du travail était de 48 heures minimum ;
- ◆ les congés payés annuels, de 2 semaines ;
- ◆ & très peu de retraités vivaient plus de 2 ans après avoir eu leur maigre retraite à 65 ans ;

◆ l'informatique débutait, seuls, les commerçants & les industriels usaient de chèques, il n'existait ni cartes de crédit, ni appareils électroménagers.

Le traitement de cette augmentation des volumes d'opérations & d'informations nécessita l'emploi d'ordinateurs & la rationalisation des processus de production.

La complexité des techniques, la multiplication des procédures provoquèrent une bureaucratie & une technocratie croissante.

Les technocrates sont des salariés tirant un pouvoir de la maîtrise d'une technique ; les plus redoutables d'entre eux, les apprentis sorciers nucléocrates, ont déterminé notre développement énergétique nucléaire, en masquant les inconvénients des procédés & en faisant miroiter le prestige technologique, aux politiques.

Au départ, réservé aux chefs de services de nos grandes administrations, le mot bureaucrate s'applique, aujourd'hui, à tout employé de bureau abusant de la puissance que lui confère son travail.

Il n'existe que deux manières de contrôler ces personnes :

◆ la première consiste à les licencier quand elles font des dégâts dans une administration privée ou publique, ce qui implique de changer le statut de fonctionnaire ;

◆ la seconde est de prévenir l'apparition des dommages au moyen de mutations régulières, tous les quatre ans par exemple.

Dans le premier cas, on perd l'expertise accumulée par la fautive, dans le second, elle ne se constitue jamais ! Ceci peut gêner lors de l'élaboration des lois & des décrets.

△△△

LA RESPONSABILITÉ DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE DANS LA FABRICATION DES LOIS

Les représentants du peuple votent des lois, mais ils ne participent jamais à la rédaction des décrets qui sont le fait de bureaucrates. Dans la pratique, on ne peut qu'être atterrés devant le manque de sérieux des députés & des sénateurs. Les conseillers régionaux, généraux & municipaux semblent plus assidus, mais ils laissent largement agir leurs bureaucrates respectifs.

Il est incompréhensible que lors de leur prise de fonction, les uns & les autres n'aient pas à suivre un minimum de formation pour se familiariser avec leur nouvelle mission. Il est tout aussi inexplicable que leur importante rémunération ne dépende pas de leur travail, comme pour les salariés.

La loi HADOPI révéla leur ignorance des enjeux de certaines lois & leur manque de courage : les moutons l'ont votée sans la comprendre, ceux l'ayant compris, en lui étant hostiles. Les opposants risquaient seulement une réprimande de l'aboyeur de service & l'écartement, probable, des listes de leur parti en 2012, bref, le risque de devoir retourner travailler au lieu de continuer à glandouiller aux frais de la République.

La double impunité, judiciaire & politique, de nos délégués s'avère désastreuse pour notre démocratie. Il faut pouvoir punir les défaillances humaines ¹⁰. Nos représentants ne s'engagent plus à rien lors de leur élection, mais ils n'ont pas pour autant le droit de trahir un seul des citoyens qu'ils représentent. Il y a unanimité, chez les politocards & chez leurs corrupteurs, pour considérer qu'un *vote est un blanc-seing accordé pour la durée du mandat* ; c'est faux, il est un choix à un instant donné ; l'élu s'avérant, souvent, *un des moins mauvais candidats*, on doit pouvoir lui signifier que son action ne nous convient pas, tout au long de sa délégation, & on devrait, même, pouvoir l'interrompre, avant sa fin, sans que cela soit trop complexe. L'existence d'une sanction effective nous aurait, probablement, évité le bouclier fiscal & toutes les fautes politiques & économiques qui l'ont suivi. Elle interdirait aux socialistes de voter n'importe quoi !

Une deuxième correction pourrait être la prise en compte des bulletins blancs ou nuls & l'interdiction des abstentions. En clair, un élu ne pourrait l'être que s'il obtient les voix de plus de 50 % des inscrits. Dans le cas contraire, il est remplacé par un tirage au sort ou par un collègue réduit de techniciens de sensibilités politiques différentes si possible.

Ces sanctions permettraient de résoudre les désaccords entre le peuple & ses représentants.



LES DÉSACCORDS ENTRE LE PEUPLE & LES LOIS OU LES DÉCRETS

Pour l'heure, la seule façon de manifester son désaccord avec les projets de loi de plus en plus destructeurs de notre omniprésent est la désobéissance civique. Tout citoyen doit désobéir à des lois ou à des ordres iniques, comme le rappelle le premier chapitre. Quand toutes celles votées, depuis 2007, sont injustes, car toutes, sous couvert de réformes nécessaires, ne cherchent qu'à désorganiser les services publics, à détruire du lien social, à supprimer des aides aux plus démunis, à enrichir les plus riches ! comment faire face ? La contestation se banalise & l'indifférence se généralise, pour la plus grande satisfaction des irresponsables qui nous gouvernent.

Mais la désobéissance qu'elle soit civile (*plutôt individuelle & non violente*) ou civique (*collective & éventuellement violente*) nécessite un courage que peu ont, puisqu'il s'agit d'une infraction consciente, intentionnelle, publique, à vocation collaborative, visant à obtenir un changement de la règle contestée. Le désobéisseur tient à être arrêté afin de s'expliquer devant les juges ; il prend le risque d'être molesté, les forces de l'ordre n'étant pas, à tort ou à raison, réputées pour leur angélisme.

En dehors de ce moyen, nos gouvernants ne comprenant que les baffes, il ne reste, pour ceux ayant la chance de pouvoir bloquer le pays, que la grève paralysante, & pour les autres, que les révoltes agressives de désespérés, comme on a commencé à en voir apparaître pendant l'année 2009.

Le pire étant ces sentiments d'impuissance devant son destin, de morne résignation, propices aux développements de sectes toujours prêtes à soutenir un pouvoir qui les nourrit.

Cela pourrait, probablement, être évité si les électeurs pouvaient choisir en toute connaissance de cause.



LES MOYENS DONT DISPOSE LE PEUPLE POUR DÉCIDER RATIONNELLEMENT

Décider rationnellement c'est procéder à une évaluation des inconvénients & des avantages d'une décision grâce à une information

complète sur ses tenants & ses aboutissants. Ce n'est jamais le cas, même & surtout dans les campagnes électorales. Celles-ci ne permettent pas de décider rationnellement. En premier lieu, les plages de parole ne sont pas équitablement partagées entre les impétrants : ceux de la bande des sept (FN, UMP, Modem, PS, PCF, Écologistes, NPA) sont avantagés, alors qu'on les entend à longueur d'année ; il faudrait, en fait, donner plus d'heures aux candidats des petits partis qu'à ceux des gros, en particulier, à ceux qui ne peuvent pas se faire connaître en dehors des élections. De plus, les durées imparties faibles n'autorisent qu'une communication de type publicitaire, donc sans informations pertinentes.

Pour pouvoir informer, des médias, nécessairement pluralistes, ne devraient pas appartenir à de milliardaires qui ne veulent pas entendre parler d'événements ou d'actions les contrariant. En ces derniers jours de 2009, au niveau national, seuls LE CANARD ENCHAÎNÉ, LE MONDE DIPLOMATIQUE & MARIANNE s'opposent à la mondialisation néolibérale & au lavage de cerveau permanent que nous subissons depuis le 11 septembre 2001. Bien évidemment, il existe des tas d'autres revues à diffusion plus ou moins confidentielle comme POLUIS, BACKCHICH, SINE-HEBDO, etc. Bien sûr, nombre libres-penseurs de droite, du centre ou de gauche, seuls ou en groupe, tiennent des blocs-notes (blogs en anglais) & des sites sur la toile mondiale, mais leur diffusion reste confidentielle.

Cependant, le souvenir de la campagne référendaire sur le Traité Constitutionnel Européen prouve que notre peuple ¹¹, s'il laisse souvent faire, semble prêt à se réveiller, s'il comprend les enjeux. La façon éhontée dont SARKOZY a méprisé notre choix en faisant revoter ses larbins sur un texte déjà refusé, a brisé la volonté de réaction non violente de plus d'un ; elle a montré l'inutilité de décider rationnellement puisque de toute façon nous serons obligés de revoter jusqu'à ce que la loi soit adoptée.

Le meilleur moyen d'obtenir des décisions rationnelles consisterait à cesser de nous dédaigner ; seulement, nos gouvernants ne veulent pas des praxis, mais l'aval de leurs desiderata, que ce soit parce qu'ils oublient

avoir été élus ou parce qu'ils nous pensent assez cons ¹² pour les réélire quoiqu'ils fassent.

Mais cela n'aurait un sens que dans une démocratie, nous n'y vivons plus depuis, au moins, 2007, comme le prouve, outre le mépris des citoyens, le mélange des différents pouvoirs.

△△△

LA SÉPARATION DES POUVOIRS

Il existe sept pouvoirs, dans les sociétés modernes :

- ◆ les trois pouvoirs traditionnels, définis par **MONTESQUIEU**, *exécutif, législatif & judiciaire*, qui doivent être séparés dans une démocratie ;
- ◆ un quatrième que **MONTESQUIEU** ne pouvait ressentir dans une époque encore profondément religieuse, le *religieux* ;
- ◆ & trois dont un était latent & les deux autres, embryonnaires, de son temps : *économique* (patronats), *informatif* (médias) & *contestataire* (protestataires, alternatifs ou internautes).

Son principe de séparation des pouvoirs demeure : en démocratie, afin d'éviter les abus, ils doivent tous les sept être dans des mains distinctes. Ce n'est le cas d'aucunes. Dans une dictature, les six premiers unis étouffent le dernier.

En France, le patronat contrôle les entreprises, la plupart des médias, qu'il possède, & l'exécutif, acheté, probablement par des pécunes, sûrement par des flatteries (*hébergement, sauterie, cadeaux, prestations d'amitiés*) ; par l'intermédiaire de l'exécutif & des criminels lobbyistes, il pilote, également le législatif, grâce aux parlementaires serviles & à un moindre niveau, le judiciaire, via les procureurs & certains juges dociles. Le religieux est lié à l'omniprésident, qui veut se faire bien voir du pape, pour amadouer l'électorat conservateur, & des roitelets musulmans qui, exportant du pétrole, pourraient acquérir les technologies des multinationales françaises.

Nous entrons dans une dictature molle ; cela explique la rémanence de l'illusion démocratique ; de plus, le sentiment de vivre en démocratie persiste :

- ◆ d'une part, parce que nous pouvons nous exprimer & nous déplacer, à notre convenance, tant que nous ne menaçons pas le pouvoir écono-

mique, réellement (décroissancistes dans un futur proche) ou fantasmatiquement (l'ectoplasmique ultragauche de TARNAC) ;

◆ & d'autre part, parce qu'une démocratie moribonde & corrompue diffère d'une dictature impitoyable.

Séparer ces sept forces va s'avérer une tâche colossale ; pour vivre en démocratie, ça nécessite de :

◆ changer de président, cela ne signifie pas remplacer M^r Sarkozy par M^{rs} de Villepin, Strauss-Kahn, Bayrou ou Hollande, mais par une personne désireuse de modifier la donne ;

◆ rendre les médias indépendants du patronat ;

◆ élire des parlementaires courageux ;

◆ donner leur indépendance aux procureurs & la redonner aux juges ;

◆ ranimer la laïcité moribonde ;

◆ limiter l'influence des patrons & leur montrer qu'ils ne sont pas au-dessus des lois ⁴³.



Cet état des lieux nous montre l'ampleur des tâches à réaliser. Pour rétablir la démocratie, nous devons les accomplir tout en affrontant la crise qui arrive.

Certains ont proposé, afin de résoudre cette difficulté, une démocratie participative, d'autres une démocratie évolutive ⁴⁴.

Dans la première conjoncture, les citoyens s'associent aux processus de décision & la prise en compte de leurs remarques le prouve. Contrairement à nos gouvernants actuels, les futurs ne devront pas se contenter d'afficher la volonté ferme de le faire un jour !

Le second concept, conçu par MICHEL LAIOUX, repose sur une vision philosophique, économique, politique & sociale de la société. Pour fonder un processus démocratique réel, son auteur propose de ne plus considérer le capital, la monnaie, le foncier & le travail comme des marchandises, car cela vicie l'économique & le politique ⁴⁵.

Dans le système productiviste actuel, nous ne pourrions surmonter la crise ni avec une démocratie participative, ni avec une évolutive & encore moins avec une tyrannie ⁴⁶ : nous ne pouvons y parvenir qu'en

abandonnant ce productivisme aberrant & le consommationisme l'accompagnant. La démocratie évolutive, nécessairement participative, facilitera cette révolution pacifique.



Afin de confirmer l'illusion de démocratie, dans laquelle nous vivons & afin de gagner quelques voix, le président & son parti, l'UMP, nous proposeront, jusqu'aux élections régionales, des simulacres de débat. Le premier exemple s'avère celui sur la définition de l'identité nationale, un peu perturbé par les effets du scrutin suisse interdisant la construction de minarets. La première interrogation a été amorcée par le Gouvernement ; la seconde se réfère au tumulte résultant d'une des trois votations populaires helvètes du 29 novembre 2009. Ces questions posent problème, d'abord, en elles-mêmes, &, ensuite, relativement à leurs liens possibles avec la démocratie & la liberté.



L'IDENTITÉ FRANÇAISE AUJOURD'HUI

Avant d'évoquer les relations entre l'identité française & la démocratie, analysons ce qu'elle est, ce qu'elle peut être ou ce qu'elle devrait être & ses liens avec la nationalité française.

On peut avoir cette dernière, depuis la naissance, puisque né en France, d'au moins un parent français. Pour d'autres, la situation est différente :

- ◆ tout enfant né en France de pères & mères étrangers peut l'obtenir, à partir du jour de ses 16 ans, s'il a résidé au moins 5 ans en France depuis l'âge de 11 ans ;
- ◆ une autre façon consiste à épouser un ressortissant français & à la demander après 4 ou 5 ans de vie commune selon les cas ;
- ◆ enfin, la naturalisation est une opération discrétionnaire effectuée par l'administration, à la demande de l'intéressé, dans un délai de 0 à 5 ans selon les cas.

Mais elle diffère de l'identité française. Explication à l'aide d'un exemple concret, celui des mauvais & des bons Français ; si on comprend bien : les Français honorables collaboraient, avec l'occupant en 1940, cachaient leur argent en Suisse en 1968 & en 1981 ; & les malfaisants résistaient à l'envahisseur, cherchaient à débloquent la société en 1968, & à enrayer le déclin industriel d'un pays, qui se transformait, sous la triple impulsion barro-chiraco-giscardienne, en pays du Tiers-Monde vivant de l'agriculture & du tourisme ; aujourd'hui, les honnêtes Français souhaitent voir les femmes continuer à pratiquer des avortements clandestins dans des conditions hygiéniques déplorables & interdire les techniques contraceptives ; les crapules encouragent la lubricité & la fornication, préludes à cette fête épicurienne que constitue un avortement.

Nous pouvons le dire : un piètre citoyen s'assoie sur les lois qui l'ennuient, il se moque des votes démocratiques &, de façon plus générale, il ne respecte les règles démocratiques que lorsqu'elles l'arrangent. Nous sommes incapables de procéder de même pour un

méprisable Français ! Dans les cas qui précèdent & qui suivent comment déterminer la qualité de l'identité française, la nationalité restant constante ? Plus, par rapport à quoi jugerons-nous sa quintessence :

- ◆ par rapport aux intérêts du pays ! mais qui les définira ?
- ◆ par rapport aux intérêts des possédants ou à ceux de la majorité des électeurs ou des inscrits ou de tous les habitants !
- ◆ par rapport à la notion imprécise d'identité nationale !

La haute bourgeoisie définit les intérêts du pays : les siens ! Le cas de l'Alsace & de la Lorraine, contrées de culture allemande, éclairera mon propos : moult habitants de ces provinces ont émigré, en France, après 1870 ; le plus grand nombre y est resté & ne s'est pas plus plaint de la férule allemande que de la houlette française ; il se sentait tellement français qu'il a obtenu, sous l'influence de l'Église, un concordat bafouant la laïcité lors du rattachement. Mais l'Alsace & la Lorraine étaient des régions riches & la haute bourgeoisie avait été dépossédée de certains de ses biens en 1870.

C'est pourquoi il paraît sage de se limiter, pour définir la qualité d'un Français à son rapport à l'identité nationale. Nous devons cerner mieux cette notion avant d'élaborer des critères d'appréciation, si cela a un sens.

Ainsi, certains Français, pensent en anglais, ne rêvent que de vivre aux États-Unis ; pour d'autres, il s'agira du Japon, pour d'autres encore, d'une conception mythique de leur patrie ou de celle de leur père, bien qu'ils aient obtenu la naturalisation.

Les naturalisés conservent, normalement, une attache forte avec leur pays d'origine, leurs enfants se sentent plus Français qu'étrangers & leurs petits enfants, uniquement Français. Un exemple personnel illustrera cette analyse : ces sentiments furent éprouvés par mes grands-parents paternels naturalisés, avec leurs huit enfants, en 1937, puis par leurs enfants & ils le sont, toujours, par mon père, mes cousins & mes cousines, mon frère & moi ; de même, je ne parle ni le napolitain, ni le sicilien, ni le provençal, mais je pratique l'anglais sans trop le massacrer & je baragouine l'allemand ; depuis que j'ai commencé à porter des lunettes, à 7 ans, je lis des livres, des revues &, depuis 1996,

des pages ouèbes, en français, un peu moins souvent en anglais & plus rarement en italien ou en allemand ; ces nombreuses lectures m'ont permis d'acquérir une maîtrise suffisante de cette belle langue qui semble le principal support de notre unité nationale; mais, si je me sens français, je demeure tiraillé entre :

- ◆ la culture française savante assimilée pendant mon *cursus*,
- ◆ celle, plébéienne *paterno-napolitano-sicilienne*, cristallisée dans la bouffe & l'amour du *bel-canto*,
- ◆ & celle, populaire *materno-provençale*, matérialisée par un humour rabelaisien & une joyeuse transgression des usages bourgeois.

J'ai constaté, lors d'un séjour studieux en Grande-Bretagne :

- ◆ que même si le mode de vie londonien, tel que je l'ai éprouvé, me convenait mieux, que le français, au mépris de l'alimentation près, je restai viscéralement français ;
- ◆ que même lorsque je pensai en anglais, mes plaisanteries, mes railleries & ma perception des choses gardaient un constant décalage, avec celles de mes relations britanniques !

Je peux donc dire que je me sens français, mais, il y a quelques années, le seul haut bourgeois, Français de souche ⁴⁷, que j'ai fréquenté, me considérait comme un métèque de basse extraction.

De fait, nous n'arriverons pas à déterminer un Français modèle, *a fortiori* un bon & un mauvais, faute d'une acception précise de la notion d'identité française ⁴⁸ ! Néanmoins, nous pouvons trouver un petit nombre de principes fédérateurs essentiels, nous allons essayer de le montrer.



Quand on analysa le ressenti d'expatriés, d'enfants & de petits enfants d'immigrés, celui de voyageurs ou de colonisés, c'est-à-dire, de tous ceux qui, pour se valoriser, essaient d'imiter les manières étrangères, de tous ceux qui affectent de parsemer leurs propos d'expressions étrangères ou de prendre un accent allochtone (américain, japonais, arabe, etc.), on réalisa que :

- ◆ *primo*, les notions de Français, d'Italien moyen, etc. les caricatures du Français bérétyé ⁴⁹, portant baguette & litre de vin sous le bras ⁵⁰, de l'Allemand bourré de bière, etc. s'avéraient les unes & les autres complètement infondées ;
- ◆ *secundo*, des dissemblances culturelles importantes émergeaient, qui ne relevaient pas que du milieu social, de la différence d'âge, ou de la pratique d'une langue ;
- ◆ *tertio*, des similitudes troublantes surgissent, dans les comportements & dans les personnalités, malgré ces hétérogénéités ;
- ◆ *quarto*, l'obstacle majeur à la compréhension entre individus de cultures distinctes provenait non pas de la religion, comme on aurait pu le penser, mais de l'étroitesse d'esprit de certains ;
- ◆ *quinto*, malgré notre prétention d'être, avant tout des citoyens du monde, nous nous révélions, viscéralement, français, par des relations à la nourriture, à la culture, à la science, aux femmes, fréquentes dans notre culture, beaucoup plus rares dans d'autres.

Cela amena à réfléchir, sur ce qui se révèle spécifiquement français, bref, sur l'identité française, sans même employer cette expression peut usitée à ce moment-là.



Mais avant de cerner l'identité française, il faut s'accorder sur la nationale.

Selon certains, elle permettrait de transcender les divergences politiques & les différences humaines. Cela est vrai & faux, car, parler d'une identité nationale, c'est définir des caractéristiques communes aux individus composant une nation :

- ◆ cela oblige à estomper certaines différences individuelles si l'on donne une définition très précise de cette identité & à exclure tous ceux ne les possédant pas ;
- ◆ cela relève, généralement, d'une exaltation du sentiment nationaliste, or dans tous les pays, il existe des nationalistes, des régionalistes, des internationalistes & des indifférents, chacun de ces groupes ayant une conception différente & des attitudes, souvent, opposées, de cette identité problématique.

Certains pensent que, par exemple, en 1939 & en 1940, l'identité nationale soudait tous les politiques & derrière eux, le peuple français tout entier. Ils se trompent, seul le refus d'une nouvelle guerre fédérait une population traumatisée par les atrocités de la précédente, toujours présentes dans les esprits & dans la réalité quotidienne, en raison des nombreux mutilés & orphelins.

L'identité nationale fut, & est encore, instrumentée par des politocards insanes, à des fins d'exclusion d'une fraction de la population, jamais pour comprendre ce qui nous incitait à vivre ensemble ici ou là & mais, surtout, pas ailleurs. Il importe, donc, d'essayer de l'objectiver, afin d'essayer de rassembler & non d'exclure.

Selon Wikipédia, ce mot à deux sens : il désigne, d'abord, « *le sentiment, ressenti par une personne, de faire partie d'une nation. Par exemple, un individu peut se déclarer français quand il est officiellement de nationalité française, mais aussi quand il a l'impression de partager assez de "points communs" avec les Français pour appartenir à leur communauté* » ; mais il indique, également, « *l'ensemble de ses "points communs" entre les personnes se reconnaissant d'une même nation, & qui forme un ensemble d'expériences incorporées & d'acquis sociaux, spécifique d'une nation, acquis au cours d'une vie par le biais de la socialisation. Le sentiment d'identité est intime à chaque personne, mais la sociologie & les études historiques ont montré que l'identité nationale d'une personne est une intériorisation de repères identitaires due à une présence quotidienne de "points communs" de la nation, de manière intime, pratique (échanges économiques, pratiques sociales diverses, **souvent la langue parlée [rougi par nos soins]**) & symbolique (références symboliques concrètes ou intellectuelles), organisée souvent volontairement par l'État auprès des individus dès leur enfance (à travers l'école, la radio, la télévision, entre autres), & de manière générale, l'identité d'une personne n'est pas figée, elle évolue & correspond à un parcours de vie.* »

Quand on parle d'identité nationale, on se réfère, nécessairement, aux deux aspects : d'une part, on partage des affinités & d'autre part, on doit les connaître.

Une liste de ces points communs est, toujours, sujette à caution. Si certains s'avèrent incontestables ; comme l'usage de la langue, d'autres ne le sont pas, car posant des problèmes idéologiques, ainsi les inté-

gristes catholiques se considèrent comme de vrais Français alors qu'ils nient une des fondations de la société française : *la laïcité* ; pour eux, notre identité nationale n'a qu'un fondement : *le catholicisme*. Mais ce rejet, lui-même, enchâsse la laïcité, dans notre identité nationale. Il n'en est pas de même pour l'islam ! Pourquoi ? Parce que l'islam ne fait pas, encore ⁵¹, partie de notre histoire ! Alors qu'il s'intègre dans celle de l'Europe ou de l'Espagne qui se sont, en grande partie, construites contre lui ; depuis 732, il n'y a plus appartenu que, ponctuellement (*Croisades, alliance de François I^{er} & du sultan Turc, etc.*), plus souvent comme source de fantasmes (*LES CONTES DES MILLE & UNE NUITS, pendant la Régence & le règne de Louis XV, par exemple*) que comme réalité politique ; ni la campagne d'Égypte ni même la colonisation du Maghreb n'ont rien changé à ce point ⁵².

1) *Le français* a servi de fédérateur, mais nous avons attendu la deuxième moitié du siècle dernier pour achever son implantation. Depuis, elle subit deux attaques virulentes, celles des colonisateurs américains & des colonisés français d'une part, celle des incultes d'autre part. La première repose sur la puissance économique américaine & sur la fière bêtise des aliénés qui se hâtent d'employer la langue des maîtres pour se valoriser. La seconde, sur la croissance de l'ignorance, dans les zones défavorisées, cette inculture provenant :

- ❖ du crétinisme sidéral de pseudopédagogues qui ont imposé le collège unique, la disparition de l'autorité des enseignants & l'adaptation des programmes au niveau faible des élèves en difficultés, car c'était plus facile que de réfléchir aux raisons du développement de l'échec scolaire & moins coûteux que d'essayer de faire progresser les élèves ;

2) de la dissipation des perspectives d'avenir radieux, qui illuminèrent les *Trente Glorieuses* (1946 à 1975) ;

- ❖ de la progression du soimémisme consommationniste ; le soimémisme se définit comme l'attitude consistant à vouloir rester tel que l'on est à un instant donné ; un argument de paresseux stupides & de nuls qu'on résume, ainsi : « *Je suis bien comme je suis, je ne vois pas*

pourquoi je changerais ! » ; *c'est le nouvel avatar de la résignation assumée* ; il se complète par la boulimie de consommation & la confiance, dans le hasard, grâce aux loteries & aux jeux télévisés, pour améliorer son sort. ; c'est une recherche désolée d'affirmation identitaire, d'autant plus désespérée, que se singulariser s'avère difficile quand on consomme les mêmes produits d'où : la prolifération des mutilations profanes (*piercings, tatouages*) ; les catalogues d'objets dits révolutionnaires, exaltant des idées dont on ignore le plus souvent la signification ; la multiplication des tenues plus ou moins provocantes choisies sur des publicités de vente par correspondance ou dans de grandes surfaces ; c'est la raison du succès du *tuning*, mot difficilement traduisible, car détourné de son sens premier (*réglage*), & qui, en jargon publicitaro-jeune, indique, l'emploi d'accessoires ou de traitements, qui permettent de différencier un objet de grande consommation d'un autre (*morceaux de plastiques colorés, épinglettes, autocollants, déchirures de vêtement, etc.*) & des individus se percevant interchangeables (*piercing, marquages, coloration exotique ou coupe originale des cheveux, etc.*).

3) *Les religions chrétienne & juive* : un mécréant confirmé ne peut échapper aux références bibliques & évangéliques. Même extrêmement lucides & critiques, à leur propos, nous avons élaboré nos valeurs, en opposition ou en symbiose, avec celles de ces trois cultes (*judaïsme, catholicisme & protestantisme*). Mais d'autres confessions peuvent s'intégrer sans trop de problèmes dans notre identité, comme les extrêmes orientales (*bouddhisme, hindouisme*) pas parce qu'elles heurtent moins nos mentalités que l'islam islamiste, mais en raison de leur tolérance ou de leur imprégnation culturelle triséculaire de nombre de nos intellectuels !

4) *Notre devise* : « *Liberté, Égalité, Fraternité* », elle comporte trois notions de plus en plus méprisées : la *liberté* se réduit à celle de gagner un maximum d'argent ; *l'égalité* se fait à deux vitesses, par la précarisation latente de l'immense majorité pour faciliter l'existence d'une petite minorité ; la *fraternité* se limite à des manifestations festives, à jours fixes, décidées par les autorités (*compétitions sportives, com-*

mémorations diverses, fêtes publiques, raves parties) & à la solidarité. Elle a inspiré la Déclaration des Droits de l'Homme & du Citoyen, & son avatar onusien, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme & du Citoyen (DUDHC).

5) *La laïcité* : grâce à elle des confessions antagonistes peuvent cohabiter sans tueries dans ce pays (catholique, protestante, juive, orthodoxe, musulmane, & autres sectes). Bien sûr, ces religions s'unissent, pour le moment, afin de faire disparaître la laïcité, une plaie permanente ; ensuite, elles reprendront leurs conflits ⁵³.

6) *Notre hymne national* ⁵⁴ : beaucoup le critiquent parce que c'est un chant guerrier. Pour moi, il rappelle, avant tout, que toutes les puissances européennes se sont liguées contre la République naissante & que seule l'union d'un peuple put vaincre cette puissante coalition. Nous ne devons pas oublier cette leçon, toujours actuelle, au nom d'un pacifisme malvenu ou d'un intellectualisme dévoyé !

7) *Le centralisme étatique & son corollaire le parisianisme paranoïaque* : ils s'avèrent des handicaps pour le développement de notre pays, mais aussi des atouts : l'attrait de notre capitale perdurant sans commune mesure avec son charme ⁵⁵.

8) *Notre art de vivre* : si difficile à cerner, que l'on n'en trouve pas de définition précise. Que l'on puisse s'y livrer ou pas (car il coûte prou !), il conditionne nos façons de nous comporter au travail & dans nos loisirs, malgré les pressions entrepreneuriales & publicitaires, qui voudraient nous limiter à la production & à la consommation. Il repose sur :

- ❖ l'art culinaire novateur, il intègre plus de recettes que ceux de tous les autres pays réunis ;
- ❖ l'alcoolisme mondain ⁵⁶, représenté par les pots, les réunions entre amis ou collègues où l'on boit, généralement, peu d'alcools en les accompagnant de mets plus ou moins diététiques ;
- ❖ la fréquentation des cafés & des associations, en tant qu'usagers réguliers, permet de sortir du cadre familial ;

- » les pratiques du bénévolat associatif, des loteries, des sports populaires ou snobs, du bricolage, du jardinage, de la chasse & de la pêche ;
- » le pragmatisme, dit aussi *débrouille* ou *système « D »* ;
- » les sorties culturelles, cinémas, théâtres, concerts &, même, musées & bibliothèques ;
- » les activités familiales, de plus en plus remplacées par la télévision & les loisirs collectifs ;
- » les usages spécifiquement régionaux (*baignades, randonnées, activités locales, etc.*) ;
- » & sur l'esprit français, concept se révélant aussi vague que significatif.

9) *La survalorisation du mérite* : ou plutôt des diplômes & des titres qui sont censés en être les emblèmes. Malgré la notoriété de l'obtention de diplômes par des crétiens patentés, fils ou filles de médecins, de notaires, etc., malgré la dévalorisation de ceux des premiers niveaux, ils demeurent la marque privilégiée du gréganisme bourgeois & la justification absurde d'écart de revenus obscènes.

10) *Notre système de solidarité*, les intégristes libéraux voudraient le supprimer, alors qu'il s'avère un élément clé de notre identité, même si son institutionnalisation est récente. Même si l'on en pointe certains abus, néfastes socialement, ceux des usagers, on omet, régulièrement, que *le non-versement des cotisations* par les entreprises & par l'État, que *le train de vie* des médecins⁵⁷, des dentistes, des cliniques privées, des laboratoires pharmaceutiques & de leurs actionnaires, bien plus funestes socialement & économiquement, le menacent gravement.

11) *Les relations entre les sexes*. Beaucoup d'hommes ont encore besoin de rabaisser les femmes pour affirmer une virilité mise à mal par la supériorité intellectuelle de leur compagne ; mais, même si nous devons, encore progresser considérablement, les femmes sont des acteurs⁵⁸, à part entière, de la vie économique, sociale & politique de notre pays ; cela le rend incompatible avec les religions

rétrogrades & les cultures traditionnelles, sans oublier une décroissance réactionnaire ⁵⁹.

12) *Le chauvinisme de pacotille*, représenté par l'esprit de clocher. En effet, par rapport aux Britanniques, aux Allemands, aux États-Uniens, aux Japonais ou aux Chinois, nous sommes des modèles d'internationalisme. *Primo*, dès que leur fortune est menacée, nos élites s'expatrient ou appellent l'étranger au secours. *Secundo*, dès que le porte-monnaie est en cause, le peuple lui-même, oublie les grands élans patriotiques pour acheter ce qu'il trouve de moins cher ou de meilleure qualité, selon les produits.

Nous n'affirmerons pas indispensable l'adhésion à tout ce qui précède, pour être Français, mais cela fait partie de notre identité, que l'on soit pour ou contre. En revanche, ne pas souscrire, partiellement ou totalement, à une majorité de ces points, ne pas les intégrer tous dans son référentiel culturel équivaut à rejeter l'identité française ! Cependant, cette énumération, même si on la juge exhaustive, ce qui n'est pas certain, ne suffit pas. Il y manque, au moins, un point informel, distinguable de l'art de vivre : *les relations aux objets & aux autres qui se distinguent de façon subtile de celles existant dans d'autres cultures*. Ainsi, les potagers anglais diffèrent, dans leur aspect & dans leur organisation, plus de la plupart des français que ceux bretons, des provençaux, alors que, dans tous, on retrouve les mêmes plantes ou presque. Cette présentation éclaire la manière dont se manifeste cette différence d'approche de la vie quotidienne, qui semble perdurer malgré le rouleau compresseur de l'appauvrissement anticulture consommationniste.



De fait, un immigré a peu de chance d'avoir l'identité française. Cela signifie-t-il qu'il faut le renvoyer chez lui ? Ces deux questions ne sont pas liées ! Vouloir les unir, c'est avant tout chercher à justifier l'injustifiable : *les expulsions honteuses de travailleurs en situations irrégulières*. Notre pays s'est déjà illustré, dans le passé, entre 1932 & 1939, par une criminelle politique restrictive de l'immigration, qui lui a permis d'expulser en Allemagne nazie, des Juifs allemands qui dési-

raient, probablement, ôter le pain de la bouche des Français ; M^r Besson suit la même ligne politique, avec, entre autres, les Afghans.



Le principal problème que pose cette définition est le niveau d'adéquation entre ces critères & leur application.

D'une part, on peut être de nationalité étrangère & posséder l'identité française, tout comme l'inverse peut s'avérer. D'autre part, peut-on considérer comme la possédant : ces colonisés ne pensant qu'en américain ? ces riches plaçant leur fortune à l'abri dans un paradis fiscal ou s'expatriant pour payer moins d'impôts ? etc. La liste est longue de ceux dont on peut suspecter la francité ! De même, un ultra-réactionnaire doutera de celle des laïques ou des francs-maçons, etc. Mais des critères plus objectifs existent : tous ces Étrangers s'étant fait tuer pour défendre l'image qu'ils avaient de notre patrie, étaient-ils moins français que ces Français partis se mettre à l'abri, lors des dernières guerres, loin du théâtre des opérations, afin de profiter de leur argent ?

Qui décidera de la possession de l'identité nationale ? allons jusqu'au bout ; posons-nous des questions, aussi bien pour les résidents détenant la nationalité française, que pour ceux ne la possédant pas : *un patron, ou un administrateur, du MEDEF, qui délocalise & ferme des usines*, mérite-t-il l'identité française ou la nationalité française ⁶⁰, si l'on veut lier les deux ? Car, alors que ses bénéficiaires sont non négligeables, il *bafoue la fraternité* de notre pays, en reniant la solidarité, & *l'égalité*, en plaçant des citoyens dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins ; en effet, une personne, ayant exercé pendant plusieurs années un métier très spécialisé, aura du mal, passé quarante ans, à ravoïr un poste (*Dans la logique libérale, se déplacer suffit pour retrouver un ! en pratique on compte, en France, en Europe & dans le monde, moins d'emplois que de demandeurs !*) Faut-il le déchoir de la nationalité française, l'interdire de séjour, le dépouiller des biens acquis grâce au travail de tous les Français & intimer au voyageur BESSON de le mettre dans un avion nolisé, pour la contrée du Tiers-Monde de son choix ? Si l'on expulse des sans-papiers ne demandant pas mieux

que d'enrichir notre pays, par leur boulot, il faut punir, sévèrement, ceux qui cherchent à l'appauvrir !



Le problème est complexe, mais si l'objet est de préparer des *charters* de pauvres, afin de faciliter la spéculation immobilière dans les banlieues, même un de nos ministres débiles peut apporter une réponse aussi simple que stupide, adaptée à la connerie en devenir !

Si l'objectif est de ressouder l'électorat UMP derrière une xénophobie sans complexe, ou de remettre en selle le Front National, il est, partiellement, atteint. Tous ceux qui depuis des années souffrent des comportements gênants de leurs voisins étrangers⁶¹, de préférence, laissent libre cours à leur ressentiment recuit dans la honte de ne pas oser le dire en face, à des fauteurs de troubles, certainement protégés, par la bêtise bien-pensante & par la diminution des moyens des forces de l'ordre organisée par NICOLAS SARKOZY depuis 2002.

La majorité de la population souffre plus des petits privilèges des voisins (droits : de faire du bruit n'importe quand, de se garer n'importe où, de saccager les entrées ou les abords des lieux d'habitations, de vider ses poubelles dans la rue, de vandaliser quotidiennement, de bénéficier d'aides injustifiées pour glandeurs, d'agresser impunément les personnes âgées, de regarder de façon méprisante les *bons Français*, etc.), que de voir les superprérogatives d'une haute bourgeoisie qu'elle ne connaît pas, mais qui la prend, elle en particulier & le peuple en général, pour un ensemble de cons finis, au sens usuel du mot ! Elle a, pour une fois, l'occasion de dire tout le mal qu'elle pense de ceux qui la font, visiblement, souffrir & elle ne s'en prive pas !

S'il s'agit de réfléchir à une charte à laquelle les futurs immigrés devront adhérer, comme cela se pratique dans d'autres pays, cela crée du sens ; dans ce cas, ce ne sont pas les pseudodébats, organisés, dans les préfectures, entre béni-oui-oui, qui permettront d'y arriver !



On l'a dit, l'islam ne fait pas partie de l'identité française, tout comme le bouddhisme, l'hindouisme, le christianisme orthodoxe,

copte ou arménien ; cela signifie-t-il qu'un musulman ou un bouddhiste ne pourraient jamais acquérir l'identité française ? Non, car personne ne se soumet aux onze critères susmentionnés. Certains sont essentiels : *la langue, le respect de la devise, celui de la laïcité, la volonté d'être solidaire, l'art de vivre*. Les citoyens français, ne se pliant à aucun des six autres points, sont nombreux, ceux, ne suivant aucun de ceux-là, sont plus rares. Les croyants dits modérés, c'est-à-dire ceux respectant les lois républicaines & considérant que la religion doit rester dans le domaine privé, même s'ils n'hésitent pas à militer pour obtenir des lois ne gênant pas leur pratique religieuse, n'ont aucune difficulté avec l'identité française. Ceux qui ont des problèmes avec, ce sont les intégristes :

- ◆ *musulmans*, ils cherchent à imposer des mœurs étrangères à notre société ;
- ◆ *chrétiens*, ils veulent restaurer des *habitus* désuets ;
- ◆ *juifs*, ils ne pensent qu'à défendre la cause israélienne au mépris des droits de l'homme & donc de notre devise ;
- ◆ *libéraux*, ils ne songent qu'à s'enrichir en méprisant, l'égalité, la solidarité, & la liberté quand elles s'avèrent des obstacles à leur avancement.

Mais, souhaite-t-on, réellement, sanctionner, une personne violant un des principes définissant notre identité nationale ? &, si oui, quelles sanctions proposera-t-on ? Quels faits retiendra-t-on à charge ?

À titre d'exemple, on peut préconiser : la déchéance de la nationalité⁶² ; l'interdiction de séjour ; & la saisie des leurs avoirs ; cela concerne les intégristes précités & tous ceux qui ont quitté notre pays afin de payer moins d'impôts : les Aznavour, les Dards, les Delon, les Halidays, les Yanne & tous les plus ou moins anonymes qui les imitent ; ils ne sont plus des citoyens français dignes de ce nom. Mais il y a là, un glissement sémantique de l'identité française à la citoyenneté française qui devrait poser problème à tout national honnête !

Inversement, il serait normal d'attribuer une distinction propre à tous ces étrangers, qui se reconnaissent dans nos valeurs & qui se battent pour les défendre.

Mais nos gouvernants ne songent pas à ceux créant le plus de difficultés, car, fortunés, ils ont toutes les excuses ! Les milliers de riches improductifs coûtent, probablement, cent fois plus, aux contribuables & aux citoyens, que les imaginaires millions de parasites pauvres, mais faire la chasse aux seconds peut s'avérer électoralement plus intéressant que de la faire aux premiers qui en plus sont des amis de nos décideurs.



Au final, l'identité française suppose, *a minima* : la pratique de la langue, l'adhésion à l'idéal démocratique garanti par notre devise & par la laïcité. Elle s'avère difficilement compatible avec le nolisage d'avions afin d'expulser des indésirables, avec le bouclier fiscal & avec les autres stupidités accomplies par notre gouvernement depuis 2007.

Mais l'immigration incontrôlée reste une difficulté fondamentale : comment peut-on accepter l'arrivée d'immigrés avec ou sans qualification professionnelle, alors que nous n'arrivons pas à aider correctement les résidents déjà installés ?

Ce n'est pas, seulement, un problème d'appropriation injuste des ressources ! Certes, une meilleure utilisation de nos impôts & la suppression des niches fiscales amélioreront la situation, mais nous ne pouvons pas accueillir un nombre toujours plus élevé d'allochtones. L'inertie des comportements rend le processus d'incorporation lent ; nous ne pouvons, de fait, assimiler beaucoup d'immigrés simultanément ! & sans déculturation, nous favorisons le racisme & la xénophobie. Ce changement de références culturelles, est, certes, inconfortable à vivre, mais il s'avère une chance pour ceux, qui le vivant, l'assument, il enrichit leur personnalité ; pour ceux le refusant, seuls le communautarisme & le repli sur soi diminuent les souffrances résultant du refus de s'adapter à la société dans laquelle ils veulent subsister.

Il existe, en outre, un problème politique, généralisé, de volonté d'intégration d'étrangers, que les mesures antimariages mixtes montrent assez ⁶³ ! Les partis d'extrême droite & les politocards de l'UMP craignent un *jaunissement* ou un *noircissement* de la population, d'autant plus incompréhensible qu'ils apparaissent bronzés, une partie de l'année ! Pourtant, le pourcentage de cons racistes devant être le même chez ces nouveaux arrivants, ils sont assurés d'y trouver de nouveaux adhérents.

Nous devons les inciter à rester chez eux, peut-être, en améliorant leur situation économique, politique & sociale. Sachant que cela ne pourra pas se faire dans le cadre d'une croissance infinie, pour cause d'épuisement des ressources, nous essaierons de déterminer, avec eux, les moyens d'y arriver. Ça dépasse largement le cadre de l'assistance humanitaire ! Cela implique de trouver un paradigme motivant, pour eux & pour nous, afin d'aboutir à une solution viable des problèmes d'immigration.



Reste que la principale agression contre l'identité française n'est pas, aujourd'hui, le fait des islamistes, mais celui des multinationales qui nous conditionnent :

- ◆ à manger des OGM, des nourritures aseptisées fades & grasses, bourrées d'antibiotiques ;
- ◆ à écouter de la bouillie musicale prédigérée ;
- ◆ à voir des émissions de télévision qui reprennent tous ces préceptes bienveillants qui pavent l'enfer⁶⁴ ;
- ◆ à utiliser des téléphones portables pour donner du sens à des existences creuses ;
- ◆ à consommer toujours ce qui est mieux sans se poser la question de savoir si l'amélioration justifie réellement l'acquisition ;
- ◆ à réclamer de la marque, même si c'est au détriment d'enfants ou d'adultes, qui vivent loin de chez nous ;
- ◆ à vouloir du chimérique développement durable ⁶⁵ ;
- ◆ à croire aveuglément au réchauffement climatique (Le mutisme des médias français quant aux doutes qui y sont relatifs, est la meilleure preuve du totalitarisme rampant, lié à la pensée unique libérale, qui s'installe dans ce

pays, du fait de la concentration des médias dans quelques mains. Dans toutes les autres démocraties, on écoute les climatosceptiques & on révèle les malhonnêtetés intellectuelles commises par des membres du GIEC, afin de valider leur modèle d'évolution du climat. Des changements se produisent, indéniablement : réchauffement à certains endroits, refroidissements à d'autres, hausse du niveau de l'océan ici, baisse là, car son altitude n'est pas uniforme ; elle varie d'une dizaine de mètres, sauf erreur, entre le point le plus bas, en dessous du niveau 0 & le plus haut, au-dessus du niveau 0.) ;

- ◆ à considérer des fumisteries comme des œuvres d'art ;
- ◆ à dénier la crise en nous incitant à consommer toujours plus ; etc.

Cette volonté de décérébrer un maximum de personnes semble s'inscrire dans un cadre plus vaste de préparation anesthésiante des mentalités aux mesures draconiennes (restrictions des libertés, rationnements, autoritarisme accru) nécessaires pour affronter les problèmes, qui vont commencer à se présenter, même si nous en nions l'existence. Mais c'est un autre dossier.



La raison d'être du débat gouvernemental sur l'identité nationale s'avère le grappillage de voix, en vue des futures élections régionales, en dressant certains Français contre les Français & les étrangers, musulmans ; mais les contributions, majoritairement, xénophobes de ce débat & l'écho rencontré par le récent vote de nos voisins suisses montre, au moins, deux choses :

- ◆ le décalage complet entre les élites & le peuple ;
- ◆ la peur, enfin dévoilée de l'invasion islamiste, baptisée musulmane par les débiles.

Objectivement, le seul danger encouru est celui provenant des islamistes ; subjectivement, deux facteurs semblent générer la xénophobie :

- ◆ l'insécurité grandissante, car même dans les petites villes de province, l'agression de femmes âgées afin de voler leur sac à main, jadis réservée aux grandes cités, s'est développée, depuis que M^r Sarkozy a supprimé la police de proximité & réduit les moyens des policiers & des gendarmes ; les jeunes maghrébins désœuvrés formant un bouc émissaire présentable ;

» les voisins insupportables, nécessairement musulmans étrangers ou cons français, car jugés bruyants (vivant à 7 dans un minuscule F4 ou faisant souvent la fête) & sales (poubelles vidées n'importe où, dégradations commises par des drôles laissés à eux-mêmes. Dans les sociétés traditionnelles, on abandonne les petits, toute la journée, & les anciens du village s'occupent d'eux en l'absence des parents ; dans la nôtre, les migrants du Tiers-Monde continuent à faire de même, mais il n'y a pas de vieux pour en prendre soin. C'est une explication, parmi d'autres ! Mais l'abandon culturel des jeunes concerne, également, de plus en plus, ceux des non-immigrés : la tendance parentale étant de confier aux chaînes de télévision, aux radios & à l'école, le soin d'élever ses enfants afin, parfois, de s'épanouir, personnellement, dans la consommation de loisirs.)



LAÏCITÉ & MINARETS

Le référendum suisse sur l'édification de minarets nous interroge, car, d'un point de vue laïque, inscrire, dans la constitution d'un pays, une interdiction relative à des constructions spécifiques d'un culte pose, *a priori*, un problème.

Il suscite des réactions sidérantes :

- ◆ les libéraux de droite & de gauche, fidèles à leur tradition de mépris du peuple souhaitent faire revoter les Helvètes, car le résultat ne leur convient pas ;
- ◆ les intellectuels de gauche, fidèles à leur tradition de pédalage dans la choucroute, s'indignent d'une atteinte à la liberté de religion sans avoir lu le projet & les arguments s'y rapportant ; car, lors d'une consultation populaire, tous les électeurs concernés (du canton ou de la fédération selon que la votation est locale ou nationale) reçoivent un document composé de l'avis du conseil fédéral, du texte soumis au vote, d'un argumentaire des déposants, d'un du gouvernement ; ici, celui des remettants comporte deux éléments, un irrecevable par un laïque : *la lutte contre l'invasion musulmane* ⁶⁶ ; l'autre acceptable par un laïque, même mal formulé, *la protection de la tranquillité des riverains & du paysage* ; en toute logique, ce deuxième volet devrait être étendu aux clochers ;
- ◆ les laïques bornés, fidèles à leur tradition anticléricale, se félicitent d'un revers pour une religion.

Enfin, un politocard se ridiculisa de façon remarquable (DANIEL COHN-BENDIT). Au lieu de réclamer un nouveau vote des Suisses en bon sociolibéral, il incita l'Arabie Saoudite à boycotter les banques suisses ! Il pulvérise les records d'inepties d'une exceptionnelle année 2009, fertile en stupidités émises par les orfèvres de l'UMP, par leurs alliés & par les caciques du PS.

Quand on regarde de près ce qui s'est passé, on s'aperçoit que ce n'est pas le culte islamique qui a été interdit, mais uniquement l'édification de minarets ; cela n'empêche pas plus de construire des mosquées que celle de l'érection des clochers ne prohiberait celle d'église ⁶⁷. Une des tares de nos sociétés est de légiférer sur n'importe quoi ! Une loi sur

la laïcité devrait définir ce qu'elle est, à partir de quel moment un acte culturel est public, ou dans quel cadre on le considère comme privé. Exemple, se nourrir est l'action privée par excellence, même si on le fait en public, on est seul lorsqu'on mâche ; donc, proposer des menus *halal*, *casher*, relève de la laïcité bien comprise ; en revanche, se promener dans la rue, entrer dans un magasin, ou dans un établissement public, sont des gestes relevant de la sphère publique, dans laquelle les manifestations religieuses doivent être proscrites. De même, aucune loi ne devrait défendre la construction de minarets ou de clochers, s'ils ne contrevennent pas aux règlements d'urbanisme, mais une pourrait prohiber l'usage des cloches ou les invitations à la prière. Cela soustrairait les riverains non musulmans des mosquées aux appels à la prière, tout comme interdire l'utilisation des cloches des campaniles éviterait aux bordiers non chrétiens des églises & des temples de subir les sonneries de bourdons⁶⁸. Il faut tout de même rappeler que les tours confessionnelles sont des vestiges du Moyen-Âge, c'est-à-dire, d'une époque où n'existaient ni radios, ni télévisions, ni téléphones, ni réseaux informatiques. Quand, aujourd'hui, une information fait le tour du monde en quelques minutes, une incitation aux exercices de piété, sur une station religieuse, relayée, éventuellement, par des appels sur les portables, durerait moins longtemps ; pour ce qui est des alertes (*seconde fonction des beffrois en périodes troubles*), la combinaison des sirènes & des radiorécepteurs s'avère parfaitement organisée.

Ensuite, l'islam, comme le judaïsme⁶⁹, comme le christianisme, n'est une religion ni démocratique ni laïque : elle est révélée ; en d'autres termes, ses sectateurs la pensent d'origine divine ; de ce fait, tous les mortels doivent pouvoir *bénéficier* de ses enseignements ; tant que ce résultat ne sera pas obtenu, il faudra que les musulmans s'y attellent. Il s'agit du credo des fondamentalistes musulmans, depuis **IBN KHALDOUN** au XIV^e siècle. C'est aussi, pour les chrétiens, celui de la très catholique *Opus Dei* ! Cela ne signifie pas que l'on ne puisse être mahométan & démocrate, chrétien & démocrate ou juif & démocrate, mais qu'il se trouvera toujours des fidèles de ces cultes pour préférer les lois divines, telles qu'ils les comprennent, aux lois humaines. Tous les musulmans n'approuvent pas ce credo⁷⁰, mais les islamistes y croient fermement⁷¹ ; les modérés n'osent jamais s'y opposer en public que ce soit : par manque

de sensibilité laïque, par peur de passer pour des impies ou de subir une répression féroce ; car la force de cette confession n'est pas dans son clergé, mais dans l'autocontrôle social des croyants & de leur famille. C'est pourquoi les islamistes tentent d'imposer toujours plus leurs dogmes ; c'est pourquoi il faut refuser toute concession (*voile, burka, mixité sportive, mixité tout court, minarets, etc.*) *Seule la laïcité permet de faire cohabiter une religion révélée* (Il n'y en a que trois, les trois monothéismes : judaïsme, christianisme, islam.) *avec d'autres sectes & avec l'absence de religion.* Car la mécréance athéiste est une atteinte intolérable aux cultes. Pour eux, *seuls un malheureux, un fou ou un possédé peuvent ne pas croire !* **Combien de croyants peuvent admettre qu'on peut être un athée mécréant, heureux, sain d'esprit & de corps & même posséder, à défaut d'être possédé ?** L'intolérance envers les incroyants n'est pas spécifique de l'islam : aux États-Unis, pays théoriquement laïque, à majorité chrétienne (Le président Bush a affirmé, sans provoquer d'indignation, que, pour lui, les athées n'étaient pas de vrais citoyens américains.), les impies ont autant de mal à se faire entendre qu'en Turquie, un autre État laïque, à majorité musulmane, où, en plus, ils sont harcelés. Cependant, malgré la persécution islamiste, la tradition laïque y reste forte ; la soutenir est la seule raison valable pour défendre l'adhésion à l'Europe de cette contrée, qui par sa culture, sa géographie & son histoire appartient au Moyen-Orient & non à l'Europe. Il y aurait en France entre 20 & 30 % d'athées, ils seraient entre 0,5 & 5 % en Turquie & aux États-Unis, selon les enquêtes ⁷². Mais les grands groupes multimédias sont tous aux mains de croyants.

La particularité des monothéismes (c'est-à-dire, des religions dont les dogmes viennent directement du divin unique, même s'ils sont contradictoires de l'une à l'autre ou à l'intérieur d'une) c'est qu'ils disent tout & son contraire ; comme il est impossible pour un fidèle de croire tous les canons, chacun peut concocter son propre mélange ; la nature humaine étant ce qu'elle est, la majorité préfère confier, à un petit nombre, le soin de décider ce qui est bon pour elle ; il y a donc dans chacune :

♦ au moins, *un ensemble ultra-réactionnaire*, qui ne contient que des dogmes qui avaient un sens au moment de la création de la religion, même s'ils n'en ont plus de nos jours ; dans le cas de l'islam, cet assemblage domine aujourd'hui, car il semble que la défaite des

modérés soit liée à celles qui ont stoppé l'expansionnisme musulman, puisqu'elles l'on fait reculer devant les Francs, les Mongols, les Espagnols, les Anglais & les Français par la suite ; pour un croyant, il y avait deux explications possibles à cet arrêt : « *Dieu nous a punis parce que nous ne suivions pas correctement ses préceptes !* » & « *Dieu préfère le paganisme ou le christianisme à l'islam !* » ; la seconde étant inacceptable pour un islamiste, la première a été choisie, engendrant le mythe de l'islam pur, car ascétique, issu du désert ! De même, l'intégrisme chrétien naquit des hérésies & se développa après la réussite iconoclaste de 1789 &, depuis 220 ans, il n'a pas cessé de remettre en question les acquis révolutionnaires ;

♦ au moins, *un ensemble réformiste*, qui ne contient que les dogmes qui ont encore un sens à notre époque, celui retenu par les chrétiens, les juifs ou les musulmans progressistes.

Le problème que nous pose l'islam, aujourd'hui, est que les ultraconservateurs y ont le pouvoir, & que les progressistes se taisent, afin de protéger leur existence. Plusieurs intellectuels musulmans qui ont dénoncé les pratiques des intégristes ont dû quitter leur patrie ; en France, un professeur de philosophie, Français, non musulman, & libre-penseur doit se cacher pour leur échapper. Ces ultraconservateurs sont financés par les monarques arabes corrompus qui achètent ainsi leur maintien au pouvoir, avec le soutien des pays occidentaux & de la Chine, à qui ils offrent du pétrole bon marché.

Si demain les musulmans modérés venaient à faire une manifestation, contre les islamistes ou contre le terrorisme islamiste, non seulement je les applaudirai, mais, en plus, malgré mon horreur des manifestations, malgré ma conviction de la nature néfaste des monothéismes pour tous les humains, je me joindrais à eux.

Mais, pour cela, le Gouvernement devrait montrer du courage politique & cesser de soutenir les mouvements islamistes, qui ont, déjà, l'appui financier & politique de dirigeants musulmans fous (*Iran, Libye, Turquie*) ou corrompus (*pays du Golfe*).

L'exemple de l'Inde parle de lui-même : l'hindouisme est une religion tolérante (*L'intégrisme hindouiste est né en réaction aux provocations des islamistes & des chrétiens !*), mais les musulmans ont souhaité se regrouper dans un pays autonome lors de l'accession à l'indépendance, en

1947. Ce pays, le Pakistan, se divisa, par la suite, en deux, le Pakistan Oriental, devenant indépendant sous le nom de Bangladesh, en 1971. Mais des musulmans sont restés en Inde & trente ans après, ils ont commencé à fomenter des troubles, ils continuent à en manigancer & ils ne s'arrêteront que quand tous les hindous seront convertis à l'islam ⁷³, c'est-à-dire jamais.



Cependant, même si, laïquement parlant, la décision de nos voisins est légitime ⁷⁴, les raisons de leur vote ne sont pas laïques. Elles manifestent la peur de l'*invasion musulmane*. Citons le titre du document de défense de la votation en cause, « *Oui à l'interdiction des minarets – Non à l'islamisation de la Suisse* », & le premier paragraphe, « *Si 56 600 musulmans vivaient en Suisse en 1980, ils seront bientôt près d'un demi-million. Cette rapide augmentation pose des défis majeurs à la Suisse, car les musulmans vivant dans notre pays ne se bornent pas à exercer leur religion ; ils font de plus en plus valoir des exigences politiques & juridiques. Le minaret n'a rien à voir avec la religion. Il est le symbole d'une revendication de pouvoir politique & sociale de l'islam. « Notre démocratie », a dit le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, citant un poète turc, « est uniquement le train dans lequel nous montons jusqu'à ce que nous ayons atteint notre objectif. Les mosquées sont nos casernes, les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques & les croyants nos soldats » [rougi par nos soins]. Il n'est pas question ici de religion, mais bien davantage d'impérialisme politique. Le minaret devient le glaive de l'islamisation politique.* » Ils sont hautement significatifs, il s'agit de peur & non de laïcité.

Or, prendre le problème sur ce plan, c'est se placer sur le terrain des islamistes. Ils en profiteront pour augmenter la pression sur les musulmans modérés & sur les politiques occidentaux. L'argumentaire du gouvernement suisse contre cette votation n'est pas très sérieux : il reprend les arguments des islamistes sans réflexions ; comme si interdire les minarets revenait à empêcher l'exercice du culte islamique ! alors même que, dans la Confédération, seulement quatre établissements de prières musulmans, sur plus d'une centaine, en ont un. Le Conseil fédéral & le Parlement suisses sont aussi nuls que notre Gouvernement & notre Parlement. Peut-être ont-ils, même, des Rafales® à vendre, car la position semble la même : *ne pas contrarier des acheteurs potentiels richissimes*. Les politocards libéraux sont

fermes avec les dictateurs qu'ils ne protègent pas & ils s'aplatissent devant ceux pouvant enrichir leurs amis. De plus, en France, l'intégrisme musulman est un moyen peu coûteux de contrôler les banlieues déshéritées.

Respecter la laïcité s'avère le seul moyen de lutter contre les islamistes & les intégristes chrétiens ou juifs, en condamnant, éventuellement à la prison, mais surtout à des amendes considérables, tous ceux y portant atteinte. Cela suppose de réfléchir à ce qu'est la laïcité, mais cela ne dispense pas de s'interroger sur les moyens de parer au communautarisme islamique (*libéralisation de la drogue, rétablissement du droit, sort des femmes, etc.*)



La peur d'une invasion islamiste n'est pas chimérique ⁷⁵ : ceux-ci ont l'intention de faire régner leur religion sur toute la planète, l'or noir leur en fournit les moyens pour encore quelques années. BEN LADIN, AHMADINEJAD, KHADAFI, & les autres irresponsables musulmans ont, tous, tenu, à un moment ou à un autre, des discours identiques à celui d'ERDOGAN, rougi par mes soins ; IBN KHALDOUN, un Nord-Africain, génial précurseur de la méthode sociologique, énonçait déjà ces arguments, il y a plus de six cent quarante ans dans son livre *Al-Muqaddima*. *Il ne s'agit pas de rodomontades, mais d'une conviction profonde !* Partout, ils essaient de développer un communautarisme fort, un des deux piliers du contrôle social nécessaire à leur prospérité, l'autre étant la désespérance des individus.

L'absence de réactions des pouvoirs publics devant leurs exactions (*oppression des femmes, manifestations antijuives* ⁷⁶, *passages à tabac, trafic de drogues*) facilite leur développement ; regardez la différence de traitement entre celui des quatre hurluberlus qu'un ministre débile a, par erreur, qualifiés de terroristes, à Tarnac, l'impunité totale dont bénéficient les bandes des banlieues financées par les islamistes & celle des *traders* ; pourtant, qui trouble le plus l'ordre public ? De même, il s'avère impensable de laisser le Conseil des musulmans français entre les mains d'associations islamistes à dissoudre d'urgence. À ce jour, les musulmans & les non-musulmans, qui veulent dénoncer la terreur islamique, ne sont jamais soutenus par les pouvoirs publics. Ce n'est qu'après le lancement d'appels publics au meurtre qu'on leur

accorde une coûteuse protection minimale ! Cette terreur explique, en partie, le silence des modérés : ils savent que manifester leur opposition les fera harceler, puis menacer de mort ⁷⁷ !

Nous devons favoriser la naissance d'associations de musulmans modérés, ou soutenir, vigoureusement, les existantes, dissoudre les associations islamiques & confisquer leurs avoirs que nous pourrions employer à aider tous les musulmans voulant les combattre.

Nous devons condamner, avec la même fermeté, les ingérences papales dans les affaires publiques ! Les intégrismes juif, catholique ou protestant, ne sont pas plus acceptables que le musulman. Combattre l'un ne doit pas faire oublier les autres ! Tout comme cela ne doit pas nous détourner de la lutte contre toutes les sectes ⁷⁸, qui faisant passer leurs lois pseudos-divines avant les lois républicaines, sapent les fondements de notre société.



Conclusions

Ces notions se révèlent plus liées qu'il n'y paraît de prime abord. Sans démocratie pas de liberté, sans peuple pas de démocratie & sans identité nationale pas de peuple. L'identité nationale est le ciment du peuple, sans elle, il éclate en communautés cohabitant plus ou moins bien !

Sur son site internet, le journal **LE MONDE** a mis en ligne, le 30 décembre 2009, trois réactions de Français (**MOUNIR ABERKANE**, d'origine maghrébine, **MICHKA ASSAYAS**, d'origine franco-hongroise, **MAURICE T. MASCHINO** d'origine non revendiquée) sur l'identité nationale ; ils montrent à quel point la confusion entre identité française, nationalité française & francité est grande, à quel point la xénophobie ambiante peut pervertir les débats.



Articles du Monde

M^r ABERKANE exprime sa gêne d'être stigmatisé étranger, en raison de son faciès, alors qu'il se sent complètement français ! qu'il n'est pas musulman & qu'il est parfaitement intégré, aimant dit-il, Brel & Brassens & faire la fête. [**Ce ressentiment est compréhensible** (Lorsque j'étais étudiant, des cons arabes me traitaient de *Juif* alors que des cons juifs me traitaient d'*Arabe*, je compatis donc totalement !) Mais comment faire : ayant, ou ayant eu, dans mes relations des Arabes, des Berbères, des Iraniens, agnostiques ou athées, totalement occidentalisés, je me souviens que lors des premiers contacts, je ne savais trop comment me comporter ; rien n'indiquait leur non-croyance & l'immense majorité de ces peuples pratique, théoriquement, l'islam. Mais cela n'est pas spécifique des membres de ces ethnies : un libre penseur risque toujours de heurter des personnes plus ou moins croyantes, plus ou moins dogmatiques ou ne pensant jamais par elles-mêmes.]

M^r ASSAYAS dénonce l'absurdité du système pour prouver que l'on est français. [De plus en plus de Français de naissance sont obligés de prouver qu'ils sont Français [?], y compris pour des personnes ayant servi dans l'Armée française ou ayant été fonctionnaires ! & ce sont des situations réservées aux

seuls Français ! La justice voudrait que l'État démontre son attribution induite de la nationalité & non qu'un citoyen prouve que l'État commit une erreur !]

M^{re} MASCHINO pense :

- 1) que les Français se moquent de la liberté des droits de l'homme & de la laïcité, qu'ils n'y adhèrent pas. [Il a entièrement raison, *prétendre l'identité française basée sur l'adhésion à des valeurs est absurde* : cela revient à exclure de l'identité française 97,5 % de la population⁸⁰. La majorité se contente de vivre, elle ne réagit que lorsqu'elle est menacée. Mais la présence permanente & latente de ces valeurs, dans la culture, dans le vécu, des habitants qu'ils soient pour ou contre, comme je l'ai montré plus haut, est essentielle pour l'identité française.] ;
- 2) que la francité est une catégorie juridicopolitique : est français celui qui possède une carte nationale d'identité. [Il confond francité (elle s'avère un concept voisin de celui d'identité française, puisqu'il s'agit de l'ensemble de caractères propres au peuple français, à sa *culture* [111]) & nationalité, pointant son absence de réflexion. Le débat gouvernemental sur l'identité nationale cherche à rapprocher, à des fins électoralistes, notre vision universaliste de l'identité française, de la conception patriotique de l'identité états-unienne, que l'auteur semble avoir adoptée. Cette confusion est accrue par la facilité de passage d'une idée à l'autre, en raison de la xénophobie ambiante ; celle-ci manifeste la peur d'inconnus aux mœurs différentes ⁸¹ d'une part, & par la crainte d'actes d'incivilités perçus comme uniquement d'origine étrangère ⁸² d'autres parts ; ces phobies originent ⁸³ celle des étrangers. La discussion relative à l'identité nationale s'avère très saine, quand on la distingue de celle sur la nationalité. Ce n'est pas l'objectif du gouvernement, qui cherche à rameuter l'électorat du Front National, en raison de la perte de vitesse de l'UMP, le soufflet Sarkozy retombant, à force de mensonges.]



Identité française, nationalité & francité

L'identité nationale existe sous les formes patriotiques (Chine, Japon, États-Unis) ethnocoreligieuse (Israël) ou universaliste (France). En clair, en Chine, au Japon ou aux États-Unis le patriotisme fonde l'identité nationale ⁸⁴, alors qu'en Israël, elle repose sur la mythique notion de peuple juif, défini *laïquement*, en référence au livre saint, la Bible, érigé en livre d'Histoire ⁸⁵, & qu'en France, l'identité nationale se base sur la

combinaison de valeurs universelles & d'éléments historiques locaux. Le patriotisme étant, chez nous, connoté d'extrême droite & de droite, l'universalisme de gauche & d'extrême gauche, il est tentant pour des apprentis sorciers réactionnaires de vouloir remplacer une identité française gênante par une plus conforme à leurs idées.

Cette identité nationale, souvent confondue avec la nationalité, est proche de la francité. Il importe, donc, de finir de clarifier ces notions.

△△△

Francité

Les mots *francité*, *négritude*, *maghrébinitude*, *extrême-orientalitude*⁸⁶, semblent à forte connotation raciste, même en les employant à la suite de M^R SENGHOR, sans arrières-pensées racistes. Cette notion d'identité populaire a, sûrement, un sens, pour certains peuples : le japonais, l'anglais, l'écossais, le gallois ou l'irlandais, par exemple. Mais dans notre cas, comme dans celui des nègres chers au poète & chef d'État sénégalais, elle ne semble pas en avoir ; car notre peuple fusionne des individus de diverses origines, en réalisant l'osmose entre des cultures régionales fortes (Bretagne, Aquitaine, Pays Basque, Provence, Alsace, Nord, Antilles, La Réunion, Paris) & des minorités ethniques (italienne, espagnole, portugaise, polonaise, nord-européennes, malgache, *pièd-noir*, maghrébines, africaines, asiatiques) plus ou moins nombreuses. L'identité française assure la cohésion populaire, en cimentant une communauté nationale unique. De fait, tous les communautarismes nous mettent en péril, qu'ils soient sectaires, ou chrétiens, musulmans ou juifs pour les religieux, ou ethniques (maghrébins, africains, asiatiques, européens, *pièd-noir*, harkis).

△△△

Nationalité

On l'a vu, la tradition française repose à la fois sur le droit du sol & sur celui du sang. Ce dernier détermine la nationalité d'une personne en raison de la filiation, c'est-à-dire de la nationalité de ses parents ; ainsi, l'enfant, dont l'un des parents est français, est français à sa naissance, qu'il soit né en France ou à l'étranger. Le droit du sol détermine la nationalité d'une personne en raison de son lieu de naissance ;

ainsi, l'enfant né en France, dont l'un des parents (de nationalité française ou étrangère) est lui-même né en France, est français à sa naissance.

Mais une loi de 2005 & son décret d'application restreignent considérablement, l'application de ces articles du Code Civil. En effet, désormais, les formalités deviennent complexes pour refaire votre carte nationale d'identité ou votre passeport, si l'un de vos parents est né à l'étranger.

Parmi ces démarches, l'obtention d'un certificat de nationalité française s'avère ubuesque ; elle nécessite les pièces suivantes, à joindre à la demande :

- 1) demande manuscrite de l'intéressé,
 - 2) copie intégrale de l'acte de naissance en original & récent de l'intéressé,
 - 3) acte de naissance du père de l'intéressé,
 - 4) acte de naissance de la mère de l'intéressé ;
- jusque là rien que de très normal puisqu'il faut être né d'au moins un parent Français, pour l'être soi-même, par droit du sang ou être né en France par droit du sol.

Mais cela ne suffit pas, il faut en plus les documents suivants :

- 1) acte de naissance du grand-père & de la grand-mère paternels,
- 2) acte de naissance du grand-père & de la grand-mère maternels,
- 3) copie intégrale de l'acte de naissance récent du conjoint & des ex-conjoints de l'intéressé,
- 4) acte de naissance du beau-père de l'intéressé,
- 5) acte de naissance de la belle-mère de l'intéressé,
- 6) acte de naissance du grand-père & de la grand-mère paternels du conjoint de l'intéressé,
- 7) acte de naissance du grand-père & de la grand-mère maternels du conjoint de l'intéressé,
- 8) actes de mariage, ou livret de famille, de l'intéressé,
- 9) acte de mariage, ou livret de famille, des parents de l'intéressé,
- 10) acte de mariage, ou livret de famille, des beaux-parents de l'intéressé,
- 11) acte de mariage, ou livret de famille, des grands-parents paternels, des grands-parents maternels.

Aucune de ces pièces n'a de sens d'après le Code Civil, qui se cantonne aux parents !

*& il y a des fonctionnaires assez cons pour appliquer cette procédure, **consciencieusement**, alors que, comme tous les citoyens honnêtes, ils devraient refuser d'appliquer cette loi & ce décret iniques !*

Cette frilosité s'explique par la crainte du métissage : il y a quelques années une agence matrimoniale spécialisée dans le mariage entre hommes Français & femmes Russes, Africaines ou Asiatiques, fut l'objet d'une campagne haineuse du F-haine, sur ce thème ; la loi de 2005 a été votée peu après & il semble que, depuis, nos gouvernements successifs & les fonctionnaires chargés de l'appliquer partagent cette crainte idiote. Mais cela ne justifie pas le comportement de ces citoyens qui ont le devoir de s'opposer à la tyrannie & aux lois iniques ! J'insiste !

Dans le même temps, où l'on refuse la nationalité française à de bons citoyens, l'on encense de mauvais citoyens, qui délocalisent leur entreprise, qui se réfugient à l'étranger afin de payer moins d'impôts ! Il y a là un problème !

Ce problème, de deux poids deux mesures, en contradiction avec un des fondements de l'identité française : l'égalité devant la loi, on le retrouve avec cette notion même.

△△△

Identité nationale française

L'identité française dépasse le cadre de la nationalité : un citoyen américain, japonais suédois, sénégalais, argentin, etc. peut adhérer à l'identité française, & inversement un ressortissant français peut la récuser ! Le problème est de savoir si, récusant l'identité française, il peut être un bon citoyen ! D'autres ressortissants français adhérant à l'identité française agissent d'une façon nuisible aux intérêts du peuple français ; qui va décider de la nuisance ? Quelles sanctions faudrait-il prendre ?

Exemples : huer LA MARSEILLAISE est-ce plus grave ou moins grave que s'expatrier pour ne pas payer d'impôts ? ou que délocaliser une entreprise, profitable en France, afin d'augmenter ses profits ? ou

que donner, à ses riches clients, des conseils pour payer le moins d'impôts possible ?

Même, si cette identité nationale française est difficile à cerner, elle existe & elle ne s'acquiert pas, par décret. On l'acquiert par la familiarité, ou par la maîtrise, de la langue & de la culture française. C'est dire que la majorité des jeunes des banlieues, qu'ils soient enfants d'immigrés ou de Français, ne l'ont pas ; comme le remarque M^r ABERKANE, leurs idoles & leur musique préférées proviennent de la culture industrielle internationale, leur bouffe favorite, de la restauration rapide anglo-saxonne. Tout comme les cadres dirigeants & les administrateurs du CAC40 & des multinationales, à l'exception de l'alimentation ! Les premiers feront-ils de plus mauvais citoyens français que les seconds (Les cadres dirigeants & les administrateurs de conseil d'administration ne se sentent Français que pour les droits & les privilèges, mais ils estiment n'avoir aucun devoir ! Peut-être en existent-ils de sincèrement citoyens, mais le seul dont j'ai entendu parlé a été viré par ses actionnaires !), pour autant ?

Cette double aliénation, des jeunes & des cadres, facilite le développement des communautarismes, & le travail de déconstruction du tissu social de notre pays, entrepris depuis 2007, remettant ainsi, le fonctionnement démocratique en cause ; le débat sur l'identité nationale & celui sur l'interdiction des minarets montrent :

- ◆ une dichotomie entre les élites & le peuple ;
- ◆ une fracture, dans le peuple, entre ceux qui ont besoin d'un bouc émissaire proche & ceux qui ne se trompent pas d'adversaire.

Ce ne sont pas les immigrés musulmans qui sont responsables de la crise économique qui s'annonce, mais les banques & leurs complices politocards. *En 2009, ce ne sont pas les islamistes qui menacent le plus l'identité française, mais la culture industrielle & les repas prédigérés des multinationales.*



Cependant, la volonté des islamistes de conquérir le monde crée, effectivement, un danger non négligeable ; certes, le pétrole disparaîtra, probablement, avant que leur rêve aboutisse, & sans pétrodollars, ils ne pourront plus ni acheter de fidélités & ni fournir les drogues décervelant leurs ouailles. Le plus grand danger, qu'ils nous

fassent courir, outre les éventuels attentats meurtriers, s'avère l'adoption de lois liberticides, avec la complicité des intégristes chrétiens & libéraux.

Seules la laïcité & la démocratie peuvent venir à bout de ce danger, mais elles ne suffiront pas pour affronter la crise économique & sociale qui se prépare.

Pour cela, il nous faudra changer notre façon de vivre, mais c'est un autre problème.



La coupure entre l'élite & le peuple s'avère encore plus dangereuse pour la démocratie & pour les libertés. Nos élites ne veulent plus être remises en cause : ayant confisqué les pouvoirs, elles entendent les garder ; pour cela, des idiots utiles inoffensifs, comme Besancenot & le NPA, doivent être intronisés adversaires officiels, afin de donner l'illusion d'une démocratie. Nous pouvons dire & faire tout ce que nous voulons à condition de continuer à consommer ; toute contestation doit générer de la consommation pour être validée, d'où le discrédit systématique des thèses anti-consommationnistes.



Car, pour la haute bourgeoisie, le plus grand danger s'avère la contestation de la réduction des différences nécessaires au développement des multinationales. Si nous nous exprimions, tous, en anglais ; si nous adorions, tous, les cochonneries de Macdonald ou de Coca-Cola ; si nous apprécions, tous, à sa juste valeur, la soupe culturelle servie par Walt-Disney, Sony & TF1 ; si nous acceptons, tous, de nous cantonner aux produits de Danone & de Nestlé achetés de préférence chez Carrefour ou Wall-Mart ; alors, ces sociétés pourraient, enfin, distribuer à leurs actionnaires les dividendes qu'ils méritent, pour on ne sait trop quelles raisons !

L'anti-consommationisme, qu'il soit le fait d'individus isolés, d'associations, comme *SLOW-FOOD*⁸⁷, ou d'agités du bocal, comme les décroissancistes, devrait être qualifié d'œuvre de salubrité publique & subventionné par les pouvoirs publics, car il s'avère le moyen le plus sûr pour défendre nos libertés & améliorer la démocratie.



Démocratie & liberté

On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de libertés sans démocratie, mais, alors, elles dépendent du Prince, en revanche, il n'y a pas de démocratie sans libertés. Or, depuis 2007, de plus en plus de libertés sont attaquées ; la liberté d'association, la liberté d'expression & même la liberté de pensée se trouvent critiquées, rognées sous le prétexte de protection de la propriété ou sous celui de la sécurité des personnes.

△△△

LIBERTÉ

La liberté est la *condition de celui, de ce qui n'est pas soumis à la puissance contraignante d'autrui [ILFI]*. Tous les Français sont donc libres ! Mais cette liberté souffre de nombreuses restrictions :

- ◆ elle est limitée à celle d'autrui ; en clair, l'autorité d'autrui pour nuire à notre liberté doit être permanente, cas d'un roi absolu & de ses sujets, ou d'un maître & de ses esclaves ; le lien de subordination existant dans toute entreprise entre les patrons & les salariés réduit notre liberté, mais cette réduction ne peut être permanente ! les restrictions de libertés résultant de la prise en compte de l'existence d'autres membres du corps social, relèvent du contrat social, malheureusement implicite, que nous acceptons en restant vivre là ou nous habitons ; toutes les facettes de la liberté, *libertés de s'exprimer, de penser, de posséder, de créer, de participer, de s'abrutir, de mourir, de s'améliorer, de ne pas consommer ou de paresser*, sont attaquées sauf celles *d'entreprendre de polluer, de consommer &, la dernière, mais pas la moindre, celle d'aliéner sa liberté !*
- ◆ notre nombre croissant réduit notre espace de vie, multipliant les problèmes de voisinages ;
- ◆ l'idéologie sécuritaire nous habitue à être surveillés de plus en plus souvent & dans de plus en plus de lieux ;
- ◆ le fichage de nos actions s'accroît en permanence ; pour l'instant, il n'y a pas encore d'interconnexion entre les différents fichiers ; mais les chaînes de télévision privées, les entreprises de la grande distribution & les politocards réactionnaires, ou libéraux ⁸⁸, poussent à l'interconnexion.

Les libertés les plus menacées sont celle d'expression & celle de pensée. *La seconde*, parce que la pensée unique, protéiforme de l'industrie culturelle, culpabilise & marginalise ceux qui essaient de penser autrement, elle ostracise les différences fondamentales, ne tolérant que les divergences de détails profitables. *La première*, est gravement menacée, car, grâce à Internet, elle a ouvert un espace de diffusion de l'information & de contestation du système politique en place.

△△△

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Elle est irréductible, même le plus con des cons a le droit de dire & de publier ce qu'il pense ; en clair : les nazis ont celui de faire leurs propagandes débiles pour crétins confirmés, les intégristes, de dénoncer une offense par tel livre, tel dessin, ou tel film. Mais, dès que l'expression dépasse les bornes de la légalité républicaine, des poursuites judiciaires doivent être engagées & les fautifs sanctionnés. L'auteur d'un appel au meurtre doit être condamné⁸⁹, pas celui qui l'a publié. Le combat doit se faire sur les idées. Le meilleur moyen de faire reculer la connerie, ce n'est ni l'interdiction ni l'autocensure, mais le recours à l'éducation, à l'écoute & à la discussion.

Aujourd'hui, les intégristes, qu'ils soient chrétiens, musulmans, juifs, libéraux ou sikhs, essaient d'imposer leur loi & de tuer la liberté d'expression, avec la complicité des politocards & des bien-pensants ; tous ne tolèrent qu'une seule liberté : *la leur*.

△△△

Deux exemples, en ce début de 2010, illustrent ces propos écrits en 2005 : les affaires Guillon & Zemmour. Si j'apprécie, énormément les saillies du premier, je combats avec vigueur l'idéologie réactionnaire du second ; bien que je sois d'accord avec lui sur un point : nous ne pourrons sortir de la crise économique, politique & sociale, dans laquelle nous nous enfonçons, qu'en mettant de solides valeurs morales au premier plan ; nous n'avons pas, lui & moi, les mêmes.

⇒ L'humoriste **STÉPHANE GUILLON** a une tête de Turc privilégiée : le voyageur Besson. Ce ministre méprisable, pour avoir renvoyé des réfugiés, dans un pays en guerre qu'ils fuyaient, se plaint des brocards suscités, par sa conduite peu honorable, mais il n'épargne pas ses victimes, qui endure pis que des railleries. Deux moqueries du comique faisaient allusion au

physique de ce malade allergique aux étrangers pauvres. D'après l'employeur de Guillon, ce n'est pas bien, car cela a des relents racistes ; à croire que ni le voyageur, ni le patron n'ont jamais ni ri, ni colporté de blagues sur les nains, les blondes, les juifs, etc. Ce qui le serait : critiquer sa *race*, mais d'une part, notre humoriste, n'étant pas masochiste, ne l'a pas fait, car c'est aussi la sienne, d'autre part, ils appartiennent, comme moi, à la seule dont il est permis de se moquer ⁹⁰ !

⇒ Le cas du chroniqueur **ÉRIC ZEMMOUR** est si grave que, même, Guillon le daube férocement. Pourtant, les propos, à l'origine de son lynchage médiatique, ne relèvent pas du délit, la preuve, ceux ayant eu des explications ont renoncé à le poursuivre. Il est vrai que dans les prisons, Maghrébins & Noirs sont surreprésentés, tout comme l'étaient, il y a quarante ans les Italiens & les Corses. Cela montre que pour des raisons diverses (*pauvreté, chocs culturels, communautarisme malsain, etc.*) ces populations ont (eu) plus de mal à s'intégrer, dans notre société ⁹¹. Expliquer, comprendre, ne signifient en aucune façon excuser ! Pourtant, même si rien n'atténue leur connerie & leur responsabilité, nos délinquants & nos criminels actuels ont des *circonstances presque atténuantes* ; la situation d'il y a quarante ans & la nôtre diffèrent beaucoup :

- ◆ le consommationisme outrancier lié à l'omniprésence de la publicité & à l'exaltation de l'individualisme égotiste ;
- ◆ le blocage de l'ascenseur social & la disqualification du système éducatif ;
- ◆ la destruction du Code du travail & la disparition de syndicats dignes de ce nom (*il ne reste plus que ceux, ultra-minoritaires, de l'union syndicale Solidaires*) ;
- ◆ l'étiollement de l'école socialiste & le matraquage libéral avec ses mythiques marchés concurrentiels, son mystique Marché, son Europe réelle & ses délocalisations ;
- ◆ le chômage important, il y avait dix fois moins de chômeurs pour un tiers d'habitants en moins ;
- ◆ l'omniprésence des télévisions ;
- ◆ la féminisation des métiers & l'extension du machisme crétinissant, qui paraît un effet pervers des mixités scolaire & laborieuse ⁹² ;
- ◆ la désocialisation due aux jeux vidéo & la banalisation de l'usage des drogues licites & illicites ;

- ◆ la virulence islamiste, encouragée par les attaques contre la laïcité menées par Sarkozy ⁹³ ;
- ◆ l'érection de l'argent facile en principe moral ;
- ◆ l'absence de perspectives d'avenir radieux.

Mais ni le trafic de stupéfiants, ni le proxénétisme qui, tous deux, nécessitent de nuire à autrui (les drogués ou les prostituées) ne peuvent être excusés par quoi que ce soit !



Un problème a, souvent, plusieurs solutions. Zemmour, comme tous les réactionnaires, se persuade que le retour à un passé mirifique & mythique est la seule clé de tous les nôtres. Or, si nous sommes certains : de la finitude de la capacité d'intégration d'étrangers, dans notre société ; de l'impossibilité d'accueillir toujours plus de ceux-ci, même en période de grande prospérité économique ; cela ne veut pas dire qu'il faut expulser les troubles fêtes pauvres ! Un blogueur, cité plus haut, faisait remarquer que les jeunes des banlieues n'avaient pas une identité française, mais une, culturelle industrielle anglo-saxonne. C'est un point qu'ils ont en commun avec les dirigeants & tous les jeunes cadres dynamiques apôtres du libéralisme. Pourtant, nous estimons ces derniers bien intégrés ⁹⁴. Or, il y a deux différences majeures entre eux :

- ◆ les banlieusards fauchés sont considérés, & se considèrent probablement, comme des ratés, d'où l'exacerbation violente du besoin de respect, alors que les cadres aisés, esclaves zélotes ⁹⁵, se pensent comme des vainqueurs ;
- ◆ les cadres peuvent, ou espèrent, consommer somptueusement à satiété alors que les pauvres sont exclus de cette consommation & doivent se contenter d'un luxe de pacotille à moins de *dealer* ou de voler ; tout en étant soumis aux mêmes pressions publicitaires.

Quoi qu'il en soit, même si Zemmour souhaite abattre les prisonniers ⁹⁶, même de nationalité française, ou les expulser afin de vider les prisons, cela n'en fait pas un raciste, pour autant. Mais sa position serait plus respectable s'il était aussi virulent contre les criminels & les délinquants en col blanc, qui, eux, ne sont, majoritairement, ni noirs, ni maghrébins & qui contribuent bien plus à la déliquescence de notre société !

& même si Zemmour s'avérait raciste, ce ne serait pas une raison pour l'envoyer en maison d'arrêt. Je l'ai dit, autrement, en introduction de ce texte, la stupidité doit se combattre par l'intelligence, même si c'est dur, même si cela demande plus de temps ! Seuls les gestes sont punissables !

Quand Dieudonné crie sa haine des juifs, il montre l'immensité de son insondable connerie, mais je n'ai pas entendu dire qu'il appelle à lyncher des religionnaires juifs ! & il faut non pas l'anathémiser, mais démontrer l'ineptie de ses dires. Quand de jeunes banlieusards abrutis, qui l'ont trop écouté, passent à l'acte & agressent des Français de religion juive, verbalement ou physiquement, ils doivent être punis impitoyablement, pour leur ôter l'envie de recommencer, même si cela coûte cher ! Mais s'il faut chercher des coupables indirects de leurs actions, il faut aller au-delà de la causalité directe entre abrutis. Cet artiste dévoyé ne doit pas nous masquer :

- ◆ la société désespérante, qui, pour faire de l'argent, génère des dieudonnés ;
- ◆ les médias qui propagent complaisamment ces propos ineptes ;
- ◆ la télévision & les jeux vidéos, qui décervellent, en désocialisant, chacun, autant que l'exclusion du système scolaire & le chômage réunis ;
- ◆ le communautarisme végétatif des bandes ;
- ◆ la propagande islamiste.



Aujourd'hui, nous multiplions les lois liberticides & plus nous les multiplions, plus l'insécurité augmente ! Ce n'est pas, ainsi, que nous l'atténuerons, mais en créant du lien social, en réduisant les communautarismes & les intégrismes ! Mais ce n'est pas l'objectif. *Celui des pouvoirs actuels est de renforcer le contrôle des populations, afin d'empêcher la résurgence d'un mouvement social de l'ampleur de ceux de 1936 ou de 1968 ;* & il y a urgence, car le fossé se creuse entre les plus riches & les plus pauvres. Il s'approfondira tant que les libéraux-conservateurs aux commandes ne seront pas virés & remplacés par une rupture complète avec le libéralisme, qui ne soit pas collectiviste, mais socialo-individualiste ⁹⁷ & anti-consommationniste !



Sur le site Marianne2, est paru, le 2 avril 2010, un article de DENIS TILLINAC, « LES MATONS D'UN « MEILLEUR DES MONDES » NÉOBOBO », qui défendait Zemmour & la liberté d'expression & surtout des critiques de cette chronique. Tillinac serait plus crédible, s'il s'était manifesté avec autant de vigueur pour voler au secours de Guillon ou des inculpés de TARNAC, toujours en prison ou en probation, dont les principaux crimes sont d'avoir écrit un livret contestataire & de s'être trouvés à proximité des lieux du délit irréalisé.

Les commentaires sont assez édifiants ; ils sont de quatre sortes, ceux approuvant cet article, ceux défendant Zemmour & ses idées réactionnaires, ceux injuriant l'auteur, ceux essayant de réfléchir, certains de droite, d'autres de gauche.

La quantité d'anathèmes est révélatrice : *tous ne soutiennent que leur liberté d'expression, aucun la Liberté d'Expression !*

Dans une chronique publiée sur LE POST, CYBERCARNET DU JOURNAL LE MONDE, le 26 mars 2010 « ÉRIC ZEMMOUR SERA PROBABLEMENT CONDAMNÉ » le blogueur FALCON PELERIN arguait que Zemmour serait condamné, car il ne pourrait fournir la liste de tous les trafics existants & qu'en outre on ne savait pas grands choses des trafiquants. Comme seconde explication, il énonçait que dire « *La plupart des escrocs sont juifs !* » étant raciste, les propos de Zemmour l'étaient nécessairement. Aucun de ces deux arguments n'est sérieux : le premier est amusant & il pourrait se trouver sinon un juge du moins un avocat pour le suivre ; mais il est de notoriété publique que Noirs & Maghrébins sont surreprésentés dans nos pénitenciers, qu'il s'agisse de délits ou de crimes ; le second ne peut relever que du sophisme de composition ou de la pathologie antisémite : il ne correspond à aucun vécu & on n'a pas de statistiques ethniques &, même en allant visiter une prison, vous aurez du mal à distinguer les Juifs des Caucasiens ; plus dire « *Beaucoup de banquiers sont juifs !* » ou « *Beaucoup de musiciens sont juifs !* », n'indique à personne que tous les banquiers sont juifs ou que tous les musiciens sont juifs ! Cependant, est-ce, nécessairement, raciste ? En revanche, Zemmour a eu tort d'assimiler ces personnes avec des trafiquants, en l'absence des données précitées. Voyons un discours plus sérieux.

Celui du journaliste BRUNO ROGER-PETIT qui dans une chronique, « ZEMMOUR, BILGER, MÉNARD & LA QUILLOTINE DU MUSÉE D'ORSAY... »,

publiée sur [LE POST](#), [BLOG DU JOURNAL LE MONDE](#), le 23 mars 2010 affirmait que Zemmour, par ses propos remettait en cause deux acquis de la civilisation, l'abolition de la peine de mort & l'antiracisme. & qu'avec son discours, « *à l'abri de la liberté d'expression, transformée en alibi, il est un de] ces représentants de la droite intellectuelle, institutionnelle, médiatique la plus réactionnaire Iquid s'attaquent à tous les acquis de civilisation nés après 1789 ; avec Zemmour, ce sont les races, avec Ménard la peine de mort.* »

Quand bien même cela serait faut-il pour autant restreindre la liberté d'expression ? Non bien sûr & au lieu d'anathémiser, il faut répondre !

Laissons de côté l'abolition de la peine de mort dont il est certain qu'elle a entraîné une diminution de la mauvaise conscience occidentale, mais dont il est moins certain qu'elle a été un progrès de la civilisation ! En effet, on ne sait pas mesurer ces derniers, & on a même l'impression que, depuis 1914, celle-ci a plus régressé que progressé, sans qu'on puisse dire, précisément, en quoi ! Même si je pense que la relation semble plus ou moins, inversement proportionnelle à l'amélioration des conditions matérielles de vie ⁹⁸.

Une chose est certaine, les races n'ont pas de réalité scientifique dans notre espèce. À l'exception des pseudo-intellectuels du F'Haine & des philosophes de café du commerce, plus personne ne soutient leur existence. Mais si elles n'existent pas, les différences de culture sont des évidences qui, pour ne pas être héréditaires, posent problème. En particulier, pour tous ceux provenant de sociétés traditionnelles, confortés dans des comportements inadaptés à la société moderne, par la religion, la coutume & le communautarisme, seul moyen d'échapper à l'isolement.

Or les juges & les policiers baignent, dans leur immense majorité dans la culture industrielle occidentale. Celle-ci véhiculée par les médias valorise *le respect du bien*, c'est-à-dire, surtout de la propriété, l'initiative individuelle, c'est-à-dire, *la méfiance envers les communautarismes*, surtout exogènes, *le culte de l'Argent*, c'est-à-dire, la vénération de la richesse & du pouvoir ; elle diffuse, à travers ses films, ses romans, ses séries télévisées, des messages dans lesquels les minorités (*pauvres, latinos, noirs, homosexuels, musulmans, cumulards de tares – non au cumul ! –, etc.*) sont toujours des sources de dangers, mêmes quand elles contiennent de bons éléments.

Cette même culture est aussi intégrée dans l'identité des jeunes banlieusards. Il n'est donc pas étonnant :

- ◆ que ceux-ci se retrouvent à perpétrer plus fréquemment que d'autres des transgressions visiblement illicites; alors que d'autres, peut-être parce que vivant dans une sous-culture plus riche, en commettront de plus profitables, mais moins visibles (la bande démantelée de Temblay-en-France possédait 900 000 €, Kerviel 4 000 000 000 €, sauf erreur) ;
- ◆ que ceux-là préfèrent enquiquiner ceux-ci plutôt que tenter, vainement, d'incarcérer des délinquants & des criminels protégés.

Bref, si les races génétiques n'ont pas d'existence les groupes ethniques existent &, par leur ignorance mutuelle, génèrent de la peur. Dans « LA MISÈRE DU MONDE » PIERRE BOURDIEU s'entretient avec un patriarche nord-africain râlant contre les Français de sa montée qui se plaignent à la police, parce que sa famille nombreuse fait souvent du bruit. Pour lui c'est parce que les Français ne savent pas s'amuser & n'ont pas de vie sociale qu'ils le jalouent. Que lesdits Français apprécient le calme ne lui vient même pas à l'esprit. Inversement, pour son entourage français, lui & sa maisonnée se croient seuls dans l'immeuble. Ni les uns, ni les autres ne se parlent. Or, nous sommes beaucoup plus sensibles aux petits tracasseries quotidiens qu'aux grandes affaires lointaines. Savoir qu'un petit malin a volé 4 milliards d'euros nous indiffère, que notre voisin bouche le vide-ordure non ! Le racisme préexiste à ces différents, il vient, en premier lieu, de la peur (de l'inconnu, de perdre son emploi, etc.), mais il s'en nourrit ⁹⁹. Je cite souvent le cas de deux familles à problèmes de ma résidence : de la première, française, tous les disent plus cons les uns que les autres ; de la seconde, marocaine, tous la disent arabe, d'un air entendu ou en rajoutant « *Je ne suis pas raciste, mais...* » !

Paradoxalement, il est vrai qu'il y a une remise en cause des acquis depuis 1789 & particulièrement de ceux postérieurs à 1945 ; Sarkozy s'est ouvertement vanté de détruire ceux du Conseil National de la Résistance (entre autres, repos du dimanche, Sécurité sociale, etc.) & de mai 1968 & postérieurs (semaine de 40 heures, 5 semaines de congés payés, I.V.G., etc.). Les acquis de 1789 sont contestés par l'Église catholique depuis 1815 ; depuis quelques années, elle s'appuie sur l'islamisme & sur la peur du SIDA pour prôner un retour radical en arrière de nos mœurs ¹⁰⁰.

Quand on regarde ce qui se passe dans notre société, quatre points paraissent incontournables :

- ◆ la disparition des repères moraux,
- ◆ la montée des hantises (SIDA, accidents, agressions, chômage, épidémie, pénuries, etc.),
- ◆ le remplacement des droits & des devoirs par les seuls droits &
- ◆ l'existence d'une seule valeur : l'argent.

De là naissent une quantité de problèmes & la meilleure façon de les résoudre repose sur l'acquisition d'une morale. Les réactionnaires, & c'est pour cela qu'ils s'agitent, veulent restaurer le catéchisme d'Ancien-Régime à l'usage des pauvres.

Les républicains, au lieu de crier au meurtre comme Faucon pèlerin, au lieu de dénoncer stérilement cette agitation, comme le fait Bruno Roger-Petit, devraient s'atteler à construire les principes républicains qui font, cruellement, défaut aujourd'hui ! Des règles de vie qui intègrent nos erreurs passées, qui soient assimilables, par des individus acculturés par le bain médiatique, dans lequel ils se débattent en vain.

Après un événement macabre, mon premier mouvement est toujours de souhaiter qu'on interdise de paroles les ennemis de la liberté & les criminels. Mais au bout du compte, je sais qu'il faut crever les abcès avant qu'ils ne deviennent purulents, qu'il vaut mieux connaître certaines idées pour les réfuter & non pour les juger. Je sais l'inéluctabilité d'exécution d'actes insanes par des cons ou par des aliénés, parce que notre société génère d'immenses frustrations la rendant certaine.

C'est pourquoi la liberté d'expression n'est pas négociable !

& ses ennemis sont les bien-pensants. La bien-pensance à un point commun avec la pensée unique : comme elle, elle s'avère multiple. Il en existe des religieuses, une d'extrême droite, une de droite, une du centre, une de gauche, une d'extrême gauche, une écologiste, une décroissantiste, etc. les premières se combinent avec les dernières ! Pour chaque séide de l'une d'entre elles, il n'y en a qu'une celle indifférenciée des autres, muée, de fait, en mal-pensance ! Chantre d'aucune, je découvre des tas de bien-pensances souvent contradictoires, les unes avec les autres. Vu leur nombre, même quand on pense par soi-même on se trouve, inévitablement, à émettre une idée partagée par l'une d'entre elles. Si on reconnaît tous nos concepts, dans l'une d'entre elles, c'est

que l'on est un adepte qui s'ignore ! Quand on situe ses pensées tantôt dans l'une tantôt dans l'autre, c'est signe que l'on essaie de réfléchir par soi-même, pas forcément que l'on a raison dans tous les cas !

Les bien-pensants, auxquels je fais allusion, sont ceux travaillant dans les médias d'une part, qu'ils soient de droite, du centre ou de gauche, car ils diffusent une idéologie protéiforme, qui discrédite toutes les protestations lucides en les noyant dans le flot de leur verbiage & d'autres parts, tous ceux qui, sûr de leur bon droit, répondent en pour ou en contre, abruptement, comme un taureau devant un chiffon rouge, sans prendre le temps de bien comprendre ce à quoi ils réagissent.

Or, la bien-pensance dominante estime qu'on n'a pas le droit d'être raciste, qu'on n'a pas le droit d'être climatosceptique, etc. Donc toute proposition dans ce sens, au lieu d'être démontée rationnellement sera anathémisée ! C'est beaucoup moins fatigant. Il est quand même significatif que dans l'affaire Zemmour, ce soit l'accusé qui le premier exhiba un argumentaire rationnel ¹⁰¹ !

Voir des principes républicains défendus par des arguments cléricals montre la décadence de la pensée politique contemporaine & l'indigence intellectuelle des militants républicains. Il faut nous ressaisir ! La démocratie ne peut survivre que laïque !

△△△

La contestation de la bien-pensance semble aujourd'hui plus virulente. Elle se révèle seulement plus visible ! Internet permet à tous les contestataires de quoi que ce soit de s'exprimer & même s'il existe beaucoup plus de pages bien-pensantes, à défaut d'être bien pensées, que de pages contestataires, ce sont surtout ces dernières qui génèrent du bruit (*buzz en jargon*).

Bien sûr, il faut distinguer & trier ces contestations, la majorité relevant d'une bien-pensance minoritaire ; ayant enlevé les trois quarts de la contestation, il reste, encore, une multitude de libres-penseurs exprimant leur génie propre, qu'il soit ultraréactionnaire (*libéral, raciste, intégriste*), conservateur, social-démocrate, gauchiste, ultragauchiste (*il paraît que cela existe*), écologiste, modéré ou républicain !

△△△

Internet & la liberté

Internet n'est pas une panacée au mal démocratique, il agit comme un révélateur des malaises de nos sociétés.

Certes, il véhicule de la pornographie, mais nos censeurs actuels ne se choquaient pas de la pornographie payante des *Minitels roses* ; il facilite peut-être la vente de drogue, mais nos censeurs actuels applaudissent le blanchiment de cet argent illicite par les banques ; il diffuse des informations erronées, mais c'est vrai, aussi, des télévisions & de la presse ; il développe le piratage des œuvres d'art ¹⁰², c'est exact, mais j'ai montré que parmi quatre types de piratage, seuls deux s'avéraient répréhensibles, en particulier celui pratiqué par les plus riches ; enfin & surtout, il est, probablement, impossible de contrôler, totalement, ce réseau : malgré leur acharnement, ni le gouvernement chinois, ni le gouvernement australien n'y sont encore arrivés ! Cela s'avère inadmissible pour des élites coupées du peuple qui ne supportent plus la moindre critique populaire ! Il faut, donc, continuer à développer ce lieu informel de contestation ; car un homme ne peut plus plaisanter avec une femme sans risquer de se voir traiter de harceleur ; car un adulte ne peut plus s'intéresser à un enfant sans être soupçonné de pédophilie ¹⁰³ ; car un Caucasien ne peut plus faire une remarque à un Maghrébin, à un Noir, un Asiatique, sans être soupçonné de racisme ¹⁰⁴, alors que l'inverse n'est pas vrai ; car il ne fait plus bon se différencier trop ouvertement de la majorité dans une communauté, même lâche ¹⁰⁵.

Les réactions violentes aux blasphèmes sont un des signes les plus inquiétants de remise, en cause de la liberté d'expression & de la laïcité : *si les pratiques religieuses ne sortaient pas du domaine privé, il n'y aurait aucune raison de blasphémer !* Mais pour une raison inexplicable se sont toujours les blasphémateurs que l'on accuse, jamais les sectaires ou les intégristes !

De même, l'on ne peut plus rire de n'importe quoi, il est des sujets tabous, cela permet de réintroduire du religieux dans la sphère publique. Je peux comprendre qu'un homme politique fasse des blagues racistes ¹⁰⁶, car l'humour intelligent n'est pas à sa portée ; mais le recours à celui-ci, comme prétexte justificatif *a posteriori* de propos émis sérieusement, s'avère inadmissible !

De toutes parts, l'incitation à l'autocensure se renforce, au risque de nous rendre aussi fous que ces Japonais, soumis à un contrôle social d'une intensité inimaginable en Occident, qui se mettent à tirer dans la foule ; qui se suicident pour un objectif de travail non atteint ; ou qui se livrent à des perversions sexuelles, parfois anodines, comme le fétichisme de culottes d'écolières pubères, ou des pratiques sadomasochistes, réelles ou fantasmatisques, dont les *hentaïs* nous donnent une image.

Mais les restrictions des libertés ont un fondement économique : il ne faut pas empêcher de consommer, & la sécurité est un moyen de faire consommer. En exacerbant l'insécurité, en réduisant les forces de police, on peut espérer inciter les consommateurs à acheter pour se rassurer, en particulier, des armes & des systèmes sécuritaires, & réduire la liberté d'expression des contestataires antiproductivistes. Que cela réduise la démocratie n'est pas grave !



Démocratie

Il faut constater les menaces sur la démocratie : la séparation des pouvoirs n'est plus respectée ; de moins en moins de mains concentrent de plus en plus de pouvoirs ; & elles œuvrent, en outre, à étouffer le dernier pouvoir, celui de contestation, en restreignant les libertés. ***Cela a déjà été dit, mais il vaut mieux le rappeler*** ; ce dernier pouvoir est un des sept existants, dans les sociétés modernes :

- ◆ les trois pouvoirs traditionnels, définis par MONTESQUIEU, *exécutif, législatif & judiciaire* ;
- ◆ un quatrième pouvoir que MONTESQUIEU ne pouvait ressentir dans une époque encore profondément religieuse, le *religieux* ;
- ◆ & trois pouvoirs dont le premier était embryonnaire de son temps & les deux autres inexistantes : *économique* (*patronats*), *informatif* (*médias*) & *contestataire* (*protestataires, alternatifs ou inter-nautés*).

La séparation des pouvoirs demeure l'unique moyen d'éviter les abus : *les sept pouvoirs doivent tous être séparés dans une démocratie moderne*. Ce n'est le cas d'aucunes !

Dans notre pays, le patronat contrôle les entreprises, la plupart des médias, qu'il possède & l'exécutif, acheté, probablement par des pécunes, sûrement par des flatteries (*hébergement, cadeaux, protestations d'amitiés*) ; par l'intermédiaire de l'exécutif & des criminels lobbyistes, il pilote, également le législatif, grâce aux parlementaires serviles & à un moindre niveau, le judiciaire, via les procureurs & certains juges dociles. Le pouvoir religieux est lié à l'omniprésident, qui veut se faire bien voir du pape, pour amadouer l'électorat conservateur, & des roitelets musulmans qui, possédant du pétrole, peuvent acquérir les technologies de ses amis patrons de multinationales françaises.

Si nous avons, encore, le sentiment de vivre en démocratie, c'est parce que nous pouvons nous exprimer & nous déplacer, à notre convenance, tant que nous ne menaçons pas le pouvoir économique, réellement (décroissancistes) ou fantasmatiquement (l'ectoplasmique ultragauche de TARNAC).

Pour séparer ces pouvoirs, il nous faudrait :

- ◆ changer de président, & il y a urgence ;
- ◆ rendre les médias indépendants des patrons, c'est-à-dire exproprier les patrons actuels, en les empêchant de mettre le souk ;
- ◆ n'élire que des parlementaires courageux, indépendants des partis politiques ;
- ◆ donner leur indépendance aux procureurs & la redonner aux juges, en plaçant des gardes fous afin d'éviter les dérives constatées aux États-Unis ;
- ◆ ranimer la laïcité moribonde, en taxant fortement les sectes, les sectaires & les intégristes ;
- ◆ limiter l'influence des patrons & leur rappeler qu'ils ne sont pas au-dessus des lois ¹⁰⁷, en les sanctionnant de la perte de la nationalité & en les interdisant de séjour, s'ils partent eux ou leur entreprise, à l'étranger ¹⁰⁸.



La démocratie évolutive, telle que la définit MICHEL LALOUX, avec quelques adaptations à une société en décroissance contrainte, pourrait être une solution palliative ¹⁰⁹, mais avant qu'elle soit comprise par nos élites, les catastrophes seront là, car, pour fonder un processus démocratique réel, pour l'initier, il faut que les élites impulsent la retransformation des consommateurs en citoyens.

Cet auteur propose de ne plus considérer le capital, la monnaie, le foncier & le travail comme des marchandises, car cela vicie l'économique & le politique. Bien sûr, cela paraît aussi loufoque que le choix du tirage au sort pour choisir nos représentants, mais nous nous trouvons devant un dilemme sans précédent, en raison d'une crise économique, politique & sociale sans équivalent qui va s'amplifier avec l'apparition des pénuries & l'aggravation des changements climatiques. Il ne s'agit pas d'un délire de contestataire pessimiste, même les analystes financiers de la Société Générale envisagent un effondrement économique mondial d'ici fin 2012 ([article du New York Times](#)). Bien sûr, ils aimeraient ce scénario fortement improbable ; de même, les analystes onusiens du PNUE, le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement, pronostiquent, une catastrophe écologique en plus d'une éventuelle catastrophe économique ([rapport GEO4](#)), si l'on ne respecte pas leurs recommandations. Tous les médias essaient de nous faire croire à une sortie de la crise, mais les faillites d'entreprises augmentent, tout comme le chômage, mais si les investissements baissent, l'endettement des particuliers & celui des États croissent presque exponentiellement !

Mais si de nombreux analystes annoncent une catastrophe économique sans précédent, tous sont persuadés qu'elle sera surmontée, avec des victimes, dont ils ne seront pas, parce qu'ils raisonnent tous, comme si une croissance illimitée était encore possible !

Le pire est que des tas de Cassandre illuminés sévissent ! Les uns annoncent : l'impossibilité de nourrir tout le monde, ou des catastrophes nucléaires civiles, ou la montée des eaux ou des sécheresses dues au réchauffement climatique, ou des pollutions rendant l'air irrespirable, ou des épidémies pour lesquelles seraient vendues de faux vaccins, ou une apocalypse nucléaire militaire, ou la disparition des espèces animales, ou, enfin, celle du pétrole ! Tous sont dans l'autoflagellation, tous ne songent qu'au châtement de la malfaisante espèce humaine !

Or, une perspective différente s'impose : la sauvegarde d'un maximum d'humains, car la diversité s'avère le seul frein à la décadence génétique & culturelle qui résulterait d'un trop petit

nombre de survivants ! Cela nécessite d'anticiper nos futurs problèmes, car, cette crise inévitable ne semble avoir que deux issues :

- ◆ celle consistant à essayer de sauver le maximum de monde, mais qui nécessite de changer nos façons de faire, rapidement, en nous orientant vers une démocratie évolutive, par exemple ;
- ◆ celle, semble-t-il, choisie par la haute bourgeoisie qui va essayer de se sauver elle, quitte à voir périr le reste de l'humanité que ce soit par la faim (1 milliard de malnutris en cette fin 2009, 15 % d'augmentation en 3 ans), la guerre (entretien des guerres en Afrique, entre autres) ou les épidémies (Chaque année nous en avons de nouvelles, plus ou moins meurtrières, dues à la perte de microbes par une filiale des laboratoires qui vendront ensuite, des vaccins plus ou moins efficaces.) Cela paraît monstrueux, à première vue ! Il s'agit pourtant d'un choix rationnel qu'un observateur lucide, mais cynique, pourrait faire, en toute connaissance de cause, car l'épuisement des ressources s'avère inévitable ; & il n'y a que quatre possibilités :

- ◆ faire comme s'il n'existait pas ;
- ◆ essayer d'empêcher le choc ;
- ◆ essayer de sauver un maximum de passager &, peut-être, même le conducteur, qui a pu acheter la voiture grâce à son utilisation abusive des ressources ;
- ◆ essayer de sauver le conducteur.

La première possibilité n'est pas raisonnable ; la seconde s'avère impossible ; la troisième nécessite un altruisme rare chez les hauts bourgeois ; la dernière ne peut se réaliser que si les futurs sacrifiés croient à la première & s'ils ne se rebellent pas. Le *conducteur étant la haute bourgeoisie* &, éventuellement, les larbins dont elle aura l'usage ! ou, pour les pays émergents ou pauvres, *tous les habitants des pays riches* !

Analysez les faits & regardez les messages des médias ! dites laquelle a été retenue selon vous ! Il n'y a peut-être pas de complot, mais tout se passe comme s'il y en avait un ! Mais, s'il y en a un, si ce scénario a été retenu, par quelques richissimes conservateurs, leurs sbires doivent l'ignorer, car l'ignorance de la majorité s'avère une condition de sa réussite.

Les libéraux & les productivistes essaient de faire accélérer la machine, les partisans du développement durable de la ralentir assez

pour que toutes les victimes voient le mur arriver & les partisans de la décroissance essaient de rendre le choc le moins rude possible ! Ceux qui vous racontent qu'il n'y aura pas de chocs vous mentent, & ils se mentent aussi s'ils croient ce qu'ils affirment ! Les seules inconnues sont le ou les moments, le ou les lieux, leur synchronie & leur ampleur ; c'est l'origine de l'illusion de leur absence !

La première démarche sera plus dure & plus hasardeuse que la seconde, car il faudra lutter contre l'hostilité de la haute bourgeoisie & celle des cons, au sens défini dans l'introduction ! La seconde est plus sûre, si vous avez la certitude d'être dans le petit nombre de rescapés ! À vous de choisir !



NOTES

1 Certains demandent à quoi elle sert ? Ils montrent ainsi :

‣ leur confusion entre affirmation des individus, l'identité permettant de les distinguer, & intégration dans la communauté nationale ;

‣ leur souchisme (caractéristique du Français de souche, aucun rapport avec la cuisine japonaise) ; ils n'ont jamais été : traités de sales ritals, de sales juifs, de sales arabes, de chintoks ou de négros (ceux-ci étant probablement sales par définition) ; ou agressés ou ennuyés par les sous-humains, nécessairement malpropres, précités ;

‣ leur probable antiracisme plus que viscéral : n'auraient-ils jamais ri de blagues sur les juifs, sur les noirs, sur les Belges, sur les blondes, etc. ? Dénier la qualité d'humain ou attribuer une qualité bestiale à un sexe, à des ennemis, à des peuples, à des religionnaires ou à des groupes, nécessite la possession avérée, mais chancelante, d'une identité communautaire !

2 L'inexistence d'une entité nommée **société** ne signifie pas que nous sommes des individus indépendants & rationnels comme le credo libéral le prétend. Tout individu appartient à des groupes, au sein desquels ses comportements diffèrent plus ou moins ; parce que nous sommes des êtres singulièrement complexes, nous ne nous comportons pas en robots économiques parfaitement raisonnables, cf. p. 15. Cela signifie, en revanche, que la société n'agit pas ; même si notre évolution dépend de nos interactions avec les autres membres. Si elle ne peut être coupable, nous qui la composons, nous le pouvons, que nous soyons des citoyens responsables ou des politocards irresponsables !

3 Il faut le parcourir à l'aide des navigateurs Mozilla Firefox, Google Chrome, par exemple, le fureteur Microsoft Internet Explorer, fourni avec Windows, ne respectant pas les normes de programmation du Web.

4 User des définitions socialement acceptées de ces ouvrages & les approuver sont deux choses différentes, mais, si discuter des définitions, permet de préciser sa pensée, construire des démonstrations en changeant le sens des mots ne semble pas le meilleur moyen de se faire comprendre. C'est pourquoi, il faut rappeler le sens des mots & non le changer.

5 À l'exception bien sûr des jugements de valeur. À ce propos, lorsqu'ils portent sur des groupes, ils sont, souvent, par provocation ou pour la beauté de la formule, généraux. Alors que, dans mon esprit, une telle appréciation correspond soit à la caractéristique de la majorité des éléments d'un ensemble soit à celle la plus fréquente parmi ses membres.

6 On trouvera, certainement des ersatz partiels, mais ils risquent de générer plus de problèmes qu'ils n'en résolvent : par exemple, les substituts de pétrole, à partir de plantes ou de déchets agricoles, risquent de diminuer les surfaces consacrées à la production alimentaire, ou d'être en quantité insuffisante, etc.

7 Ce mot désigne soit la propension d'une personne à considérer l'acquisition de biens & de services comme constituant le but de ses efforts (la consommation comme outil principal pour donner un sens au monde, pour affirmer son statut) & les symboles de sa réussite (montre Rolex® avant 50 ans, par exemple), soit le courant/système de pensée instituant la consommation comme élément central de la vie humaine & prônant le développement de la consommation comme moteur économique & social.

Dans le second sens, il s'agit de la caractéristique majeure du capitalisme depuis 1945. Au point que, en 2010, le refus de consommer à outrance est vécu comme une menace, au point que nos élites aveugles refusent d'admettre que la hausse infinie de la consommation ne pourra se poursuivre longtemps dans une planète finie.

8 p. 8 Classer les démocraties selon leur origine historique n'est pas la seule méthode possible. Certains ont proposé une classification selon les droits des individus : libérale, mêmes droits pour tous (pays scandinaves par exemple) ; républicaine, idem avec une restriction sur la diversité culturelle (France, répression des minorités bretonnes, basques, occitanes, provençales, etc.), polysociale, les diversités culturelles sont reconnues & bénéficient de droits spécifiques & de territoires particuliers (Canada, Suisse, etc.), multiculturelle idem polysociale, avec ou sans territoire spécifique (Grande-Bretagne, minorités galloise, écossaise, irlandaise, indienne, etc.)

9 p. 9 Internet n'est pas une fin en soi, mais son organisation même le rend propre à la formulation de paroles qui ne peuvent s'exprimer par les médias traditionnels. C'est la raison pour laquelle on trouve toutes sortes de sites portant sur toutes sortes de sujets. Certains sont illégaux dans un pays, autorisés dans les nations voisines. Si certains invitent à réfléchir par soi-même, à profiter justement de l'existence en se rappelant que nous ne sommes pas seuls sur Terre, d'autres offensent la morale chrétienne, juive, musulmane, bouddhiste ou autre ; d'autres incitent à consommer des substances illicites ou malsaines, d'autres exhortent à commettre des crimes contre l'humanité. Mais le meilleur moyen de faire disparaître ces sites

pernicieux ne sera jamais l'extension liberticide d'un flicage, impossible à mettre en œuvre, efficacement, contre des délinquants ou des criminels compétents en informatique.

10p. 12 Dans le sens du terme qui sera défini dans les pages suivantes.

11p. 14 Cela n'a aucun rapport avec la surdité !

12 Car l'intelligence est une entité à plusieurs dimensions (on en distingue, généralement, huit : *verbale*, maîtrise des outils linguistiques ; *logique*, maîtrise du calcul, du raisonnement & du dénombrement ; *classificatoire*, maîtrise de la reconnaissance, de la classification & de l'organisation ; *spatiale*, maîtrise des images mentales & de la perception du monde ; *musicale*, maîtrise des structures musicales ; *corporelle*, maîtrise de son corps & de ses mouvements ; *interpersonnelle*, maîtrise des relations avec autrui ; *personnelle*, connaissance de soi-même ;), cf. mes livres à ce sujet, pour une présentation synthétique ou les ouvrages d'**HOWARD GARDNER**, pour un exposé plus détaillé.

13p. 15 Je ne dirais pas que ce mot n'existe pas puisque je viens de l'inventer & de l'employer.

14 À part son auteur & les millionnaires qui en profitent, personne ne soutient que le bouclier fiscal est une mesure juste ; tous ceux, qui ont lu la loi, dite HADOPI, la savent inapplicable ! Dans les deux cas, il fallait satisfaire de richissimes bailleurs de fonds & non réparer des injustices sous des prétextes fallacieux : éviter l'exil fiscal des riches ou la spoliation d'artistes, alors qu'il existe des moyens plus simples de dissuader les riches de s'exiler fiscalement, alors que ce ne sont pas les artistes qui en tireront profit, mais les actionnaires de compagnies, qui les rémunèrent mal, s'ils ne sont pas célèbres !

15p. 17 Je respecte les usages de la langue : quand je parle de l'homme, en général, cela inclut tous les êtres humains quel que soit leur sexe, cela m'évite d'oublier les hermaphrodites, les transsexuels & les transsexuelles, uniquement pour satisfaire quelques féministes intégristes ! Pour cette raison, je ne rajoute pas des « -e » ou des « (e) », je suppose mes lectrices & mes lecteurs assez intelligents pour comprendre, ce que j'écris sans être obligé de leur mettre des points sur les « i ».

16p. 21 Ce n'est pas par hasard que je ne parle pas d'âme, ici : bien que mes analyses ne soient pas incompatibles avec la présence d'un *atman* incorporel (Si l'on peut dire !), d'une part, j'ai du mal à concevoir que l'immatériel puisse être indépendant du matériel, d'autre part, je n'arrive pas à voir quand l'âme

se glisse dans la matière : est-ce dès la fécondation ? au moment du cri primal* qu'elle guette aux aguets ? Bref, je préfère m'en tenir au raisonnable pour construire mes raisonnements. & je n'emploierai ce mot que comme synonyme d'esprit.

* Celui poussé par le nourrisson quand l'air pénètre dans ses poumons.

17 p. 25 Nationalité est, souvent, synonyme de citoyenneté, pourtant une personne privée de ses droits civiques, par jugement, perd la seconde & conserve la première.

18 Est inique ce qui manque gravement à l'équité ; qui est injuste de façon criante, excessive. [11F]

19 J'en fais partie. Comme beaucoup de personnes, ayant un cerveau entraîné à répondre vite & bien à de nombreux stimuli, le pilotage lent & l'usage des transports en commun, créent, chez moi, une indolence. Le sachant, je lutte contre, afin d'éviter l'endormissement, car je me méfie trop de la conduite aléatoire de certains de mes contemporains, pour prendre le risque de ne pas respecter les limitations de vitesse, sans parler d'autres considérations morales.

20 p. 27 Je serais assez partisan de retirer la citoyenneté à tous les libéraux & à tous ceux manquant de civisme ou de civilité. C'est difficile, & dangereux, à réaliser, mais cela permettrait de savoir combien il y a réellement de citoyens, dans ce pays.

21 p. 28 Lénine inventa cette expression afin de désigner des personnes, manipulées ou non, défendant des intérêts qui ne sont pas les leurs : les petits paysans pour les gros céréaliers, ou pour Monsanto, les femmes voilées & les intellectuels de gauche pour les islamistes, etc. Je l'emploie, également, pour désigner ceux qui défendent leurs intérêts, je dirai pour rester poli, si maladroitement qu'ils font le jeu de leurs adversaires. Nous avons en France quatre idiots utiles particulièrement actifs : les directions du NPA, de la CGT, de la CFDT & de la CGT-FO.

22 Je provoque un peu, mais ne sommes-nous pas les ilotes de la haute bourgeoisie ?

23 p. 31 Difficile à placer celle-là !

24 p. 32 Ce n'est pas plus normal que de voir des collectivités territoriales financer de coûteuses installations sportives qui ne profitent qu'à un club professionnel privé ! C'est à ceux-ci d'acquiescer & d'entretenir leur stade !

25 Si j'écris « islamique » plutôt qu'« islamiste », c'est parce que, même s'ils ont de sérieuses excuses, les musulmans modérés ne s'opposent jamais, *publiquement*, au dogmatisme fanatique des islamistes !

26 p. 40 L'action individuelle vise à obtenir les décisions collectives qui la pérenniseront & non à faire valoir des personnes. Les changements structurels ne peuvent être que collectifs. Mais toute collectivité s'avère un ensemble de personnes. Dans une société bloquée, seules des actions individuelles rassemblant un nombre important de citoyens peuvent provoquer une mutation sociétale.

27 Un jeu est : à somme nulle, si le gain du vainqueur égale la perte du vaincu, comme dans le jeu d'échec ; gagnant-gagnant, si le perdant obtient un gain moindre que celui du gagnant. La croissance économique est un jeu fortement avantageux pour la haute bourgeoisie, moyennement, pour la classe moyenne, faiblement, pour les exclus & fortement gagnant pour ceux qui, y laissant leur vie, arrivent, paraît-il, au Paradis !

28 p. 41 Quand je fis la remarque à un médecin que si c'était pour l'art & la compassion qu'il exerçait, il pourrait aussi bien pratiquer pour le SMIC, j'eus droit à un remarquable « *Il faut que je rentabilise ces longues années d'études !* » & il ne sut que répondre à mon « *pourquoi ?* » narquois !

29 Toute la difficulté est dans l'appréciation de la notion de justice : il semble correct d'affirmer *juste* ce qui bénéficie à tous ou à une très forte majorité, & *a contrario*, *injuste*, ce qui profite à un seul ou à une minorité, en nuisant à d'autres plus nombreux ! La contestation d'une loi juste s'avère inique (*c'est le lobbying*) & vice versa (*la désobéissance civile*).

30 M^r WAREN BUFFET est un des trois hommes les plus riches du monde. Le 9/11/2006, il déclarait dans un entretien au New York Times : « *La guerre des classes existe, mais c'est la mienne, celle des riches, qui mène cette guerre & nous sommes en train de l'emporter.* »

31 p. 45 Ils sont à l'eau de rose, parce que tout s'y termine toujours pour le mieux, dans le meilleur des mondes possibles, où l'on peut tout obtenir avec de la volonté & de la chance ; mais, contrairement à leurs prédécesseurs, une personne intellectuellement adulte peut prendre plaisir à les lire.

32 p. 46 Les terres rares, également, qui plus est, contrôlées à plus de 90 %, par la Chine, elles nous mettent, en outre à la merci de ce pays, tout comme les OGM nous rendent dépendant de quelques firmes.

33 p. 53 La déstructuration de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) illustre ce propos. L'AFPA accomplissait une mission fondamentale : fournir, entre autres, à des individus plus ou moins intelligents, à plus ou moins forte personnalité, n'ayant pu entrer dans le moule scolaire, une seconde chance de réussite selon leur mérite. Cette association à but non lucratif était, jusqu'en 2007, financée par une subvention du Ministère du Travail. La loi de décentralisation lui réservait un traitement spécial, une partie de ses budgets étant transférés aux régions administratives sans obligation pour celles-ci de les lui reverser. Que reprochait-on à cet organisme ? *un crime capital, celui d'être parapublic & plus efficace que ceux du secteur privé de la formation professionnelle*. En effet, les enquêtes montrent que seulement 8 % des personnes suivant un stage de formation professionnelle tirent un avantage de cette action. À l'AFPA, plus de 66 % des apprenants profitent de leur investissement intellectuel. Le syndicat patronal de la branche hurle, donc, à la concurrence déloyale. Or, la mission de cette association n'est pas de faire des bénéficiaires sur le dos de formateurs précaires & sur celui de ses clients, & ses publics ne sont pas tout à fait les mêmes, elle recrute, principalement, des stagiaires chômeurs. Quand elle enrôle des CIF (*Congés Individuels de Formation*), qui payent plus, c'est parce que l'État l'oblige à le faire en lui restreignant des crédits. Dans le même ordre d'idée, après avoir diminué les budgets, le gouvernement a suggéré que, pour trouver des recettes, les psychologues de l'AFPA sélectionnent des postulants pour d'autres organismes ; puis le Conseil de la concurrence, sur plainte du syndicat patronal déjà mentionné, a estimé qu'il n'était pas normal que l'AFPA soit juge & partie dans l'orientation des candidats faite par les psys ; l'État s'est empressé de suivre cet avis & d'organiser le départ du personnel d'orientation, il lui a même fallu faire une loi contrevenant à plusieurs principes fondamentaux du Droit à cette fin. L'association possède *des hébergements* où elle accueille, gratuitement, les stagiaires impécunieux ; ils seront cédés, dans un avenir proche, pour une bouchée de pain, probablement, à ADOMA qui les rentabilisera, rapidement, en exigeant des loyers adaptés à ce projet (*si les régions ne s'y opposent pas fermement*) ; elle a, aussi, *des cantines*, que la direction asphyxie afin, probablement, de pouvoir les offrir à une entreprise privée comme SODHEXO*. Alors, l'AFPA sera une société privée, presque comme les autres, parce qu'elle emploiera, toujours, des protégés de ministres, de députés, de sénateurs, de maires & de conseillers généraux.

De la même façon, afin de justifier des privatisations, que les pays voisins

envisagent de renationaliser, car elles sont inefficaces, le gouvernement déstructure tous les services publics** afin de pouvoir affirmer que le privé serait plus efficace !

* Il n'y a pas de certitude pour ces cessions, les régions semblant décidées à réagir !

** Les services publics ne sont pas irréprochables, il n'est pas admissible que des files d'attente se forment alors que des employés papotent. La moindre des choses serait de se cacher, une, plus méritoire, d'expliquer la situation & une, encore plus méritoire, de s'organiser pour résorber ces processions rapidement ou pour empêcher qu'elles se constituent ; ce n'est, cependant, pas une raison pour les désorganiser, alors que, dans l'ensemble, ils remplissent leur fonction de façon satisfaisante, même si c'est en gaspillant, scandaleusement, des deniers publics, en raison de l'incompétence des politocards.

34 p. 54 J'emploie ce mot tantôt dans le sens strict, d'indifférence religieuse, tantôt dans celui large, regroupant l'indifférence (apathéisme : pas de divin, question sans intérêt), l'athéisme (pas de divin, religions aliénantes), l'agnosticisme (le divin existe, mais il s'avère inconnaissable, donc pas de religions) & le déisme (le divin existe, mais il n'a rien à faire de nous). L'hérésie est une croyance comme les autres, mais condamnée par une autre.

35 Il y a des religieux dans l'islam chiite, mais pas dans le sunnite ; dans les deux cas, le contrôle social est assuré, par les vieux & par les pairs, chacun surveillant & dénonçant les voisins, en cas de manquement.

36 Ce n'était pas évident d'arriver à la placer celle-là, non plus !

37 p. 55 La question de savoir, si ces femmes sont volontaires ou contraintes de porter ces nouvelles étoiles jaunes, ne se pose pas, à ce niveau. Mais si cette attitude relève plus de l'affirmation identitaire que de la foi sincère, comme je le pense, le cantonnement du port à la sphère privée, limiterait aux femmes soumises, ces marques infamantes les désignant aux amateurs de ratonnades.

38 Ne me traitez pas d'islamophobe, car je ne le suis pas. Je suis connophobe & je n'ai pas encore trouvé un islamiste qui ne soit pas acconnassi ! En effet, ceux que j'ai connus ou que j'ai lus, vénèrent Hitler en cachette, Le Pen en public, car il est plus présentable ; ils haïssent les juifs* à un point vomitoire & appellent, pratiquement, mais à mots couverts, car il ne faudrait pas se retrouver en prison (On a un courage relatif de ses opinions dans ces milieux !), en bons nazillons, sinon au meurtre des juifs, des demi-juifs, des quarts de juifs, des non-juifs ayant une conjointe juive, ou des non-juives ayant un conjoint juif, du moins à leur

lynchage, cf. http://www.radioislam.org/sarkozy/** & en particulier, <http://www.radioislam.org/sarkozy-harem/>, il s'agit d'un exemple presque caricatural, mais je n'ai jamais entendu une organisation musulmane dire sa honte devant ce ramassis d'insanités sur Sarkozy*** & ses relations.

* Il serait compréhensible : qu'ils détestent l'État israélien ; à la rigueur, qu'ils en veuillent aux Israéliens ; mais la haine des Juifs relève plus du crétinisme politique & de la justice que de la lutte politique !

** Ce site est tenu par des Palestiniens à l'honnêteté intellectuelle plus que douteuse : ils considèrent comme ralliée à leur cause, toute personne ayant un jour critiqué peu ou prou Israël ; ils vénèrent Faurisson*** comme un grand intellectuel, c'est dire leur niveau ! ils assimilent le terrorisme palestinien & la résistance française. La différence entre un résistant français de 1944 & un terroriste palestinien de 2009, c'est que le premier n'a jamais exécuté les femmes & les enfants des miliciens & des collabos, qu'il n'a jamais assassiné ces citoyens non engagés qui ne le soutenaient pas &, encore moins cherché à en faire la cible de l'ennemi, afin de, lâchement, se protéger. Cela ne m'empêche pas de penser que :

- » *Tsahal* se comporte avec les Palestiniens, plus comme la SS, toutes proportions gardées, que comme la *Wehrmacht*, même si le contexte est très différent ;
- » l'*apartheid* instauré par le gouvernement israélien relève du crime contre l'humanité ;
- » la non-violence s'avère la seule arme dont les Palestiniens peuvent user pour sortir victorieux de cet affrontement & ils paraissent incapables de l'employer ;
- » seul un État fédéral, strictement laïque, permettra la cohabitation de ces deux peuples aliénés par les religions.

*** Comme se fait-il que Sarkozy, si prompt à poursuivre ceux l'injuriant, n'ait pas encore obtenu l'interdiction d'un site raciste le trainant dans la boue ?

**** Honte de l'université française, ce pseudo-historien, a dépassé les bornes de la connerie tolérable en essayant de contester l'authenticité du journal d'Anne Franck, cette preuve indéniable de l'existence des camps de concentration !

39 p.55 Les élus reçoivent des émoluments ou la loi met à leur disposition des moyens pour faire leur travail de représentants du peuple ou du

personnel : plus une organisation en a, plus ils peuvent contribuer à ses finances, en lui reversant une partie de leurs émoluments ou en mettant leurs moyens à sa disposition, tout en arrondissant, pour certains, leur pécule. Mais il existe, également, des élus & des organisations honnêtes !

40 p. 59 À la fois, pour l'exemplarité, pour la réparation des dommages & la restauration de l'ordre public. Ils ne doivent pas être des anges, mais un peu plus honnêtes, un peu moins corruptibles, que ceux qu'ils représentent.

41 Il faut relativiser : il est peu probable que plus d'un million de personnes aient participé au débat, sur 44 millions d'électeurs ; c'est toutefois considérable par rapport aux quelques dizaines habituelles !

42 p. 62 À leur sens pas au mien.

43 p. 63 Le problème des riches en général, & des patrons, en particulier, est qu'ils ne commencent à comprendre les questions & à fournir des réponses intelligentes que lorsqu'on leur met un couteau effilé sur la gorge ou un canon de revolver armé sur le front.

44 La démocratie évolutive est un concept en devenir, il demande un approfondissement & un nettoyage de ses scories idéalistes avant utilisation.

45 Cela paraît loufoque, mais à l'examen, cela semble plutôt censé ; hélas, développer ce point augmenterait considérablement le nombre de pages de ce livret. Ce sera l'objet d'un autre travail. À titre d'exemple, pour le capital cela signifie considérer l'apport en capital (*action ou autre*) comme un prêt à long terme, que l'on rembourse avec un certain intérêt & que l'on cesse de rémunérer une fois le remboursement achevé ; les actions ne sont, de fait, plus cotables en Bourse.

46 Si l'on pense que surmonter la crise, c'est éviter au plus grand nombre d'en souffrir & arriver à une souffrance minimum pour les inévitables victimes. Si on pense qu'on peut y arriver en sacrifiant 97.5 % de la population au bien-être de la haute bourgeoisie, pas de problème !

47 p. 67 C'est ainsi qu'on appelle, les Français ayant un morceau de bois à la place du cerveau !

48 Depuis plus d'un an, je me pose cette question & je n'ai toujours pas trouvé une définition rigoureuse valable pour la majorité de la population. J'en tente une plus loin, mais la complexité du sujet, rend, à mon sens, impossible, la rigueur. Je la pense possible pour d'autres contrées, mais

irréalisable, aussi bien pour la nôtre que pour les États-Unis : nos pays, terres d'immigration ou creusets, créent une identité nationale trop complexe pour être résumée ou définie précisément.

49 Ne cherchez pas le verbe *béréter* dans un dictionnaire, je viens de l'inventer, il signifie porter un béret !

50 p. 68 J'ai failli écrire « *baguetté & litrobrassé* », mais il ne faut pas abuser !

51 p. 70 Qu'il en fasse partie un jour est la hantise de tous les islamophobes ! Personnellement, je doute que cela arrive, dans un avenir proche, pour trois raisons : l'usage indispensable de la langue arabe pour pratiquer ce culte ; son rejet alimentaire irrationnel du porc, une des bases de notre cuisine ; la place des femmes dans notre société !

52 Cela justifie que les immigrés européens aient moins de difficultés d'assimilation que les Nord-Africains ou les Africains, mais cela n'explique pas que les Asiatiques n'aient pas de problèmes pour y arriver. Mais ces derniers viennent de sociétés complexes & non de sociétés traditionnelles & leurs cultures, y compris religieuses, ne sont pas sectaires, mais, parfois racistes.

L'apport de l'Afrique du Nord à notre pays a cru, avec l'arrivée des Pieds-Noirs, après 1962, mais il s'agissait d'un apport de colons de culture chrétienne ; & nous nions, toujours, consciencieusement, les *harkis* !

53 p. 72 Contrairement à ce que pensent les marxistes, les guerres confessionnelles ont pour fondement les cultes plus que la lutte pour un pouvoir économique ou politique, même si les luttes pour les pouvoirs économique & politique en sont rarement absentes.

54 Le drapeau n'est un symbole que pour les militaires & les ultra-conservateurs, la majorité des Français se contrefiche de ce symbole désuet du patriotisme. Je n'ai jamais vu un passant s'arrêter afin de saluer le drapeau national ; l'emploi de ces ustensiles par les grandes surfaces, qui les arborent pour des raisons publicitaires, a contribué à leur désacralisation. En revanche, il figure dans la panoplie des supporters acharnés de sports divers !

55 À mon sens, London est une ville bien plus agréable, malgré un climat détestable pour un Méditerranéen ! New York se montre bien plus dynamique & culturellement mieux lotie ! etc.

56 L'alcoolisme tout court est un fléau, mais il n'est pas une caractéristique nationale, seulement régionale : il est très développé dans certaines régions,

beaucoup moins dans d'autres ! De plus, il faut distinguer entre les alcooliques qui sont de réels drogués & ceux qui, pouvant rester des jours, des semaines ou des mois, sans en boire, en apprécient le goût.

57 Il s'agit d'affirmations statistiques : je ne prétends pas que tous les toubibs vivent luxueusement, mais qu'en moyenne c'est le cas, même si certains vivotent quand d'autres connaissent le grand luxe !

58 p. 73 Je devrais écrire « *actrices* », mais je ne résiste pas au plaisir d'agacer un tantinet, les féministes qui me liront !

59 Cela change progressivement sous l'influence du rouleau compresseur de la culture industrielle qui les cantonne à la consommation & les réduit à la fonction maternelle, beaucoup plus efficacement que l'islamisme !

60 p. 75 Toute l'hypocrisie du débat gouvernemental se situe dans le glissement entre les deux notions & l'affirmation tacite d'un lien de causalité entre identité & nationalité. Ce lien n'a pas de sens, car nous sommes dans des domaines différents : ceux de la philosophie & de la culture pour l'identité, ceux du droit & de la politique pour la nationalité ! Créer une relation entre les deux implique : la définition précise de la première ; l'établissement de sanctions pour chacun des manquements aux critères retenus ; & des moyens de contrôle des individus incompatibles avec la démocratie.

61 Dans l'immeuble, où je vis en semaine, une maisonnée française fait l'objet de nombreuses plaintes, car elle occupe des places de parking ne lui appartenant pas, car ses enfants font des dégâts par leurs brutalités, etc. L'unanimité des résidents la déclare *conne* ! Dans la barre voisine, une famille marocaine pose les mêmes problèmes ; tout le voisinage uniment la décrète *arabe* !

62 Cela pose un problème, notre pays étant signataire d'une convention interdisant de priver un individu de son unique nationalité afin d'éviter qu'il ne devienne apatride. Cela m'a toujours semblait absurde : si un individu est injustement privé de sa nationalité, il trouvera sans trop de problème une patrie d'adoption, s'il l'est justement c'est une punition extrêmement efficace jointe à l'interdiction de séjour !

63 p. 79 Les mesures proviennent de politocards, mais leur application zélée par des fonctionnaires & l'absence de réaction des médias montrent un consensus xénophobe alarmant !

64 Tous les films, toutes les séries télévisées supposent soit l'existence d'un

Dieu sur qui on peut s'appuyer, & l'existence du Mal & de forces malignes contre lesquelles de bons sauveurs peuvent lutter ; soit la fatalité de certaines situations ; soit la possibilité de s'en sortir si on le veut. Histoire de bien nous faire comprendre que : ce qui nous arrive est voulu soit par Dieu soit par Satan (Mais s'attend-on à ce vers quoi Satan tend ?) ; nous devons l'accepter ou nous battre contre ; de toute façon, c'est de notre faute ou de celle du Tout-Puissant ou de celle du Diable, mais surtout pas, de celle des gentils capitalistes qui s'inquiètent de nos loisirs.

65 J'expose dans « ENVIRONNEMENTALISME & DÉCROISSANCE SOUTENABLE », en quoi il est illusoire.

66 p. 82 Irrecevable, car situé dans un contexte confessionnel : si l'objectif était de lutter aussi bien contre la domination chrétienne que contre l'invasion musulmane, il serait admissible, car visant à empêcher le contrôle de la vie sociale quelle que soit la confession & non par la seule musulmane !

67 Quand on lit les commentaires sur cette affaire, on se rend compte que les hurleurs ont repris à leur compte les arguments du Conseil Fédéral, sans même prendre le temps de consulter l'argumentation des partisans ultra-conservateurs. Or l'existence de mosquées sans minaret est une réalité, tout comme celle d'églises sans clocher. Si la partie de l'argumentaire relative à l'invasion musulmane est inadmissible, dire que la convocation publique au recueillement en arabe ne cadre pas vraiment avec la culture suisse s'avère sensé !

En France, on nous dit que le problème ne se pose pas, car l'appel à la prière serait interdit. C'est faux : la prohibition porte sur les appels sans autorisation municipale ; si, dans une commune, une majorité de musulmans élitait un maire islamiste, il pourrait l'autoriser, bien qu'il ne cadre pas plus avec la culture française qu'avec la suisse ! Mayotte est un département français d'outre-mer, dont les villes à majorité musulmane autorisent l'appel à la prière !

68 En revanche les joyeux trilles des beffrois, édifices laïcs par excellence, devraient être, hélas ! supportés par tous !

69 Quand je parle de juifs ou de juives, je fais toujours référence aux pratiquants du judaïsme & non aux membres d'un hypothétique peuple juif * ! Je préfère mentionner le peuple hébreu (de l'antiquité) ou le peuple israélien (vivant en Israël), certains d'entre eux pouvant être des mécréants ! Ce n'est pas un hasard si les sionistes refusent la notion de peuple israélien :

cela permet d'écarter les non-juifs qu'ils soient chrétiens, musulmans ou mécréants de la citoyenneté, en violation de la charte de création de l'État d'Israël.

* À la suite de SHLOMO SAND, dans « COMMENT LE PEUPLE JUIF A ÉTÉ INVENTÉ », je considère que la notion de peuple juif est une construction des idéologues sionistes, basée sur la pseudojustification biologique de fables religieuses admises comme avérées ; elle vise à justifier l'implantation des Juifs européens en Palestine, comme un retour.

70 p. 83 J'ose espérer qu'une majorité le désapprouve !

71 Les fundamentalistes musulmans, comme les fundamentalistes chrétiens, veulent enseigner le créationnisme à l'école, ils contestent le darwinisme & tous les acquis scientifiques contredisant leurs livres saints. Inversement, ils proclament la scientificité de ces mêmes livres, dès qu'une connaissance scientifique concorde avec une phrase de ces ouvrages. L'un d'entre eux Arun Yahya, pseudonyme du gourou d'une secte islamiste turque condamné, en 2006, pour viols, escroqueries & harcèlement, a réussi à faire envoyer des exemplaires de ses délires à 10 000 écoles françaises ; & il a fallu batailler pour obtenir le retrait de ces âneries des centres de documentation. Il semble qu'aucun musulman n'ait protesté contre la diffusion de ces écrits !

72 Cela justifierait-il l'adhésion des États-Unis à l'Union Européenne ?

73 p. 86 Je caricature à peine la situation !

74 La remise en cause des référendums & des votations populaires est systématique, même un démocrate de choc comme JEAN-FRANÇOIS KAHN regrette que le peuple vote sur de tels sujets, dans sa CHRONIQUE DE MARIANNE du 5 DÉCEMBRE 2009. Or, l'ennui n'est pas la mise au vote de la question, mais la très longue ignorance méprisante des plaintes & des mécontentements générés par ces accidents croissants* de voisinage.

De plus, M^e KAHN a une conception erronée de la laïcité, pour lui elle doit faciliter l'exercice des cultes. On a vu que ce ne pouvait pas être le cas. Le vote helvète, en est une illustration : des intégristes chrétiens ne tolèrent pas une religion concurrente ! Les intégristes chrétiens ne peuvent pas pratiquer, *publiquement*, leur confession sans désobliger les intégristes musulmans & vice-versa.

* Si j'ose dire, s'agissant de relations avec des musulmans & des activistes islamistes, les deux étant confondus par la majorité des Occidentaux.

75 Elle est abusivement dénommée « **invasion musulmane** » par ceux qui la redoutent. Cet abus étant dû à l'ignorance, chez beaucoup, & à la mauvaise foi politocarde, pour la minorité la plus virulente. Tant que les musulmans, les chrétiens & les juifs limitent leur pratique religieuse à la sphère privée, sans outrepasser les lois républicaines, leur religion ne présente aucun danger pour ces valeurs républicaines qui sont la force de notre pays.

76 S'il est légitime de protester contre les traitements indignes qu'Israël impose aux Palestiniens, il est scandaleux d'assimiler les pratiquants juifs français, citoyens bien intégrés d'un État laïque, aux ressortissants de l'État militaroreligieux déjà cité, qui, de plus, ne sont pas tous d'accord avec leur Gouvernement.

77 Je n'ai pas d'étude statistique pour étayer mes dires, seulement deux discussions informelles, qui datent de quelques années, avec deux Algériens & un Marocain athées, ayant fui leurs pays respectifs ; ils simulaient la croyance pour éviter d'être harcelés, car ils ne se sentaient pas assez forts pour résister à la pression sociale ; ni leur faciès, ni leur qualification leur permettant de trouver, facilement, du travail, dans les entreprises françaises. Ces idées se sont renforcées à la lecture de différents faits, dans la presse, ces dernières années. En outre, je ne jette pas la pierre aux musulmans modérés qui se taisent pour cette raison : l'altruisme c'est bien, mais la survie c'est mieux !

78 Les sectes, par essence intégristes, causent aussi des dégâts humains considérables. Mais je pense que tant qu'elles n'empiètent pas sur l'espace public, que tant que ces dégâts ne spolient aucun citoyen lui étant étranger, même si c'est dur à vivre pour les proches, c'est le problème des individus qui sont incapables de vivre par eux-mêmes, pas celui de la société.

79 Il a fallu l'approche des élections régionales, jointe à la montée du mécontentement, pour que ce gouvernement inepte publie un décret améliorant, temporairement, la situation.

80 p. 90 Voilà, un pourcentage précis bien intrigant ! D'où peut-il sortir ? On sait que pour une caractéristique précise d'une population, celle-ci se ventile selon une loi normale centrée réduite, quand elle est nombreuse. Cela veut dire que 95 % de la population est répartie entre la moyenne moins trois fois l'écart-type, que 2,5 % sont au dessus & 2,5 % en dessous. Exemple si la taille moyenne de la population française est de 174 cm avec un écart-type est de 8 cm, 95 % des Français mesureront entre 150 & 198 cm ; les 2,5 % de

nains auront moins de 150 cm & les 2.5 % de géants, plus de 198 cm ; 97.5 % de la population ne font pas partie des géants.

81 Les étrangers sont tous des cons, sauf ceux que l'on connaît bien qui ne sont pas comme les autres.

82 Même si des statistiques peuvent montrer que ces actes d'incivilités & de petites délinquances sont plus souvent commis par des étrangers ou par des Français depuis peu, il est aberrant de ne les prétendre commis que par des immigrés ou des enfants d'immigrés.

83 Ce néologisme est né au logis !

84 Cela n'empêche pas de nombreux Chinois ou Américains de prôner une conception plus universaliste de l'identité nationale.

85 Cf. « COMMENT LE PEUPLE JUIF FUT INVENTÉ ? » de SHLOMO SAND, historien à l'université de Tel-Aviv, déjà cité.

86 p. 91 Je n'ai pas l'aisance de M^e ROYAL pour créer des néologismes !

87 p. 95 SlowFood est une association qui s'oppose aux effets dégradants de la culture fast-food qui standardisent les goûts ; qui promeut les effets bénéfiques de la consommation délibérée d'une alimentation locale, qui a des programmes d'éducation du goût pour les adultes & les enfants, qui travaille pour la sauvegarde & la promotion d'une conscience publique des traditions culinaires.

Elle aide les producteurs-artisans de l'agroalimentaire qui font des produits de qualité & encourage les initiatives de solidarité dans le domaine alimentaire. L'objectif de Slow Food est de développer un modèle d'agriculture moins intensif & [moins] nocif, capable de préserver & d'améliorer la biodiversité & d'offrir aussi des perspectives pour les régions moins riches.

Elle cherche à combiner le plaisir avec un profond sens de responsabilité à l'égard de l'environnement & du monde de la production agricole. On ne peut pas être gastronome & ne pas être sensible à la protection des cuisines locales, des races animales, des espèces végétales en danger d'extinction. Extraits du site www.slowfood.fr.

88 p. 96 Ce sont les mêmes, qui changent de casquettes selon les circonstances !

89 Ce principe pose des problèmes concrets : dans le cas des injures antisémites nous avons un douloureux passé, pas si lointain, qu'il n'est pas admissible de revivre ! mais, faut-il pour autant criminaliser un antisémite ou un autre raciste ? Je ne le pense pas. Je suis persuadé au contraire de la nécessité de démontrer rationnellement ses arguties & de montrer dans quels cas mesquins il trouve ses sources, afin de le déconsidérer. La plupart des xénophobes quotidiens

montent en épingle, souvent inconsciemment, tous les soucis créés par un de leurs boucs émissaires & oublient ceux de leurs collègues. Il faut donc pointer leur cécité, pour les ébranler.

Le seul moyen de lutter contre le racisme s'avère l'éradication des communautarismes par l'intégration sociale des membres de ces communautés.

90 Dans l'imaginaire populaire, seuls, les blancs sont racistes ! Les bons aryens*, ce sont les Caucasiens (Scandinaves, Anglo-saxons, Germaniques, Slaves, Latins, Anatoliens), mais pas les Sémites (Arabes, Hébreux, Berbères), blancs eux aussi, de propres aryens* souvent qualifié de sales. Je le dis, souvent, mais les individus les plus xénophobes que j'ai rencontrés étaient de nationalités japonaise & congolaise (ethnie Kugni).

Aujourd'hui, un débile caucasien agressant un ressortissant africain commet un crime raciste, mais un débile africain ou arabe agressant un religionnaire juif ou une personne âgée est une victime !

* Ce sont ceux qui ne savent pas faire grand-chose ! Ce subtil jeu de mots me plonge toujours dans une hilarité profonde !

91 Je ne le répéterai jamais assez, mais petit-fils d'immigré, j'ai été traité jusque vers 1966 (j'avais 13 ans) de « sale rital » ou de « putain de rital ». J'ai donc une idée assez précise de ce que l'on peut ressentir quand on se trouve injurié d'une façon incompréhensible. De nature rebelle, je réagissais assez violemment pour que ces malpolis n'aient pas l'envie de recommencer, en ma présence ; j'imagine, bien, le calvaire de tous ceux qui n'ont pas la possibilité de rosser leurs insulteurs débiles.

Ceci pour expliquer que dire qu'Arabes & Noirs sont surreprésentés dans les prisons françaises ou les Israélites, dans nos orchestres symphoniques, relève d'un constat préalable à une compréhension ou à une remédiation, & non d'un jugement de valeur ; les citoyens respectables Maghrébins ou Nègres* sont beaucoup plus nombreux que ceux dans nos géôles, tout comme les Juifs piètres musiciens.

* Ce mot n'a ici rien de péjoratif !

92 Il semble que beaucoup de mâles adultes & enfants effectuant les mêmes tâches que des femelles de leur âge, dans les mêmes conditions, s'en sortent moins bien ; & ils souffrent de la comparaison, d'autant plus que l'idéologie dominante leur rabâche qu'ils sont censés être supérieurs à celles-ci ! Ce pourrait être une des sources du phallocratisme & une des raisons du dogme, devenant, en réaction, progressivement dominant, de l'écouillage des hommes !

93 Sarkozy agit comme un intégriste catholique : il désorganise les centres d'I.V.G., en leur coupant les crédits ; il a reconnu un diplôme confessionnel comme équivalent à ceux publics ; & la laïcité positive qu'il prône dénature la laïcité afin de donner la priorité au religieux sur le civil.

94 Il faut insister, mais, si l'islamisme est un danger futur qui demande notre vigilance, le danger actuel est le rouleau compresseur des industries culturelles occidentales ; à travers la surconsommation de sucres physiques (soda, fast-food) & intellectuels (séries américaines, Walt-Disney, TFI), il nous drogue au doux, afin d'anesthésier préventivement, toute velléité de rébellions corrélatives à la montée du chômage, de la précarité, des pénuries, de la désespérance ! Prioriser les dangers ne signifie pas cesser de lutter contre eux !

95 La plupart des contrats de travail des cadres hiérarchiques sont anticonstitutionnels puisqu'ils prévoient que ceux-ci continuent à représenter l'entreprise en dehors de leur temps de travail ; or la permanence du lien de subordination s'avère une des caractéristiques de l'esclavage !

96 Cette solution radicale pourrait, également résoudre le problème du chômage, par l'exécution de tous les chômeurs en fin de droits & des retraités, passés cinq années de goberge ! Pour les crétins entêtés qui liront la phrase précédente, je précise qu'il s'agit d'humour !

97 En clair, pour être acceptable la vie sociale doit privilégier l'épanouissement individuel & la solidarité. Quand on n'arrive pas à dépenser tous ses revenus, on peut donner solidairement la quasi-totalité de son épargne (mais pas la totalité). Une rémunération minimale garantie à tous, y compris les enfants & les retraités du niveau du RSA, pourrait y participer. Elle permettrait à ceux, qui n'ont pas trop envie de travailler, de le faire, & à ceux, qui en veulent, de gagner un peu plus, tout en se valorisant dans leur activité ; tous les autres animaux survivent par leur activité, seule notre espèce possède des parasites endogènes. Il restera le problème de ceux qui veulent dépenser beaucoup sans trop travailler, alors qu'ils n'ont ni la fortune, ni la culture, ni l'intelligence permettant d'y arriver licitement..

98 Je ne regrette pas cette époque idyllique où notre espérance de vie à la naissance ne dépassait pas les 50 ans, où, approximativement, un bébé sur trois mourrait dans sa première année, où on exhibait des noirs africains, dans des cages, lors des expositions universelles !

Mais on peut se demander si l'opulence matérielle occidentale, la généralisation des problèmes de pollution, l'augmentation constante du nombre de personnes atteintes de malnutrition (*seuls les pourcentages diminuent*), la déliquescence morale généralisée, le règne de l'Argent, la puissance des multinationales, la résurgence des théocraties, le rouleau compresseur des industries, dites culturelles, alors qu'il faudrait les appeler anticulturelles, car la culture, ralentisseuse de consommation, s'avère leur ennemie ! Bref, si tous ces facteurs nous ont fait progresser ou régresser & vers quoi !

99 Les causes du racisme ne sont pas nécessairement les mêmes pour chacun des racistes, outre la peur, par exemple, la nécessité de se donner une place privilégiée dans le monde peut amener à déconsidérer les autres que ce soit par fierté ou par mesquinerie !

100 À travers par exemple le retour inepte à la chasteté, dans la lignée mortifère des monothéismes qui ne veulent notre bonheur qu'après notre mort. L'abstinence sexuelle relève, à mon sens, du masochisme & chacun de ses adeptes côtoyés, me l'a confirmé à son corps défendant, si j'ose dire !

101 Même s'il l'a fait à la demande de son avocat !

102 Qu'il y ait piratage je n'en doute pas, que ce soit d'œuvres d'art ? Les pirates n'ont pas toujours bon goût !

103 La pédophilie se présente sous deux formes : la première, condamnée par tout être sain d'esprit & de corps, se base sur des relations sexuelles avec des mineurs ; la seconde, souvent confondue avec la première, est l'amour platonique porté, par des proches (*parents, pédagogues, Lewis Carroll*), à des enfants, pour leur personnalité.

104 Je n'approuve pas ces comportements, & je n'appréciai pas plus d'être enfumé, mais justifient-ils l'intrusion judiciaire & policière dans notre vie quotidienne ? De plus, les racistes les plus virulents, rencontrés à ce jour, étaient une Japonaise & deux Congolais.

105 Dans une communauté lâche, les individus ne sont pas constamment en présence, les codes de comportements ne sont, majoritairement, pas stricts.

106 Il m'arrive de faire des blagues racistes, mais je ne le fais qu'avec des personnes connaissant mon antiracisme viscéral & je ne répète pas de mauvaises histoires ou de mauvais jeux de mots.

107 p. 108 Le problème des riches c'est qu'ils ne commencent à comprendre

les questions & à fournir des réponses intelligentes que lorsqu'on leur met un couteau effilé sur la gorge ou un canon de revolver chargé sur le front.

108 Tout être humain a droit à une nationalité, mais des personnalités aussi brillantes ne manqueront, jamais, de pays d'adoption !

109 Il n'est pas possible de la présenter ici, reportez-vous à « LA DÉMOCRATIE ÉVOLUTIVE », MICHEL LALOUX, ÉDITIONS YVES MICHEL, ISBN 9782913492462. Ce n'est de toute façon pas la panacée ! Il s'agit d'une piste pour y parvenir, entachée d'un idéalisme nuisible dont il faudra la débarrasser.



Index

A

action.....
 actionnaire....12, 39, 50, 76, 96 sv
 -s syndicales.....10
adhésion.....7, 14, 76, 80, 86, 92
agités du bocal.....98
agression.....28, 37, 81, 83, 106
aide à la décision.....9
aliénation.....96
 aliéné.....72, 107
 aliéner.....26, 98
alternatif.....9 sv, 63, 110
altruisme.....13, 28, 39 sv, 113
américainiv, 8, 33, 70, 72, 77, 86, 95
 états-unien.....76, 92
appropriation injuste.....81
Argent 10, 26, 30, 42, 51, 53, 55, 67,
74, 77, 95, 101 sv, 105 sv, 108
art de vivre.....74, 76, 79
artefact.....22
autisme.....45, 49
autocensure.....99, 109
autoconstruction.....22
autocrate.....44, 57
avantages.....30, 57, 62

avenir radieux.....16, 73, 101

B

banlieue.....78, 89, 96, 101
banque.....12, 84, 96, 108
bénéfice.....39, 52, 78
bien.....ii, vi, 8, 11 sv, 16, 18, 20, 24,
34, 41 sv, 55, 64, 67 sv, 73, 76 sv,
85, 88, 91, 99 sv, 104 sv, 107 sv,
110
bien-être.....11, 55
biens.....31, 42, 68, 78
blasphème.....9, 56, 109
bons Français.....67, 79
bouclier fiscal.....16, 25, 61, 80
bourgeoisie. v, 29, 37, 39, 45 sv, 49
sv, 53, 68, 79, 97, 112 sv
bureaucrate.....9 sv, 31, 58 sv

C

cadre 1, 16, 21, 47, 75, 81 sv, 85, 95
campagnes électorales.....30, 62
capitalisme financier.....11 sv
caricature.....51, 70
castes.....45
catastrophisme.....iii, v

- centralisme démocratique.....43
- centralisme étatique.....74
- chauvinisme.....76
- choix.9 sv, 16 sv, 31, 57, 60, 63, 78, 111 sv
- chômage.....iv, 12, 52, 101 sv, 106, 112
- citoyenneté..1, 23 sv, 27 sv, 31, 33, 36, 39, 80
- citoyen 1, v, 7 sv, 13 sv, 19, 23 sv, 27 sv, 33 sv, 41, 46, 49, 53, 55, 57, 60 sv, 63, 65, 67, 70, 74, 78 sv, 86, 92, 95 sv, 111
- civilité.....8, 27 sv
- civisme.....8, 27 sv
- solidarité..8, 27 sv, 40, 52, 54, 74 sv, 78 sv
- civilisation.....ii, 22, 32, 104
- cohabitation.....ii, 8, 32
- colonisateurs.....72
- colonisés.....69, 72, 77
- commerçants.....54, 59
- communautarisme. .26, 32, 50, 81, 89, 93, 96, 100, 102 sv, 105
- communauté. .ii, 21, 24, 28, 52, 71, 91, 93, 109
- compassion.....40
- comportement.....13 sv, 20, 22, 27, 35, 39, 41, 53, 70, 78, 81, 95, 105
- compréhension.....1, vi, 14, 44, 70
- con.....14 sv, 19, 99
- concession.....86
- concordat.....55, 68
- confiance.....41, 73
- confusion.....91 sv
- connerie.....14 sv, 19, 46, 78, 99 sv, 102
- cons....12, 14 sv, 63, 79, 81, 83, 91, 95, 99, 106 sv, 113
- conservateurs.....29, 87, 103, 113
- consommation....1, iv sv, 11 sv, 21, 29, 35, 43, 47, 52 sv, 59, 65, 73, 75, 77, 83, 97 sv, 100, 102 sv
- isme.....11, 29, 65, 98, 100
- istes.....1, v, 12, 73, 77, 97, 103
- consommer 11 sv, 26, 42, 47, 53, 82, 97 sv, 102, 109
- constitution.7 sv, 34, 38, 41, 63, 84
- contestation.....10, 52, 61, 97, 99, 108, 110
- contestataire....9 sv, 15, 63, 103, 108 sv
- contexte.....iv, vi, 13
- contrat social.....7, 98
- contrôle...9 sv, 25, 32, 34 sv, 38, 58 sv, 64, 86, 89, 103, 108 sv
- conviction.....56, 87, 89
- copinage.....38, 55
- corruption.....30, 38, 57 sv
- coupure.....10, 49, 97
- courage.....17, 38, 60 sv, 64, 67, 87, 111
- crédit.....12, 59
- crétin nuisible.....29
- crétinisme sidéral.....72
- crise 1, 12, 15, 41, 50, 52 sv, 65, 82,

96 sv, 100, 111 sv
critique.....vi, 47, 49, 52, 63, 73 sv,
 100, 103, 108
croissance....iv sv, 11, 13, 46, 52 sv,
 58, 72, 76, 81, 111 sv
croissance.....17 sv, 52, 56, 91
culture...1, 11, 16, 21 sv, 39, 45, 68
 sv, 86, 92, 96, 104 sv
 - industrielle.....96, 105
cumul des mandats.....30
cynisme.....1, 42

D

décérébrer.....82
décret.....94 sv
décroissance.....46, 64, 98, 110
défavorisé.....54, 72
dé légitimation.....38
déliquescence.....13, 36, 40, 102
démocratie...1 sv, v, 7 sv, 13 sv, 19,
 25, 29 sv, 32, 35, 39, 43 sv, 50, 60,
 63 sv, 67, 80, 82, 88, 91, 97 sv, 108
 sv
désaccord.....10, 61
désespérance.....49, 89
désobéissance.....25, 38, 44, 61
 - civile.....25, 38, 44
 - civique.....61
désorganisation.....54
dettes.....12
développement...11, 15, 23 sv, 28,
 38, 45, 49 sv, 59, 62, 72, 74, 82, 89,
 96 sv, 113

devoirs 12 sv, 24 sv, 27 sv, 33 sv, 40,
 106
dichotomie.....96
dictature.....8, 29, 55, 63 sv
dimension.....14
diminution des moyens.....78
discrédit.....97, 107
disfonctionnement.....25
dividende.....50, 54, 97
droit.....
 - du sol.....93 sv
 -s.....8 sv, 13 sv, 24, 27, 32 sv, 38,
 53, 74, 78 sv, 82, 92, 96, 106

E

eau.....20, 35, 46
économique. v, 9 sv, 15, 17, 31, 36,
 41, 46, 51 sv, 57, 61, 63 sv, 71 sv,
 76, 81, 96 sv, 100 sv, 109 sv
effets pervers.....12, 45, 57
égalité 8 sv, 13, 24, 28 sv, 32, 35 sv,
 45, 51 sv, 54 sv, 74, 78 sv, 95, 99
église ii, 12, 33, 55 sv, 68, 84 sv, 106
égoïsme.....1, 13, 28, 39
électeurs....7, 19, 37, 58, 62, 68, 84
élections. 11, 30, 37, 45, 58, 62, 65,
 82
élite...10, 29, 36, 41, 47, 49, 53, 76,
 83, 96 sv, 108, 111
endettement.....11, 112
enquêtes.....86
épicurien.....21, 67
épidémies.....112

- épuisement.....iv, 21, 81, 112
 esclave.....25, 29, 98, 101
 escroquerie.....17
 espace...9, 20 sv, 27, 33 sv, 51, 98 sv
 espritiv, 11, 21, 33, 57, 70 sv, 75 sv,
 86, 105
 état.....8 sv, 20, 23 sv, 28, 31, 33 sv,
 38, 46, 50 sv, 54 sv, 65, 71, 75, 86,
 92 sv
 État.....8 sv, 20, 23 sv, 28, 31, 33 sv,
 38, 46, 50 sv, 54 sv, 65, 71, 75, 86,
 92 sv
 État-nation.....23 sv
 éthique.....13, 41, 43
 être humain.....13 sv, 20, 28
 eurocrate.....58
 exactions.....89
 exclusion.....54, 71, 102
 exécutif.....8 sv, 55, 63 sv, 110
 exemplarité.....40
 existentiel.....13, 20, 47
 extrême droite.....27, 81, 93, 107
- F**
- faim.....112
 famille.18, 21, 24, 40, 54, 86, 94 sv,
 105 sv
 fanatisme.....14, 33
 fédérateur.....32, 69, 72
 femmes...27, 34, 56, 67, 70, 76, 83,
 89, 95
 féodalité.....51
 fichage.....99
- financier.....11 sv, 87, 111
 fonctionnaire.....31, 38, 59, 91, 95
 formation iii sv, 15 sv, 19, 59 sv, 62,
 85, 99, 108, 111
 fracture.....96
 France.1, 9, 33, 36 sv, 64, 67 sv, 78,
 81, 86 sv, 89, 92 sv, 96, 105
 francité.....77, 91 sv
 fraternité..9, 13, 27 sv, 51 sv, 74, 78
- G**
- ghettoïsation.....33, 54
 gouvernement.7, 29, 37 sv, 55, 57,
 65, 80, 82, 84, 87 sv, 92, 95, 108
 groupe...vi, 18, 21, 23 sv, 29, 31 sv,
 40, 42, 45, 58, 62, 71, 86, 88, 105
 guerre...37, 39, 59, 71, 77, 100, 112
- H**
- HADOPI.....16, 25, 60
 humain.....iv sv, 13 sv, 18, 20, 23, 28
 humour rabelaisien.....69
 hymne national.....74
- I**
- identité.....
 affirmation identitaire.....56, 73
 - française...1, 67 sv, 76 sv, 79 sv,
 91 sv, 95 sv, 101
 - nationale. ii, 7, 39, 65, 68, 70 sv,
 77, 80, 82, 91 sv, 95 sv
 idéologie.....13, 99, 107
 idiot utile.....29

- ignorance.....60, 72, 105, 113
 illusion démocratique.....64
 imbécile..14 sv, 25 sv, 34, 39, 50, 52
 immigrés.....1, 69, 79 sv, 83, 96
 impôt....27, 29, 35 sv, 40, 51 sv, 54, 77, 80 sv, 95 sv
 improductif.....80
 impunité.....60, 89
 incivilité.....92
 incompetent.....31, 41
 inconvenients.....30 sv, 59, 62
 indépendants.....64, 111
 individu.....19, 23, 28, 42 sv, 45, 71
 informatif.....9 sv, 63, 110
 inique..16, 25, 38, 44, 58, 61, 76, 95
 injustice.....33, 49 sv
 insane.....38, 52, 71, 107
 insécurité.....11, 53, 83, 103, 109
 intégriste 1, 9, 31, 34, 72, 75, 79 sv, 87, 89, 97, 99, 108 sv, 111
 intégriste.....
 intégrisme.....87, 89 sv, 103
 intellectuel. 1 sv, 11, 13, 17, 19, 27, 33, 49, 51, 71, 74, 76, 82, 84, 87, 104, 108
 interaction.....17
 interconnexion.....10, 21, 99
 intérêt 9 sv, 16 sv, 25, 27 sv, 30, 32, 35, 37 sv, 43 sv, 52, 54, 57, 68, 95
 Internet.....iii, 9, 91, 99, 108
 interrogation.....13, 65
 intransigeance.....33
- irrationalité.....15
 irresponsable.....40, 61, 89
- J
- jeu à somme nulle.....41
 judiciaire 8 sv, 38, 60, 63 sv, 99, 110
- L
- laboratoires.....54, 76, 112
 lâcheté.....55
 laïcité....1 sv, 7, 10, 13, 31 sv, 55 sv, 64, 68, 72, 74, 79 sv, 84 sv, 92, 97, 101, 109, 111
 laïc 1 sv, 7 sv, 10, 12 sv, 31 sv, 55 sv, 64, 68, 72, 74, 79 sv, 85 sv, 88 sv, 92, 97, 101, 109, 111
 laïque.....9, 33, 77, 84 sv, 88, 92, 108
 langage.....ii, 23
 législatif.....8 sv, 63 sv, 110
 libéralisme....10 sv, 29, 50, 101, 103
 libéral 1 sv, 9 sv, 25, 28 sv, 33, 46, 50 sv, 62, 78, 82, 84, 89, 101, 103, 108
 libéraux....1, 28 sv, 41, 44, 52, 54 sv, 75, 79, 84, 89, 97, 99, 103, 113
 libertarien.....53, 55
 liberté.1 sv, 7 sv, 13 sv, 19, 28 sv, 31 sv, 38 sv, 43, 50 sv, 56, 65, 74, 79, 82, 84, 88, 91 sv, 97 sv, 103 sv, 106 sv, 112
 liberticide.....39, 97, 103
 libre-penseur.....iii, 87

liens sociaux.....53
 lobbyiste.....64, 110
 loi.8 sv, 16, 18, 25, 28, 32 sv, 38, 43
 sv, 51, 60 sv, 63, 85, 94 sv, 99

M

mal....8, 13, 16, 18, 20 sv, 33, 41 sv,
 47, 50, 53, 76, 78 sv, 84, 86, 100,
 104, 107 sv
 malades.....22, 38, 40, 54
 malhonnêteté.....19, 45, 82
 malnutri.....53, 112
 manque de réflexion.....30
 marginal.....10, 99
 mécréance.....42, 55 sv, 86
 agnostique.....ii, 32, 91
 athée.....ii, 32 sv, 42, 55, 86, 91
 athéisme.....9, 33, 42, 55
 menace.....7, 31, 37, 55, 76, 90, 96,
 110
 mépris.....26, 49, 63, 69, 79, 84
 méritocratie.....51, 53
 métèque.....69
 ministre.....40, 78, 88 sv, 100
 mode de vie.....11, 69
 mondialisation.....33, 51, 62
 morale.....13, 26 sv, 40 sv, 100, 106
 multinationale.....52, 64, 81, 96 sv,
 110

N

nationalité ii, 7, 27, 67 sv, 71, 77 sv,
 80, 91 sv, 102, 111

naturalisation.....67 sv
 nature.....21 sv, 35, 38 sv, 42 sv, 55,
 58, 86 sv
 notre devise.....51, 74, 79 sv

O

obligation.....24, 28, 35 sv
 œillères.....1, 17
 omniprésident.....61, 64, 110
 opposition.....38, 55, 73, 90

P

pactole.....46
 panacée.....108
 parasite.....20, 80
 patriotique.....76, 92
 patron...1, 9 sv, 16, 57 sv, 63 sv, 77,
 98, 100, 110 sv
 pauvre iv, 12, 40, 45, 53, 55, 78, 80,
 100 sv, 105 sv, 113
 pays émergents.....iv, 12, 113
 pédalage dans la choucroute.....84
 pénurie.....13, 20, 46 sv, 106, 111
 personne.....ii sv, 8, 14, 16 sv, 21 sv,
 24, 27, 31, 34 sv, 39, 43, 45, 50, 52,
 56, 59, 64, 68, 71, 78 sv, 82 sv, 91,
 93 sv, 98, 104
 perversions sociétales.....58
 pétrole.....20 sv, 47, 53, 64, 87, 97,
 110, 112
 peuple ii, v, 7, 9 sv, 18, 21, 29 sv, 40,
 43, 45, 49, 57, 60 sv, 71, 74, 76, 79,
 83 sv, 91 sv, 95 sv, 108

- peur 45, 55, 83, 86, 88 sv, 92, 105 sv
 piratage.....108
 points communs.....71 sv
 politique 1, v, 8, 10 sv, 17, 23 sv, 27, 29 sv, 38 sv, 45, 47, 52, 54 sv, 65, 70 sv, 76 sv, 81, 87 sv, 92, 99 sv, 107, 109, 111
 -s partisans.....30
 politocard...1 sv, 12, 26, 33, 37, 41, 50, 56, 60, 71, 81, 84, 89, 96, 99
 pollueur.....16, 50, 53
 population...ii, iv, 10, 16, 20 sv, 31, 46, 52, 56, 58, 71, 78, 81, 92, 100, 103
 possédé.....68, 86
 pouvoir. iii, v, 8 sv, 23, 26, 29 sv, 38, 41, 55, 57, 59 sv, 85, 87 sv, 97 sv, 103, 105, 110
 pragmatisme.....75
 prédateur.....20 sv
 prérogatives.....13, 34, 79
 presse.....12, 77, 108
 primates.....20 sv
 principe. .iii, 7 sv, 10, 27, 36, 39, 51, 53, 55, 63, 69, 80, 101, 106 sv
 principes républicains. .10, 51, 106 sv
 privilège.....8, 25, 46, 78, 96
 problème...1, iv sv, 8, 10, 12, 14, 16 sv, 19 sv, 23, 29, 31, 39, 41, 43 sv, 47, 52, 54 sv, 57 sv, 65, 72 sv, 77 sv, 84, 87 sv, 95, 97 sv, 101, 105 sv, 112
- processus de production.....59
 protection.....24, 36, 39, 84, 90, 98
- Q
- question....ii, 7, 13 sv, 16, 18 sv, 29, 44, 46 sv, 51 sv, 65, 77, 82, 87 sv
- R
- raciste....81, 93, 100, 102 sv, 106 sv
 réactionnaire..12, 76 sv, 86, 93, 99, 101, 103 sv, 106, 108
 reclassement.....31
 reculade.....56
 réformiste.....87
 régime.....29, 31, 36, 46, 54, 106
 règles démocratiques.....67
 régulation.....10, 20, 36, 58
 religieux....12, 18, 31, 33, 42, 55 sv, 63 sv, 93, 109 sv
 religion.....
 catholicismeii, 9, 32 sv, 55, 72 sv, 85, 90, 106
 christianisme...1, 8 sv, 13, 21, 32, 34, 39, 73, 79, 85 sv, 93, 97, 99
 confession.....8 sv, 32 sv, 86
 culte8 sv, 32 sv, 41, 51, 53 sv, 72 sv, 84 sv, 88, 105
 islam. 1, 8, 32, 34, 39, 64, 72, 74, 79, 83 sv, 93, 96, 99, 105, 110
 islamiste....32, 50, 55, 74, 81, 83, 85 sv, 96 sv, 101 sv
 judaïsme.....8, 73, 85 sv
 juif1 sv, 34, 77, 79, 85, 87, 89 sv, 99 sv, 102 sv

U

unification.....	32
unité nationale.....	69
universaliste.....	9, 92
utopie.....	19, 31

V

valeurs..26 sv, 55, 73, 80, 92 sv, 100	
vie sociale.....	32, 41, 105

X

xénophobie.....	78, 81, 83, 91 sv
-----------------	-------------------

TABLE DES MATIÈRES

Avertissement.....	1
Introduction.....	7
La connerie en général.....	15
La connerie en particulier.....	16
Les questions existentielles.....	20
Qu'est-ce qu'un être humain ?.....	20
Qu'est-ce qu'un citoyen ?.....	23
Que signifient les mots de la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » ?.....	28
Qu'est-ce que la démocratie ?	29
À quoi sert la laïcité ? & comment la définit-on ?.....	31
N'a-t-on que des droits ?ou bien faut-il ajouter à ces prérogatives, des devoirs ? & lesquels ?.....	34
Quels sont les rôles respectifs de l'individuel & du social ? ceux de l'égoïsme & de l'altruisme ?.....	38
Qu'est-ce qui est bien ou mal ? où en est la morale ? quelle différence y a-t-il entre éthique & morale ?.....	41
Quelle est la fonction des inégalités ? Doit-on les réduire ? ou bien les rendre inhérentes ?.....	44
Comment va-t-on gérer les pénuries prévisibles ? les pollutions qui augmentent ? les modifications climatiques qu'on nous annonce ?.....	45

Les points critiques.....	48
La coupure entre le peuple & les élites.....	48
La remise en cause des principes républicains.....	50
La remise en cause de la laïcité.....	54
Les modalités de choix des représentants du peuple & le système électif.....	55
Le contrôle des technocrates & des bureaucrates.....	57
La responsabilité des représentants du peuple dans la fabrication des lois.....	58
Les désaccords entre le peuple & les lois ou les décrets.....	60
Les moyens dont dispose le peuple pour décider rationnellement.....	60
La séparation des pouvoirs.....	62
L'identité française aujourd'hui.....	65
Laïcité & minarets.....	82
Conclusions.....	89
Articles du Monde.....	89
Identité française, nationalité & francité.....	90
Francité.....	91
Nationalité.....	91
Identité nationale française.....	93
Démocratie & liberté.....	96
Liberté.....	96
Liberté d'expression.....	97
Internet & la liberté.....	105
Démocratie.....	107
Notes.....	113
Index.....	135
Table des matières.....	145

Ouvrage édité uniquement sous-forme électronique au format PDF,
consultable sur les PC, les smartphones & les liseuses.
Dépôt légal en cours

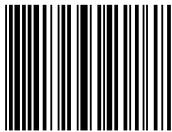
Michel SCIFO est né à Arles, il y a un peu plus d'un demi-siècle ; depuis 1999, il vit, la plupart du temps, en région grenobloise. Petit-fils d'un colporteur italien naturalisé, d'un cantonnier provençal & de leurs épouses respectives, humoriste patenté, économiste de formation, ayant, également étudié les bases du droit, de la sociologie, de la psychologie sociale & de la psychologie du travail, ayant une expérience d'ingénieur-conseil en informatique & en gestion, il est un des responsables syndicaux local, régional & national, de l'association de formation professionnelle des adultes où il forme des techniciens supérieurs en réseaux informatiques.



Grand lecteur, il se met à écrire en 2001 : d'une part, car, ayant un problème de cordes vocales, rendant pénible les discussions interminables avec ses amis & ses relations, il souhaitait rédiger ses idées pour éviter les redites ; d'autre part, car, ayant un esprit de contradiction exacerbé, défendant, selon les interlocuteurs, tantôt des idées de droite, tantôt des idées de gauche, il éprouvait le besoin de faire le point sur les siennes. De là naquirent deux livres destinés à ses proches, disponibles sur son site internet www.scifo.fr, & une accoutumance à l'écriture. Président de l'ARDEUR (Association pour la Réhabilitation De l'Esperluette Uniformément Répartie), il emploie ce symbole, noté « & » ou « & », pour remplacer la conjonction « et ».



Ce livre s'avère l'aboutissement d'une réflexion commencée, en 2003, quand un héritier de la haute bourgeoisie, ridiculisé lors d'une joute verbale, le traita de mêtèque de bas étage. Si le bas étage était acceptable, car il habite au troisième, le mêtèque posait problème, au sens propre comme au figuré. Né Français, il s'interrogea sur les significations de cette injure & de cette notion, mettant en évidence, les liens de celle-là avec la bêtise & de celle-ci avec : la laïcité, le peuple, la démocratie & la liberté, valeurs fondamentales à ses yeux. Les développements choquants de l'actualité politique l'ont amené à approfondir cette réflexion.



9781953070142

Michel SCIFO
LE MAÎTRE RÉFLEUR
12, AV GÉNÉRAL ROUX
38 800 LE PONT DE CLAIX
04.76.99.29.66 (répondeur)
michel@le-maitre-refleur.fr
www.le-maitre-refleur.fr

9,00 €

